

A LA CONVENTION
DE SAN-FRANCISCO

M. Mondale a reçu
par acclamation
l'investiture démocrate

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde
des livres »

Pages 15 à 19

Un entretien
avec le romancier américain
John Hawkes

Le parti communiste décide de ne pas participer au gouvernement de M. Laurent Fabius

La logique des blocs

Tout le monde, à l'étranger, s'attendait à voir les communistes quitter un jour le gouvernement. Ce n'était pas le moindre des paradoxes du pouvoir de la gauche, en effet, que l'adoption d'une ligne extrêmement ferme à l'égard de l'Union soviétique ait coïncidé avec l'attribution de portefeuilles à des amis de M. Marchais. Pour les alliés atlantiques, qui avaient vite découvert en M. Mitterrand un partenaire particulièrement fiable, la présence des ministres venus du PCF avait à la limite un aspect surréaliste. La fin de cette participation ne peut que les satisfaire.

De côté de Krenina, l'union de la gauche avait toujours été regardée avec méfiance et scepticisme. Les relations entre le PC soviétique et les communistes français en avaient souffert, et c'est seulement après l'échec des négociations sur l'achèvement du programme commun qu'elles s'étaient réchauffées. M. Marchais n'hésitait pas à applaudir bruyamment à l'invasion de l'Afghanistan.

Les dirigeants de l'URSS s'accoutumaient fort bien de M. Giscard d'Estaing, lequel, sans conteste d'avoir quadruplé le volume des échanges bilatéraux, cherchait par tous les moyens à maintenir puis à rétablir le climat de détente. A tel point que l'ambassadeur soviétique d'alors l'avait salué, après sa rencontre à Varsovie avec M. Brejnev, du titre de « véritable continuateur du général de Gaulle ». Pendant la campagne présidentielle de 1981, le vote du Krenina n'était certainement pas que M. Mitterrand l'emportait.

Le large score obtenu au premier tour par le candidat socialiste, le recul du PC, reflet d'une volonté unitaire à la base, changeaient les données du problème. On n'a pas senti dans la presse soviétique de l'époque la moindre réserve à l'égard de l'entrée des communistes français dans le gouvernement. Mais sans doute, par la suite, s'est-on quelque peu étonné à Moscou du peu de poids des amis de M. Marchais sur la politique étrangère de M. Mitterrand.

Depuis longtemps, en tout cas, la presse soviétique a critiqué la politique étrangère française. Elle en a fait autant, plus récemment, avec les mesures économiques et sociales, en des termes très proches de ceux qu'utilisaient les communistes français. Il serait donc surprenant que ces derniers se voient critiqués pour leur retrait.

Ainsi prend fin ce qu'il faut bien appeler une anomalie puisqu'il n'y a plus maintenant de communistes au gouvernement dans les rares pays d'Europe - Finlande, Islande, Portugal - où ils en avaient fait partie au cours de la dernière décennie. Et puisque le compromis historique italien, s'il a conduit au moment le PCI dans la « majorité gouvernementale », ne lui a jamais permis d'entrer dans le gouvernement.

A la différence de ce qui s'était passé en 1947, la séparation de corps qui vient de se produire à Paris résulte beaucoup plus d'une divergence sur la politique économique que du poids des solidarités internationales. Il n'empêche que ces solidarités existent et qu'il aurait fallu une sorte de miracle pour que le gouvernement d'un pays comme la France puisse échapper durablement à la logique des blocs.

● La politique qu'entend suivre le nouveau premier ministre « n'est pas différente de celle de M. Pierre Mauroy », nous déclare M. Lionel Jospin.

● M. Jacques Delors serait remplacé au ministère de l'économie et des finances par M. Pierre Bérégovoy.

Le comité central du PCF, qui a siégé toute la nuit du mercredi 18 au jeudi 19 juillet, a décidé la rupture. Sans cesser de se réclamer de la majorité, les communistes affirment qu'ils n'ont pas obtenu satisfaction sur le changement de cap qu'ils souhaitaient en matière économique et sociale.

Les quatre ministres communistes quittent le gouvernement : MM. Fiterman, Ralite, Rigout et Le Pors.

Dans une déclaration qu'il nous a adressée, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, regrette « la responsabilité que

la direction du PC vient de prendre devant l'opinion de gauche et devant le pays ». Il rappelle que les socialistes « étaient et restent » favorables à la participation des communistes au gouvernement et souligne que la politique qu'entend suivre M. Fabius « n'est pas différente » de celle de M. Mauroy.

M. Jospin évoque aussi les propositions que M. Fabius avait faites au PC de continuer de participer au gouvernement.

Cette rupture a retardé la formation de la nouvelle équipe gouvernementale, prévue

à l'origine pour jeudi matin et qui ne devait être connue que dans l'après-midi du 19 juillet.

Il est acquis que M. Jacques Delors ne fera pas partie du gouvernement, puisqu'il succèdera à M. Gaston Thorn à la présidence de la Commission des Communautés européennes. M. Pierre Bérégovoy le remplacera au ministère de l'économie et des finances.

Les milieux financiers internationaux ont, dans l'ensemble, bien accueilli la nomination de M. Fabius et le départ des ministres communistes.

Le film de la rupture

A 19 h 15, mercredi 18 juillet, M. Georges Marchais, rentré au début de l'après-midi de Roumanie, où il était en vacances, est reçu, à l'hôtel Matignon, par M. Laurent Fabius. Le secrétaire général du PCF est accompagné de MM. Charles Fiterman, ministre des transports du gouvernement démissionnaire, et André Lajoie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, tous deux membres du secrétariat du comité central.

Lorsque les trois hommes sortent du bureau du nouveau premier ministre, une heure plus tard, M. Marchais fait, devant les caméras de télévision, une déclaration dans laquelle il souligne que la constitution du gouvernement doit tenir compte du fait qu'il y a, « malheureusement, une expérience de trois ans - et des « récentes élections européennes, qui constituent, pour la gauche, un mauvais résultat ».

« Au centre de la discussion entre M. Fabius et la délégation de notre parti, déclare M. Marchais, se trouve posé le problème : est-ce que, oui ou non, nous allons nous engager dans une politique nouvelle, permettant d'aller vers la réconciliation du chômage ? »

MM. Marchais, Fiterman et Lajoie se rendent place du Colonel-Fabien, où le bureau politique est aussi réuni. La discussion dure jusqu'à 23 heures, tandis que les membres du comité central, convoqués pour 21 heures, attendent dans le hall du siège du PCF. Le bureau politique au complet rejoint la salle du comité central, dont la réunion commence. Elle dure, sans interruption, jusqu'à 2 h 45 jeudi. M. Marchais, ayant à son côté M. Fiterman, s'adresse, alors, aux journalistes.

« Le comité central, déclare-t-il, n'est pas satisfait des réponses qui ont été données par M. Fabius, hier après-midi, à notre délégation, sur le point essentiel de la lutte contre le chômage. Le secrétaire général indique que le comité central a décidé de faire porter à M. Fabius une lettre sur cette question ; il invite les journalistes à quitter les lieux ».

La lettre part vers 3 h 30. En réponse, le premier ministre invite, par téléphone, la délégation qu'il avait déjà reçue à revenir s'entretenir avec lui à l'hôtel Matignon. Le comité central suspend ses travaux. M. Marchais, Fiterman et Lajoie se rendent à l'invitation de M. Fabius.

Le comité central, dont la réunion reprend au retour de la délégation, juge que les réponses du premier ministre « ne permettent pas aux

communistes d'entrer dans le gouvernement », selon les propos tenus plus tard à la presse par M. Pierre Juquin, membre du bureau politique. A 8 heures, le comité central adopte l'immunité, toujours selon M. Juquin, une déclaration annonçant et justifiant le refus du PCF de



participer au gouvernement. Les journalistes sont convoqués, par téléphone, à une conférence de presse prévue pour 9 heures.

Vers 8 h 45, les membres du comité central quittent l'immeuble de la place du Colonel-Fabien. M. Louis Baillet, ancien député de Paris, responsable des questions de défense, à qui l'on fait observer que la nuit blanche a creusé les traits des membres du comité central, lance, avec un grand rire : « Vous allez voir, on va s'en remettre une, maintenant, de bonne mine ! ». M. Fiterman s'arrête auprès des journalistes. Il explique que les déclarations de M. Fabius ne sont pas, en elles-mêmes, cause de la rupture, mais qu'elles annoncent la continuité d'une politique, que les communistes estimaient nécessaire de changer. « Vous avez pu remarquer que nous l'avons dit, ces derniers temps, avec une intensité croissante », déclare l'ex-ministre des transports.

M. Fiterman estime que le PCF ne quitte pas, pour autant, la majorité. « Nous voterons ce qui sera bon », dit-il en riant. Le budget ? Il ne voterait pas celui des transports. « S'il restait, dit-il, dans l'état où je l'ai laissé ». Pour l'ancien ministre, il n'est pas exclu que les communistes reviennent, « un jour », au gouvernement.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 10.)

Entre deux feux

Ainsi la « mise au net » souhaitée par le président de la République, pour mettre un terme à une attitude critique qui affaiblissait le pouvoir, est-elle parvenue à son terme : le PCF revient à une formule déjà expérimentée en 1936, celle du soutien sous condition. La question est évidemment de savoir si cette rup-

ture n'affaiblit pas davantage encore le pouvoir et M. Mitterrand lui-même. Elle ne se conçoit, en tout cas, que dans le cadre d'une stratégie qui mise sur l'échec de la gauche en 1986. Jusqu'à présent, le PCF semblait devoir attendre, installé dans sa tactique du « un pied dedans, un pied dehors », la sortie de la gauche du pouvoir aux législatives, plutôt que de prendre lui-

même le risque d'une rupture contraire aux aspirations de son propre électoral.

S'il a changé de cap, et décidé de précipiter le mouvement, c'est d'abord parce que son nouveau recul aux élections européennes portait condamnation d'une stratégie et d'une direction. La rupture du 19 juillet a pour premier avantage, aux yeux d'une direction mise en cause, de déplacer le débat : les discussions ne portent plus sur la direction du parti et ses choix, comme ce fut le cas au lendemain du 17 juin, mais sur la participation. De toute évidence, la direction a voulu mettre un point final au congrès, avant même que le congrès ne se joue (en février 1985).

L'autre avantage que les communistes pensent trouver avec la rupture réside sans doute dans le fait que l'ambiguïté est levée : le PC tente de retrouver une identité « contre ». Avec le risque que cela comporte de retour au « ghetto », de repli sur la fonction « tribune » hors d'âge, bref, d'évolution à l'espagnole et non plus à l'italienne.

En fait, malgré des options radicalement différentes entre les « réformistes » et les autres, il existe au moins pour tous une conjonction d'intérêts. Si l'on raisonne en termes stratégiques, le Parti communiste, sur la pente du déclin, n'imagine guère d'autre solution que de jouer la décapitation du Parti socialiste afin de retrouver un jour sa position dominante à gauche.

JEAN-MARIE COLOMBANI.
(Lire la suite page 10.)

La gauche qui agit

L'UNION de la gauche n'était plus qu'une façade et, avec le départ du gouvernement des ministres communistes, c'est l'un de ses derniers états qui cède, trop rongé par l'usure et trop creux pour résister plus longtemps.

L'accord de gouvernement entre le PS et le PC, déjà bien mince au départ, s'est, peu à peu, vidé de son contenu. Que reste-t-il désormais de l'union de la gauche ? L'appartenance du parti communiste à la majorité, avec un soutien, sans participation, de l'exécutif. C'est l'union à la carte, d'autant plus confortable pour les communistes que les socialistes sont assez nombreux à l'Assemblée nationale pour se passer de leurs voix. Persiste aussi, par nécessité et par habitude, la solidarité électorale, qui ne tient plus qu'à un mode de scrutin. Les vieux rêves de l'unité se fossilisent, faute d'avoir épousé son temps.

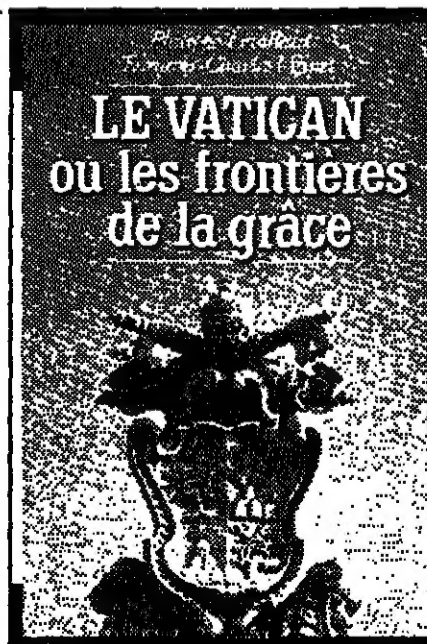
La rupture gouvernementale a le mérite de la clarté. Dieu sait que la participation au pouvoir de ministres communistes était insupportable à beaucoup - qui perdent, du coup, un argument facile, - mais, plus profondément, il n'était pas supportable de perpétuer un faux accord.

Ce n'est pas encore le divorce, mais c'est une séparation de biens. Il n'y a pas lieu de s'en réjouir, car, comme toujours dans ces cas-là, c'est le signe d'un échec. La gauche a besoin de tous les liens pour s'affirmer comme telle et pour entraîner une majorité. Il va lui manquer une part d'elle-même alors qu'elle n'a pas trouvé les moyens de compenser cette perte.

L'union rassemblait les grands courants de la gauche française, qui vont du marxisme-léninisme, marqué par l'ouvriérisme et le stalinisme, à la social-démocratie, séduite par l'autogestion et renouvelée par le gauchisme du vivant chrétien. Cela représente quelques gros régiments et de nombreuses chapelles. Le miracle fut, dans les années 60, de provoquer, après des décennies de querelle et de rejet réciproque, des retrouvailles fragiles, tumultueuses, toujours remises en cause mais suffisamment durables pour assurer la conquête du pouvoir, à la faveur des difficultés et des divisions de la droite, confrontée à la crise économique.

A. L.

(Lire la suite page 10.)



Philippe Levillain / François-Charles Ugine

« De nombreuses pages consacrées aux affaires financières du Saint-Siège ... une actualité judiciaire explosive parsemée de rebondissements dramatiques. »
Claude Paillet / Le Figaro

« Un livre subtil, réaliste et divertissant. »
Catherine Nay / Jours de France

« Ni guide du Vatican, ni histoire de la papauté contemporaine, cet ouvrage est aussi tout cela et le lecteur y apprendra beaucoup. »
Jean-Marie Mayeur / Le Monde

« Le livre le plus sérieux paru récemment sur le Vatican. »
Jacques Duquesne / Le Point

CALMANN-LÉVY

La fermeture du consulat de France à Gand est annulée

هكذا من الإصحاح

AMÉRIQUES

Nicaragua

Washington accuse les sandinistes de « militarisation » croissante

Le gouvernement de M. Reagan a déclenché une nouvelle offensive verbale contre le régime sandiniste. « Il y a beaucoup plus de répression aujourd'hui qu'il y a cinq ans au Nicaragua », a déclaré le président américain le mercredi 18 juillet, lors d'une réunion d'information sur l'Amérique centrale à la Maison Blanche. Tout en dénonçant l'aide apportée à Managua par des « extrémistes arabes », M. Reagan a insisté sur la nécessité d'organiser au Nicaragua des élections « vraiment ouvertes, honnêtes et libres » en présence d'observateurs d'« institutions démocratiques », notamment de l'Organisation des États américains (OEA).

Le représentant des États-Unis auprès de l'OEA, M. Middendorf, s'est livré mercredi à un réquisitoire contre les sandinistes, qu'il a accusés d'avoir trahi les promesses faites à l'OEA avant de prendre le pouvoir pour convaincre l'organisation de ne plus reconnaître le régime du dictateur Somoza.

D'autre part, la Maison Blanche a publié un rapport dénonçant la « croissance rapide » des forces armées nicaraguayennes, qu'il présente comme une « menace » pour les pays voisins. Selon ce rapport, les forces régulières disposent de 48 000 soldats, mais peuvent mobiliser 100 000 hommes. Leur arsenal est constitué presque exclusivement de matériels soviétiques et compte, notamment, « environ 100 chars moyens T-54 et T-55, plus de 20 chars légers amphibies PT-76 et 120 autres véhicules blindés ». Le rapport ajoute qu'au cours du premier semestre, 200 camions militaires et environ 300 jeeps « sont arrivés au Nicaragua ». Les Soviétiques ont en outre fourni au moins

six gros car-ferries pour donner une plus grande mobilité aux forces armées nicaraguayennes.

L'ambassadeur du Nicaragua auprès de l'OEA, M. Edgar Parrales, a répondu aux accusations lancées contre son pays en faisant état de l'aide apportée aux « Contras » par les États-Unis et du minage des ports nicaraguayens par la CIA.

D'autre part, un responsable gouvernemental américain, qui a demandé à garder l'anonymat, a accusé un conseiller de M. Borge, ministre nicaraguayen de l'Intérieur, d'avoir acheté au début de l'année les services d'un pilote pour introduire un chargement de cocaïne aux États-Unis. Les services de renseignement américains, cités par le *Los Angeles Times*, impliquent non seulement M. Borge, mais aussi le ministre sandiniste de la défense, M. Humberto Ortega, dans l'organisation d'un trafic de drogue venant de Colombie et destiné aux États-Unis.

Une dénonciation de Radio-Vatican

Enfin, à propos de l'expulsion récente du Nicaragua de dix prêtres étrangers, Radio-Vatican a publié mercredi de « persécution sous-rapide » contre l'Eglise dans ce pays. « Cette persécution est mise en œuvre en réduisant progressivement l'espace vital dont l'Eglise a besoin pour son action pastorale au Nicaragua », affirme Radio-Vatican. On assiste de la sorte à l'Eglise et de briser son unité, assurée par les évêques, en partageant les prêtres en bons et méchants, en patriotes et progressistes d'un côté, et en réactionnaires et ennemis du pays de l'autre.

Pérou

Le gouvernement est de plus en plus impuissant face au Sentier lumineux

Correspondance

Lima. — Malgré l'état d'urgence, les guérilleros du Sentier lumineux ont lancé, le lundi 16 juillet dans la nuit, une nouvelle attaque contre Lima, la capitale, qui a 6 millions d'habitants. Pour la deuxième fois depuis le début du mois, ils ont plongé la ville dans l'obscurité pour commettre, de façon simultanée, une trentaine d'attentats à la dynamite.

Ces attentats n'ont provoqué que des dégâts matériels, mais ils ont démontré une fois encore l'impuissance de la police à freiner la subversion, qui se manifeste à la fois dans les campagnes et dans les villes, et pratique le sabotage économique. Depuis la mi-juin, la lutte armée a gagné au contraire une partie de plus en plus grande du pays — ce qu'avait annoncé les sandinistes, qui veulent « consolider leurs bases d'appui ».

Après avoir longtemps minimisé l'envie de la guérilla maïliste, les autorités lui ont livré une bataille qu'elles sont conscientes de perdre. Les militants du Sentier lumineux ne sont pas seulement des « porteurs de foudres », comme l'a affirmé à plusieurs reprises le président, M. Fernando Belaunde. Bien que les forces de répression assurent avoir tué près de deux mille d'entre eux, et en avoir emprisonné mille autres, les assauts synchronisés de ces dernières semaines donnent à penser qu'ils sont encore plusieurs milliers. « Un pour cinq mille habitants, estime le maire de Lima, ce qui revient à chercher une aiguille dans une botte de foin ». Le Pérou a dix-huit millions d'habitants.

Or les mesures devraient prendre le gouvernement pour en finir avec cette guerre larvée ? M. Belaunde est convaincu que le rétablissement de la peine de mort pourrait dissuader les éventuels « traités à la parité ». Le président de la Cour suprême souhaite que les guérilleros soient traduits devant des tribunaux militaires. Le ministre de la guerre va plus loin : il pense qu'ils devraient être fusillés sans autre forme de procès.

Le pouvoir judiciaire, reste inefficace, c'est vrai, face au phénomène sandiniste. Quant aux sentences seulement ont été prononcées en quatre ans. La plupart des guérilleros ont moins de dix-huit ans et ne peuvent pas être condamnés. Ensuite, sur trois mille détenus, les deux tiers ont été relâchés, faute de preuves, par des juges qui craignent des représailles.

Le conseil national de défense et le conseil des ministres ont envisagé un moment de décréter l'état de siège dans la région andine d'Ayacucho, et de faire intervenir l'armée.

NICOLE BONNET.

Etats-Unis

M. Mondale a reçu par acclamation l'investiture démocrate

De notre envoyé spécial

San-Francisco. — C'est, comme prévu, un derrière M. Mondale que le Parti démocrate ira à la bataille contre M. Reagan. Lorsque les délégations à la convention de San-Francisco ont annoncé tour à tour leurs votes, mercredi 18 juillet, vers 23 heures (heure locale), que l'ancien vice-président était assuré d'avoir la majorité, M. Hart a proposé en effet, qu'il soit investi par acclamation et à l'unanimité.

Cette unité était indispensable car si l'élection présidentielle avait lieu demain, M. Reagan en sortirait vainqueur, avec une confortable avance, selon tous les sondages.

Il reste donc moins de quatre mois aux démocrates pour redresser une situation peu encourageante. Malgré la brièveté de ce délai, il ne leur est pas interdit d'espérer. En 1980, M. Reagan ne l'avait emporté que de peu dans de nombreux États et grâce, notamment, à l'abstention des Noirs les plus défavorisés. Mobilisés par la candidature de M. Jackson, ces Noirs ont déjà été nombreux, cette année, à participer pour la première fois aux primaires démocrates. Le pasteur baptiste ayant montré clairement qu'il mettait toute son autorité au service de M. Mondale, on peut penser que la communauté noire ira en force aux urnes contre M. Reagan.

Le choix de M. Ferraro comme première femme candidate à la vice-présidence des États-Unis devrait également permettre aux démocrates de compter sur une partie importante de l'électorat féminin. Catholique pratiquante et mère de trois enfants, elle sera la preuve vivante que les Républicains n'ont pas le monopole de la défense des valeurs familiales traditionnelles, dont ils ont fait un puissant argument électoral.

Ces avantages ont cependant leurs revers car les électeurs les plus conservateurs, hostiles à la montée en puissance des Noirs et des femmes dans la vie politique américaine ont, eux aussi, commencé à se mobiliser. La participation électorale devrait ainsi être beaucoup moins faible en novembre prochain qu'elle ne l'est d'ordinaire dans les scrutins présidentiels américains.

Mal, sans parler de la baisse des taux de chômage et d'inflation, les démocrates ont surtout contre eux d'être profondément divisés malgré le front commun qu'ils ont décidé d'opposer aux Républicains. La convention a donné 2 191 voix à M. Mondale, soit légèrement plus seulement que celles dont il était crédité. Avec 1 200 suffrages, M. Hart n'a, lui, perdu que très peu de voix sur son nom, et c'est M. Jackson (465 votes) qui a essentiellement profité de quelques dizaines de retournements.

Cela signifie que les lignes de clivage apparues dans le parti au cours des primaires sont solides. Les démocrates ont en commun leur engagement en faveur de la justice sociale, mais le modernisme, encore tatoué de M. Hart, a peu de chose à voir avec les traditions du

New Deal incarnées par M. Mondale. Quant au pasteur noir, il donne à la « coalition arc-en-ciel » un programme tiers-mondiste et pacifiste entièrement nouveau pour les démocrates.

Que M. Mondale soit élu ou non en novembre, la bataille d'idées est loin d'être finie dans son parti. Avant de se rallier à lui, M. Hart l'avait dit sans détour en réaffirmant dans son discours de candidature la nécessité d'un renouveau et son impact puissant. « Nous ne renoncerons jamais, et si ce n'est pas maintenant, un jour nous gagnerons », a-t-il lancé en annonçant impitoyablement sa candidature pour 1988.

BERNARD GUETTA.

MOSCOU CRITIQUE « LA DUPLICITÉ ET L'INCONSCIENCE » DU PROGRAMME DÉMOCRATE

Moscou. — L'agence Tass a critiqué, mercredi 18 juillet, le programme électoral démocrate adopté à San Francisco, qui traduit, selon elle, « la duplicité et l'incohérence des positions de ce parti à l'égard des problèmes cruciaux internationaux ». Toutefois, l'agence officielle soviétique relève que le document en question contient « certaines dispositions condamnant la ligne agressive insensée de l'administration Reagan et appelant à l'assainissement du climat international ». Ceci, selon Tass, s'explique par le fait que la direction du parti a été « obligée de tenir compte de l'opinion de la majorité écrasante des électeurs, préoccupés par l'aggravation du danger de guerre nucléaire ».

En revanche, l'agence affirme que « traduisant les intérêts du grand business et du complexe militaire et industriel des États-Unis », le parti démocrate a « conservé intacte la pierre angulaire de l'actuelle politique extérieure américaine, qui mise sur la force militaire, l'accroissement des armements et le dictat dans l'ordre internationale ». Elle souligne que « les dirigeants du parti ont réussi à faire avorter la proposition invitait l'administration démocrate à prendre l'engagement de ne pas utiliser l'arme nucléaire en premier, en cas d'agression ou pouvoir ».

« Malgré ses critiques à l'adresse de l'administration Reagan, la plate-forme démocrate n'offre aucune solution de rechange aux électeurs américains », conclut Tass. — (AFP.)

La négociation sur les armements spatiaux

LES AMÉRICAINS « SERONT À VIENNE LE 18 SEPTEMBRE » déclare le département d'Etat

Les États-Unis « prévoient d'être à Vienne le 18 septembre » pour négocier avec l'Union soviétique sur une éventuelle délimitation de l'espace, a-t-on annoncé officiellement à Washington, mercredi 18 juillet. Selon M. Rombert, porte-parole du département d'Etat, cette date du 18 septembre a été proposée par les Soviétiques eux-mêmes dès le 29 juin, date à laquelle le gouvernement de Moscou avait publié une déclaration suggérant, mais sans autre précision, une rencontre à Vienne en septembre. « Nous avons accepté cette date », a dit M. Rombert, qui a rappelé que cette acceptation avait été donnée « sans conditions préalables ».

Moscou continue cependant de fustiger l'« attitude négative » de Washington à propos de cette négociation. Dans des déclarations à la *Literaturnaya Gazeta*, M. Zamiatine, porte-parole du comité central du Parti, estime que les États-Unis, loin d'accepter la proposition soviétique, cherchent à « bloquer » les pourparlers sur l'espace.

De même, mardi, la *Pravda* affirmait : « L'initiative soviétique a été accueillie à Washington par un nouveau « non » précipité et maladroite. Aujourd'hui, après réflexion, on cherche à la camoufler et à la faire passer pour une réponse affirmative. On soutient que la partie américaine voudrait négocier et on affecte même de s'y préparer. Il se révèle que ce n'est là qu'une nouvelle jonglerie avec les mots ».

conclut le quotidien du Parti, qui qualifie de « condition préalable, inacceptable d'avance » le désir américain de parler des armements nucléaires stratégiques et à moyenne portée. — (AFP, Tass.)

Maroc

La peine de mort est requise contre des intégristes jugés par contumace

Casablanca (Reuter). — Des peines de mort ont été réclamées, mercredi 18 juillet, au procès de soixante et onze intégristes musulmans jugés, depuis le 21 juin, par la chambre criminelle de la cour d'appel de Casablanca sous l'inculpation de complot contre le roi Hassan II.

Dans son réquisitoire, le procureur a demandé la peine capitale pour les dirigeants du groupe, tout en soulignant que la plupart figuraient au nombre des vingt accusés jugés par contumace. Il a réclamé des peines sévères pour les autres prévenus.

Les soixante et onze intégristes sont accusés d'avoir comploté contre la monarchie et d'avoir voulu instaurer une république islamique au Maroc. Ils répondaient également d'atteinte à la sécurité intérieure, d'association de malfaiteurs, de distribution de tracts subversifs et de publication de textes diffamatoires envers le chef de l'Etat, ont indiqué leurs avocats.

Selon des rapports de police présentés au cours du procès, les accusés appartenaient à une organisation clandestine, Al Jihad, section du Mouvement islamique, dont le siège est à l'étranger et qui serait liée au régime iranien. Le dirigeant du Mouvement islamique, présenté comme M. Abdelkrim Moutti, un ancien inspecteur de l'enseignement primaire, serait lui aussi installé à l'étranger.

Les cinquante et un accusés présents ont été arrêtés il y a près d'un an. Leur procès, connu du grand public marocain sous le nom de « procès des Frères musulmans », n'est pas directement lié aux émeutes sanglantes de janvier à la

suite desquelles le roi Hassan II avait mis en cause des fondamentalistes influencés par le régime de l'ayatollah Khomeiny.

La police affirme que parmi les milliers de tracts que les prévenus sont accusés d'avoir distribués dans les mosquées, un certain nombre auraient été introduits en fraude dans le royaume, en provenance de la ville française de Rouen.

Tchad

Interceptés, oui ou non ?

Les deux Mig-23 de l'armée de l'air nigérienne qui se sont posés, lundi 16 juillet, sur l'aéroport de N'Djamena, n'ont pas été interceptés par des Mirage et des Jaguar français de la force Manta basée au Tchad. Telle est du moins la thèse défendue par les gouvernements tchadien et français.

Mardi, une dépêche de l'agence Associated Press, datée de N'Djamena, avait affirmé le contraire.

Selon un témoin, qui se trouvait mardi dans la capitale tchadienne, les deux appareils nigériens ont bien été interceptés ou « accompagnés », comme la confirme à N'Djamena, une source autorisée.

Qu'en est-il exactement ? Compte tenu de l'état d'alerte permanent des troupes françaises stationnées au Tchad, c'était bien le moins. Alors, pourquoi le dément ? L.Z.

LUNE DE MIEL ET CHASSE A L'HOMME

A VIVRE SOUS LE MASQUE



Collection Le Masque

6 romans par mois.

EUROPE

Pologne

Varsovie attend l'amnistie

L'amnistie préparée par le régime du général Jaruzelski à l'occasion du quarantième anniversaire du régime communiste, le 22 juillet, serait large et spectaculaire. Bien que les intentions précises du pouvoir soient entourées du plus grand secret, il semble que les quatre dirigeants du KOR dont le procès a été ajourné sine die (le Monde du 19 juillet), ainsi que sept anciens dirigeants de Solidarité actuellement détenus, doivent bénéficier de l'amnistie, comme la quasi-totalité des prisonniers politiques.

Cependant, le général Jaruzelski n'a nullement l'intention de faire la moindre concession sur le plan des libertés syndicales, alors que l'opposition exige le retour au pluralisme.

Libres opinions

Diffuser le rapport du BIT sur les entraves aux libertés

par MARC BLONDEL (*)

À la fin de la soixante-dixième session de la Conférence internationale du travail à Genève, le directeur général du BIT rendait public le rapport de la commission d'enquête sur la Pologne, confirmant les allégations des plaignants contre les atteintes aux libertés syndicales (le Monde du 30 juin). Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que cette procédure de caractère exceptionnel était la première contre un pays de l'Est et que l'initiative venait de délégués représentant les travailleurs et non un Etat membre.

Si nous disons pays de l'Est et non exclusivement Pologne, c'est que nous avons été témoins des déclarations des gouvernements d'Allemagne de l'Est, d'URSS et d'Ukraine aux différents conseils d'administration qui dilagèrent la plainte, mais aussi que nous n'ignorons pas les diverses réunions des ministres du travail des pays communistes où, dans l'esprit de la conférence, ils envisagèrent leur réaction contre ce qu'ils considéraient comme une offense.

Le gouvernement polonais a, selon la Constitution de l'OIT, trois mois, s'il conteste les constatations, pour saisir la Cour internationale de justice. Dans le cas contraire, il faut examiner dans quelles conditions les conclusions ont force exécutoire. Nous estimons, pour notre part, que leur force obligatoire découle de la possibilité qu'a la Conférence, sur proposition du conseil d'administration, de recommander les mesures opportunes pour assurer l'exécution des recommandations de la commission d'enquête, ce qui, en outre, conduit le conseil d'administration à mettre l'étude de l'évolution de la situation en Pologne à l'ordre du jour de chacune de ses sessions.

Pour-on considérer que la position du gouvernement polonais, qui a refusé en permanence de se présenter à la commission d'enquête et ainsi d'en consacrer le caractère contradictoire - et qui, à quelques jours encore, menaçait de transformer la suspension des relations avec l'OIT en départ définitif de l'Organisation internationale - lui permettra d'échapper à ses obligations ? Certes non : En dehors du fait qu'il ne serait guère honorable pour un pays soucieux de sa réputation internationale de se placer dans une situation comparable à celle de l'Afrique du Sud (qui n'est plus au BIT à cause de l'apartheid), le départ ne libère pas le pays de ses obligations, et le rapport annuel sur l'application des normes et recommandations devra rendre compte de l'évolution de la situation.

Mais enfin, et c'est peut-être là la véritable interrogation, avons-nous été utiles aux travailleurs polonais ? En dehors de la Pologne, il nous apparaît maintenant, avec l'aide des organisations syndicales internationales, mais aussi de tous ceux qui sont attachés à la défense des droits de l'homme, et en particulier des droits ouvriers et des libertés démocratiques, de diffuser le rapport de la commission d'enquête, révélateur de la situation passée, et courageux dans ses conclusions.

A l'intérieur de la Pologne et sans nous limiter dans la vie sociale, qui n'appartient qu'à la classe laborieuse polonaise, il est évident que les conditions d'information ne peuvent laisser espérer que les travailleurs connaîtront l'existence d'une commission d'enquête, s'ils ne peuvent en apprécier les conclusions.

Chacun se souvient de l'utilisation faite par le gouvernement polonais de ses contacts avec le BIT, lors de la rédaction de la loi syndicale, mais ce que l'on ignore c'est que la désinformation s'accroît. Hier, les autorités polonaises déclaraient officiellement que le co-auteur de la plainte - le syndicat LO de Norvège - avait abandonné la procédure et que le bureau de Solidarité à Bruxelles était logé dans les locaux de l'OTAN.

Il est patent que les autorités polonaises dénoncent l'action des pays occidentaux comme une agression « antipolonaise ». Ce procès ne peut être fait au mouvement syndical que nous représentons, nous sommes très hésitants, voire hostiles aux idées de répression économique envisagées par certains.

L'utilité passe donc maintenant par le combat de l'information, cette fois pour un document publié par l'Organisation internationale du travail, que nous serons appelés à transmettre sous le manteau. Le bulletin officiel de l'OIT transformé en samizdat, quelle démonstration !

Mais nous continuons, pour que personne n'oublie.

(*) Secrétaire confédéral de Force ouvrière. Membre adjoint du conseil d'administration du BIT. M. Blondel est co-auteur de la plainte déposée au BIT contre la Pologne.

Turquie

Le premier ministre souhaite l'amélioration des relations avec Paris

De notre correspondant

Ankara. - Le premier ministre turc M. Ozal, interrogé mercredi 18 juillet par la presse étrangère sur les perspectives d'amélioration des relations turco-françaises, a déclaré : « Seule la volonté réciproque de Paris et d'Ankara permettra de résoudre le contentieux existant (...) Si l'un y a volé, on trouvera un moyen. Et moi, j'y crois personnellement. » Evoquant la récente « mission officieuse » de M. Etienne Manac'h, ambassadeur de France, envoyé spécial du président Mitterrand, M. Ozal a estimé que cette visite d'« exploration » à Ankara

avait été « très utile ». Bien qu'il ait estimé que « l'attitude complaisante voire le soutien moral accordé par la France aux menées terroristes » a été à l'origine de la détérioration des relations entre les deux capitales, le chef du gouvernement a déclaré qu'il s'emploierait personnellement à favoriser l'amélioration de ces relations. « La France, a-t-il dit, devra réaliser que la Turquie joue un rôle important au Proche-Orient. Il n'existe chez nous aucun ressentiment à l'égard de la France, ni des Français auxquels nos portes sont ouvertes. »

Grande-Bretagne

RÉFORME DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Londres (AFP). - Le ministre britannique de la défense, M. Michael Heseltine, a présenté, mercredi 18 juillet, les grandes lignes de la réorganisation de son département qui a pour objectif de renforcer son pouvoir de décision sur les trois armes, avec l'élargissement des prérogatives de l'état-major général et du chef d'état-major, et une diminution du rôle des états-majors respectifs des trois armes.

Le ministre a estimé, en présentant son livre blanc, qu'il était nécessaire de consacrer le plus possible de

crédits à l'efficacité au combat et de supprimer les gaspillages bureaucratiques.

Il a annoncé la création d'un bureau pour le contrôle des armements, qui signifiera « l'importance que ce gouvernement attache à un contrôle réaliste et véritable » des armements dans le monde.

M. Heseltine a confirmé que le gouvernement britannique avait l'intention de privatiser certaines parties du ministère, notamment les manufactures d'armes qui lui sont rattachées.

ASIE

Chine

Mort du dernier descendant de Gengis Khan

De notre correspondant

Pékin. - Le dernier seigneur héréditaire mongol, descendant de Gengis Khan à la trente-deuxième génération, est mort le 2 juillet d'un cancer, a annoncé l'agence Chine nouvelle. Ochi Huiyakt était âgé de quatre-vingt-quatre ans. Il a été enterré dans la sépulture de ses ancêtres, sur le plateau des Ordos. Ce descendant en ligne directe du conquérant dont les hordes avaient ravagé une partie de l'Asie et de l'Europe, avait de conquérir la Chine - formant la dynastie des Yuan, de 1280 à 1368 - avait su évoluer avec son temps et s'était rallié à la République populaire, ce qui lui a valu des funérailles officielles, bien que discrètes, en présence du seul membre mongol du bureau politique du Parti communiste chinois, M. Ulanfu, son cadet de six ans. A cette occasion, Ochi Huiyakt a été qualifié de « patriote qui a longtemps coopéré avec le PCC et dont l'activité, la franchise et la modestie lui ont gagné le respect du peuple ». Cet aristocrate, né onze ans avant la chute de l'empire mandchou, avait en effet été vice-président de l'Assemblée provinciale et s'était distingué dans l'artisanat traditionnel mongol, un signe de sagesse. Désormais, le « pèlerin jaune », longtemps personifié par les hordes de Gengis Khan, a perdu son dernier symbole.

P. de B.

Afghanistan

Les Soviétiques renforceraient leurs installations au sud d'Hérat

La situation s'est stabilisée dans la province d'Hérat, à l'ouest de l'Afghanistan, après l'offensive soviétique du début juin. Les témoins ont depuis récupéré leurs positions, a déclaré à l'AFP, à Téhéran, leur chef dans cette région, le major Alasdin Khan, ancien officier de l'armée régulière afghane. Il a rejoint les maquisards du Jamiat-e-Islami, le groupe le plus influent dans cette région, depuis plusieurs années et est devenu le chef militaire de quinze mille combattants aux côtés du responsable politique de la province, le commandant Le-mati Khan, également ancien officier de l'armée afghane.

Environ douze mille Soviétiques et cinq mille soldats gouvernementaux ont attaqué, à l'aube du 2 juin, une quarantaine de villages situés à l'ouest et au sud d'Hérat, la capitale provinciale située à une cinquantaine de kilomètres de la frontière iranienne. L'opération a fait environ un millier de morts parmi la population civile, a affirmé le commandant Alasdin Khan a, d'autre part, déclaré que les troupes soviétiques ont entrepris depuis quatre mois la construction d'un nouvel aéroport militaire près du Baluchistan, plus au sud, à la hauteur de la ville iranienne de Zabol. Elles ont reçu des missiles sol-air de moyenne portée (plusieurs centaines de kilomètres) d'une longueur de 12 mètres, montés sur des véhicules spéciaux. Ces missiles sont installés sur la base aérienne de Shindand, l'une des trois utilisées en Afghanistan par les Soviétiques au sud d'Hérat.

D'autre part, selon des rumeurs circulant à Kaboul et dont fait état une source diplomatique occidentale citée par l'AFP, le chef de l'Etat, M. Babrak Karmal, aurait été blessé.

Hongkong

LONDRES N'ORGANISERA PAS DE RÉFÉRENDUM SUR L'AVENIR DU TERRITOIRE

Le gouvernement britannique a rejeté toute idée de référendum sur l'accord de désengagement de la Chine concernant l'avenir de Hongkong, a déclaré, mercredi 18 juillet, Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, à la Chambre des communes, car, a-t-il dit en substance, il est impossible d'organiser une consultation significative dans le calme, notamment en l'absence de listes électorales fiables.

Le secrétaire au Foreign Office a également annoncé qu'un « bureau spécial » allait être mis en place dans la colonie britannique, sous la responsabilité du gouverneur, Sir Edward Youde, dont le rôle sera de réunir toutes les opinions et d'examiner tous les points de vue des habitants qui voudront se prononcer sur l'accord sino-britannique.

Dans le même temps, le gouverneur de Hongkong a publié un Livre vert présentant une série de réformes électorales qui précéderont la fin du bail britannique sur la colonie en 1997. Elles prévoient notamment la tenue d'élections indirectes pour la moitié des membres des conseils législatifs et exécutifs de Hongkong et font entrevoir la possibilité qu'un gouverneur chinois issu de la colonie puisse être nommé avant 1997.

Londres et Pékin ont en soit à leur dix-huitième séance de négociations depuis septembre 1982 et Sir Geoffrey doit effectuer à la fin de ce mois un deuxième voyage dans la capitale chinoise et dans la colonie. (AFP.)

lors d'un « règlement de comptes » faisant suite à l'altercation entre deux de ses ministres, le général Abdul Kader (défense) et M. Aslam Watanjar (communications), la semaine dernière (le Monde du 12 août). Le départ précipité de M. Karmal à Moscou le 9 juillet afin de subir, selon des sources gouvernementales, un « examen médical général » donne du crédit à ces rumeurs, ajoute la même source qui n'a cependant pu en vérifier l'exactitude. Radio Kaboul a annoncé, mardi 17 juillet, que le ministre des communications, M. Watanjar, avait assisté à une réception la veille à Kaboul. Le radio n'a pas précisé, indique l'AFP, si le général Kader y participait.

L'ambassade d'Afghanistan à Paris déclare dans un communiqué que « toutes les informations données par des médias en France relatives à la mort de l'ancien ministre des finances (M. Watanjar) ainsi qu'à un « règlement de comptes » sanglant » entre deux ministres sont totalement dénuées de fondement. Elle « dément catégoriquement ces mensonges ».

A TRAVERS LE MONDE

Haute-Volta

• **SERVICE MILITAIRE POUR TOUS.** - Le « service national populaire » sera désormais obligatoire pour tout Voltaïque, homme et femme, de vingt à trente-cinq ans, a-t-on indiqué, dimanche 15 juillet, à Ouagadougou, de source officielle. Ce service doit durer douze mois. Les trois premiers seront consacrés à une instruction militaire, et les mois suivants à la production. Le tribunal populaire de Ouagadougou a, d'autre part, condamné M. Issoufou Joseph Comombo, ancien premier ministre du général Lamizana, chef de l'Etat de 1966 à 1980, à sept ans d'emprisonnement avec sursis, pour « détournement de deniers publics et fraude fiscale ». M. Comombo devra en outre rembourser 492 millions de francs CFA (94 millions de francs) à l'Etat. (Reuters.)

Philippines

• **LE CARDINAL SIN MET EN GARDE LE PRÉSIDENT MARCOS.** - Le cardinal philippin Jaime Sin a mis en garde, mercredi 18 juillet, le président Ferdinand Marcos sur un recours à la loi martiale pour sauver « un régime à l'agonie ». Il a estimé qu'une telle décision conduirait à un bain de sang. La loi martiale avait été en vigueur de septembre 1972 à janvier 1981. (AFP.)

République Sud-Africaine

• **MORT D'UN DÉTENU NOIR.** - Un jeune Noir, arrêté le week-end dernier au moment des manifestations qui se sont déroulées à Tumbolo, banlieue noire de la ville de Parys (à 140 kilomètres au sud-est de Johannesburg), a été retrouvé mort dans sa cellule, lundi matin. Selon un codétenu membre du Front démocratique unifié (UDF, regroupant plusieurs organisations anti-apartheid), Johannes Ngalo, a été battu à mort par des policiers. Selon la police, qui a ordonné une autopsie et une enquête, le jeune

PROCHE-ORIENT

Liban

M. JOUMLATT : la bataille « peut recommencer »

Le Liban bénéficie d'une trêve mais la bataille « peut recommencer », a déclaré M. Walid Joumlatt, chef du Parti socialiste progressiste (PSP-druze) et ministre du tourisme et des travaux publics, dans un discours prononcé, dimanche, devant un millier de combattants et de militants du PSP et reproché, mercredi 18 juillet, par l'organe du parti Al Anbâ.

M. Joumlatt a dit : « Nous avons provisoirement mis nos armes de côté, mais nous devons rester vigilants. Nous ne rendrons pas nos armes avant d'avoir vu satisfaire nos revendications politiques. »

Le chef du PSP a indiqué qu'il allait « donner une chance à la solution pacifique », mais que « le combat n'était pas terminé ».

« Le combat est maintenant politique, a-t-il ajouté. Nous allons militer pour faire aboutir nos revendications politiques et pour libérer le Liban du PCC, occupé par les forces israéliennes. »

Le ministre libanais de la défense, M. Adel Osserane, a ordonné, mercredi, le retrait de tous les officiers libanais du bureau de liaison israélien de Dbyé. M. Rachid Karamé, premier ministre, avait, au début de juin, demandé à Israël de fermer ce bureau, mais ses membres avaient ignoré cette requête et se trouvaient encore, mardi soir, à Dbyé, situés en territoire contrôlé par les Forces libanaises.

Mercredi, la journée a été marquée à Beyrouth-Ouest par une grève générale observée en signe de protestation contre l'expulsion de Salda d'un juge religieux chiite par une milice pro-israélienne.

Le Liban a décidé, par ailleurs, de rétablir ses relations diplomatiques avec l'Iran, rompues, le 23 novembre dernier, en raison du refus des Iraniens de retirer les gardiens de la révolution de la Bekaa.

Enfin, un soldat israélien a été tué dans la nuit de mardi à mercredi, à Tyr, par une grenade. - (AFP, Reuters.)

Iran

« Les documents du nid d'espions »

Les étudiants iraniens de la « ligne de l'Imam » continuent à publier des documents saisis en novembre 1979 lors de l'occupation de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran. Dix-sept volumes, péniblement reconstitués à partir de lambeaux de papier retrouvés dans un broyeur, ont déjà été publiés à Téhéran sous le titre général « Les documents du nid d'espions ».

La New York Times, qui analyse ces ouvrages, confirme l'authenticité des pièces reproduites, pour la plupart des câbles secrets échangés entre l'ambassade et Washington, entre le début des années 50 et la prise de l'ambassade. Le quotidien new-yorkais estime par ailleurs que les étudiants ont saisi une quantité de documents suffisante pour publier des livres de ce genre « pendant encore de longues années ».

Selon la New York Times, ces documents prouvent surtout l'incapacité du gouvernement américain à mesurer l'importance du courant révolutionnaire en Iran. A titre d'exemple, le quotidien publie la note suivante, adressée le 5 septembre 1979 par le secrétaire d'Etat-adjoint Harold Saunders au secrétaire

d'Etat Cyrus Vance : « Le clergé n'est pas capable de diriger un pays complexe, et sera contraint à demander l'aide des responsables occidentaux. Le courant modernisateur du développement iranien stabilisera Khomeiny et le clergé. Une semaine avant la chute de l'ambassade, un mémorandum de l'Agence internationale de communications américaines estimait que « le climat en Iran s'est suffisamment stabilisé pour permettre d'envisager un nouveau programme d'activités ».

Il ressort également d'une lecture attentive des documents que les diplomates américains ont posté à Téhéran ont gravement sous-estimé le malade dont était atteint le chah en 1979 et envoyaient régulièrement à Washington des rapports optimistes sur ses chances de survie politique. M. Brzezinski, en particulier, était fermement persuadé que, même si le gouvernement du chah tombait sous les coups de boutoir des khomeinistes, l'armée garderait le contrôle du pouvoir, et si nécessaire par un coup d'Etat, ignorant ainsi de nombreuses indications selon lesquelles les militaires pourraient appuyer l'Imam. - (AP.)

homme a été arrêté « en état d'ébriété » et était étranger aux émeutes de Tumbolo, qui avaient été déclenchées pour protester contre la hausse des loyers dans le ghetto noir. Cinquante et une personnes avaient été appréhendées. - (AFP, Reuters.)

URSS

• **UN DISSIDENT CONDEMNÉ A TROIS ANS DE CAMP.** - Un architecte soviétique a été condamné, mardi 17 juillet à trois ans de camp, peine maximale prévue par le code pénal de la république de Russie, pour propagande antisoviétique. L'inculpation de M. Alexandre Bogoslovsky, âgé de quarante-sept ans, reposait sur la saisie à son domicile d'ouvrages considérés comme « antisoviétiques » : un cahier d'écolier avec des notes manuscrites, un ouvrage de Berdiaev, et la Russie en 1939, du marquis de Custine. Au cours du procès, l'inculpé, un ancien officier du ministère de l'intérieur, a été en-

tendu en qualité de témoin à charge. Selon les sources dissidentes il a été contraint de déposer contre son propre père, les services du procureur, qui l'avaient menacé d'emprisonnement. - (AFP.)

LUTTE INTENSIFIÉE CONTRE LA CORRUPTION.

Sept responsables de Roekozart, l'organisation soviétique chargée de produire des concerts en Russie, ont été condamnés à des peines de prison de trois à treize ans dans le cadre d'un scandale de corruption et de pots de vin. D'autre part, huit juges viennent d'être démis de leurs fonctions en Géorgie, où la lutte contre la criminalité demeure très insuffisante, selon l'organe du parti local Zaria Vostoka. Le comité central de parti a constaté l'effacement des organes chargés d'assurer l'ordre public et a lancé un appel à la vigilance des fonctionnaires chargés de la sécurité des citoyens et de la protection des biens de l'Etat. - (AFP-AP.)

(Publié)

فصل العدد الثاني من مجلة :
للدراسات والبحوث
رئيس التحرير : طاهر عبد الحكيم

FKR

Vient de paraître le N° 2 de la revue FKR Trimestriel d'études et de recherches (en arabe).
Rédacteur-en-chef: Tahir ABD EL HAKIM
Liez sur le monde Arabe, deux ans après BEYROUT
Yasser ARAFAT, Président de l'O.L.P.; interview idéologique et politique.
Jean-Paul CHARNAY: Le Liban face à trois choix.
Foad ZAKARIYA: Les tendances idéologiques en Egypte.
Et d'autres études sur les thèmes suivants:
L'apparition de la propriété privée et son impact sur la pensée socio-politique en Egypte.
Le drame dans la littérature d'Egypte ancienne.

Abonnements: 160 FF (individuel)
350 FF (établissement)

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de:
AL FKR (SARL) 2 rue de Lancry - 75010 PARIS
Tél: 209-56-27 Poste 44 Téléc: 212043 F Attention FKR
EN VENTE DANS LES KIOSQUES

مكتبة الأصيل

PROCHE-ORIENT

Israël en mal d'Israël...

II. - Une occupation irréversible ?

De notre correspondant JEAN-PIERRE LANGELLIER

Jamais la crise d'identité n'a été aussi vive en Israël. L'État doit-il être occidental ou levantine ? Conquérant à jamais ou réconcilié avec ses voisins arabes ? L'émergence d'un terrorisme juif anti-arabe et la sympathie qu'il a rencontrée dans de larges couches de la population prouvent que la lecture « fondamentaliste » et insouciante du sionisme a fait des progrès. L'idéologie d'un Grand Israël s'oppose à la thèse des partisans de la « généralité dans la fermeté » (le Monde du 19 juillet).

Naplouse (Cisjordanie occupée). - Regardez ce qu'ils veulent faire ! Fenché sur une vaste carte de la Cisjordanie, M. Saeb Erekat nous explique, chiffres à l'appui, le sens profond de ce « projet militaire n° 50 », qui associe sa culture à l'université An Najah de Naplouse. Saeb sait de quoi il parle. Il a étudié par le menu le « projet routier » de l'armée israélienne et vient de publier ses conclusions dans les colonnes d'Al Qods, le journal jordanien de Jérusalem-Est.

Pour la population arabe, les effets de ce plan sont clairs : des milliers d'hectares de terre appropriés, des centaines de champs d'oliviers abandonnés, des dizaines de puits détruits. A terme, cela signifie une accélération de la colonisation juive, un exode forcé pour beaucoup d'entre nous et une dépendance accrue de la main-d'œuvre locale. On songe aux réflexions d'un autre intellectuel palestinien, l'avocat Raga Chehadah, qui notait dans son journal : « Nous sommes trop obés pour être déçus par la seule humiliation. Comment voulez-vous se débarrasser de nous ? » (1).

L'occupation militaire, économique, humaine de la Cisjordanie et de Gaza est-elle, comme le pense aujourd'hui Saeb, irréversible ? Un scénario de la paix axé sur un compromis territorial relève-t-il (déjà) de l'utopie ? Une nouvelle majorité gouvernementale en Israël ne

pourrait-elle au mieux que gérer le statu quo ? La naissance sur ces collines au charme biblique d'une entité nationale palestinienne (État indépendant, autonome ou fédéré) ne serait-elle plus qu'une cause perdue ?

Pour M. Meron Benvenisti, sans doute le meilleur connaisseur israélien de la Cisjordanie, les jeux sont pratiquement faits. Cet ancien maire adjoint de Jérusalem, en rupture de travailisme, estime que « le point de non-retour a été atteint » : la dynamique de l'occupation, dit-il, a dépassé le seuil critique. L'armée s'est déjà appropriée 30 % des terres de Cisjordanie pour construire des camps militaires et ouvrir des routes. Elle prévoit de conquérir 10 % supplémentaires. Depuis 1967, l'État a injecté dans les territoires 1,5 milliard de dollars, dont la moitié sous le règne du Likoud. Croyez-vous que cet argent ait été investi à fonds perdus ?

Cent vingt implantations

Environ cent vingt implantations juives existent en Cisjordanie et à Gaza, où vivent 28 000 personnes, soit 7 000 familles. Quelques-unes sont de vraies villes : Kiryat Arba, Maale-Adumim et Emmet. Mais les six plus grandes localités urbaines de Cisjordanie - en dehors de la vallée du Jourdain - abritent à elles seules près d'un colon sur deux. Une cinquantaine d'implantations comptent chacune moins de 100 habitants. Elles pourraient être rasées en bulldozer en un après-midi.

La minorité juive des territoires représente seulement 3,5 % de la population arabe et s'accroît sept fois moins vite. En outre, la colonisation s'essouffit. Les arrivants de fraîche date sont rarement enrôlés par l'idéologie du Grand Israël. Jeunes couples en quête d'air pur et d'un appartement à bon marché, ils vivent à moins d'une demi-heure de Tel Aviv ou de Jérusalem, d'où ils

rentrent chaque soir après le travail. Ce ne sont pas des colons mais des banlieusards. Quelques corrections de frontières judicieusement tracées suffiraient à préserver l'identité arabe de la Cisjordanie. Faut-il donc prêcher un pessimisme si péremptoire ?

« Peu importent les chiffres, rétorque M. Benvenisti. Deux choses priment : le rapport des forces et l'évolution des mentalités. En Cisjordanie, la minorité juive se sent soutenue par la toute-puissance d'un État et d'une armée, face à une majorité arabe humiliée et craintive. Elle sait que le temps travaille pour elle. La ligne verte n'est plus qu'un mythe. La gauche israélienne est plébéienne, impuissante. Les travaillistes n'ont jamais remis la doctrine qui voit dans la présence juive en Cisjordanie l'achèvement du sionisme. Cette occupation temporaire, déjà vieille de dix-sept ans, est une fiction qui arrange tout le monde : le Likoud, l'opposition et le monde occidental. Chacun fait mine de croire qu'elle aura une fin. »

Les dirigeants travaillistes n'apprécient guère ce discours de Cassandra. L'ancien ministre des affaires étrangères Abba Eban tient les travaux - pourtant fort sérieux - de M. Benvenisti pour une « littérature de l'absurde ». Le philosophe Yitzhak Yovel préfère y voir le signe d'un « désespoir chic » qu'il juge abusif. Il n'empêche : un nombre sans cesse accru d'Israéliens n'arrivent plus à concevoir en leur for intérieur la restitution - fût-elle partielle - des territoires conquis pendant la guerre de six jours. L'an prochain, la génération de l'« après-67 » aura le droit de vote ; avant dix ans, son influence politique sera décisive. « Pour la plupart des jeunes nés depuis 1967, observe M. Henri Atlan, professeur de biophysique à Jérusalem, il est hors de question de revenir à l'Israël

d'avant. Le fait même de devoir imaginer ce qu'était alors leur pays relève d'une démarche quasiment archéologique. »

Une minorité de blocage

Imaginer la paix : tout le problème est là, en effet. Quatre Israéliens sur dix s'opposent aujourd'hui à la moindre concession territoriale en échange d'un traité de paix avec la Jordanie. Cette « minorité de blocage » pèse très lourd. Quant à Jérusalem, « capitale éternelle et indivisible » de l'État hébreu depuis 1980, son statut est entendu : trois Israéliens sur cent seulement accepteraient d'en restituer la partie orientale à un pouvoir arabe. Le chapelet d'implantations qui, peu à peu, l'enclavent de Bethléem à Ramallah, rempli avant tout une fonction symbolique : proclamer au monde l'appartenance de la Ville sainte au peuple juif.

Si le Likoud reste au pouvoir, l'impasse diplomatique se prolongera sans doute. Les héritiers de M. Begin continueront de cultiver une double contradiction. D'une part, ils exaltent l'affermissement de l'État juif tout en régnant sur une terre où vivent déjà près de 2 millions d'Arabes ; d'autre part, ils présentent la conquête de la Cisjordanie comme une « libération » tout en affirmant prêts à lui reconnaître un statut d'autonomie conforme aux engagements souscrits à Camp David. Mais pour qu'ils renonceraient-ils de plein gré au contrôle d'une terre qu'ils prétendent avoir « libérée ».

Le Likoud, en tout cas, ne tirerait aucun profit d'une annexion formelle des territoires occupés. Les annexionnistes à tout crin, minoritaires dans ses rangs, envisagent d'ailleurs leur projet comme une sorte de rose historique, conscients que les Palestiniens refuseraient le « cadeau empoisonné » de l'égalité des droits qui leur vaudrait l'opprobre du monde arabe. A Jérusalem, après dix-sept ans, quelques centaines de résidents arabes tout au plus ont pris la citoyenneté israélienne. En l'espèce peu importe le droit, seule compte la réalité quotidienne. « Beaucoup d'Israéliens, note Raga Chehadah, nous appellent simplement les Arabes de 1967 en nous distinguant des Arabes de 1948 (ceux de l'intérieur). »

L'hypothèse d'un succès travailliste suscite tantôt l'espoir, tantôt le scepticisme. Que propose le parti de M. Shimon Pérès en échange d'un traité de paix avec Amman ? Geler les implantations juives dans les zones à fort peuplement arabe, abandonner 60 à 70 % de la Cisjordanie, maintenir sous souveraineté israélienne la région de Jérusalem, la vallée du Jourdain et le « bloc d'Etzion » au sud de Bethléem, où des colons s'installèrent dès 1967 à l'instigation du gouvernement travailliste.

Le mirage

de l'option jordanienne

Cette offre peut-elle trouver preneur ? « La seule différence entre Pérès et Shamir, concède M. Benvenisti, c'est Hussein. Pour danser le tango, il faut être deux. Or le roi est l'unique partenaire acceptable par les travaillistes. Tout dépendra donc d'abord de lui. » Comme Moshe Dayan naguère, M. Pérès « n'attendra qu'un coup de téléphone d'Hussein pour négocier ». Mais, interroge le journal Haaretz, le roi n'a-t-il pas choisi de « se barricader dans son désert » ? Le souverain hachémite souhaite-t-il sincèrement régler le problème palestinien ? Rien ne l'atteste. A supposer que la négociation s'engage, Hussein ne trouvera-t-il pas un prétexte en or pour la faire chavirer ? Jérusalem ? Nombre d'Israéliens prêtent au roi un seul rêve secret : rétablir son autorité sur la Ville sainte.

« Il en faudra des conditions pour que le processus de paix ait des chances d'aboutir ! soupire le philosophe Menachem Brinker. Hussein devra d'abord dire oui au dialogue, puis manifester sa bonne volonté, ce qu'il ne fera pas sans le soutien de la majorité des pays arabes, Arabie Saoudite et Egypte en tête. Les Américains devront maintenir une pression constante sur les deux protagonistes. Mais, avant tout, le front travailliste a besoin de remporter une victoire électorale si nette qu'il puisse disposer d'une majorité parlementaire excluant ceux des partis religieux hostiles à priori au compromis territorial. »

L'option jordanienne - de M. Pérès serait-elle un mirage ?

Ceux qui, malgré tout, veulent espérer trouvent certains motifs de réconfort. « Les principaux dirigeants travaillistes, assure l'écrivain Avraham Yehoshua, sont intimement convaincus que la création d'un État palestinien est l'élémentable garantie d'une vraie paix, même s'ils ne peuvent pas le dire clairement. Ils savent que la formule d'un État binational nous conduirait au désastre. Je crois à leur volonté politique de s'attaquer au problème. Mais je n'exclus pas l'hypothèse d'une petite guerre civile, car des milliers de gens ont investi leur vie et leur imagination dans Eretz Israël. »

Autre source d'espoir : six Israéliens sur dix sont prêts à payer le prix de la paix en acceptant l'évacuation totale ou partielle des territoires occupés. Avant Camp David, rappellent les optimistes, la grande majorité de la population était hostile au retrait du Sinaï. L'opération s'est pourtant - hormis l'épisode de Yamit - déroulée en douceur. Les travaillistes, ajoute-t-il, devront sans attendre provoquer un choc psychologique. Et le même mot revient au détour des conversations : confiance. Les Israéliens n'en finissent pas d'attendre un « nouveau Sadate ».

A Naplouse, Saeb accueille d'un sourire amer tous ces échafaudages pré-électorales. « Nous en avons assez des faux espoirs qu'on nous injecte régulièrement depuis 1967. Dans quelques années, le rêve d'un État sera définitivement envolé. Nous sommes si seuls ! L'OLP survit dans le chaos et la confusion. Et les Israéliens, avec leur armée d'experts, nous connaissent telle-

ment mieux que nous nous connaissons nous-mêmes. Bien sûr, il faut tenir bon, s'accrocher. C'est de plus en plus dur. Proportionnellement, nous avons plus de diplômés de l'enseignement supérieur que l'Allemagne fédérale, mais dix mille d'entre eux vivent en Cisjordanie, sans trouver d'emploi convenable. »

Dans sa vieille et belle maison de Ramallah, l'ancien maire - proche de l'OLP - M. Karim Khalaf, affiche lui aussi un solide scepticisme. « Le Likoud et les travaillistes, estime-t-il, sont comme les deux faces d'une même pièce de monnaie. Le premier est simplement moins hypocrite. » Au bout d'un moment, il avoue tout de même préférer une victoire de l'opposition. « Nous aurions une plus grande marge de manœuvre, reconnaît-il. Et puis je pourrais toujours aller voir Shimon Pérès pour lui rappeler les promesses électorales qu'il n'aura pas tenues. » Alors, un mince espoir ? « Cinq chances sur cent, pas plus. »

Les élections du 23 juillet, au-delà des programmes et du combat des chefs ont une portée symbolique. Car ce sont bien deux traditions politiques qui s'affrontent, deux visions du monde et d'abord deux conceptions du sionisme : l'une rigide, exaltée, maximaliste ; l'autre, moins crispée, plus souple et pragmatique. Ce débat de fond, les Israéliens, consciemment ou non, devront aussi le trancher.

(1) Tenir bon, journal d'un Palestinien en Cisjordanie occupée. Le Seuil, 1983.

Prochain article :

LA MONNAIE
FONDANTE

Prix du roman d'aventures 1984

ALEXANDRE
TERREL

LE TÉMOIN EST
A LA NOCE



Collection Le Masque
Le volume 15,50 F en vente partout.

Du 15 juillet au 20 août dans

Le Monde

Aujourd'hui

GRAND
CONCOURS
SUR "L'ART
ROMAN"

100 PRIX EN LIVRES D'ART
A GAGNER CHAQUE SEMAINE

Pour célébrer le 30^e anniversaire de la collection « La nuit des temps » les Editions Zodiaque, organisent, avec la collaboration du Journal Le Monde, un grand jeu concours gratuit sur l'art Roman : « Vacances Romanes ».

Pendant six semaines, à partir du 15 juillet, le Monde publiera dans son supplément du week-end, le Monde Aujourd'hui, daté dimanche, lundi, six questions sur l'art Roman.

Ces séries de six questions formeront chacune un concours indépendant, les lecteurs du Monde Aujourd'hui auront, chaque se-

maine, une nouvelle chance de gagner l'un des magnifiques prix en livres d'art offert par les Editions Zodiaque.

1^{er} prix : collection complète - Nuit des Temps - 58 volumes
2^e prix : collection destins français - Nuit des Temps - 36 volumes

3^e prix : collection complète Introduction à la Nuit des Temps - 9 volumes

et du 4^e au 50^e prix : un ouvrage d'art (1 ou 2 volumes) et du 51^e au 100^e prix : une plaquette « Itinéraire Roman »

Rendez-vous dans le Monde Aujourd'hui dès le 15 juillet.

Le Monde / ZODIAQUE

Le Monde

politique

LA DÉCISION DU PCF DE NE PAS PARTICIPER AU NOUVEAU GOUVERNEMENT

« La politique actuelle ne peut aboutir qu'à l'échec de 1986 »

M. Pierre Juquin a lu, jeudi 19 juillet, la déclaration suivante, adoptée par le comité central du PCF à l'issue de sa réunion dans la nuit du 18 au 19 juillet.

« La France vit une heure grave. Après avoir accompli, à partir de 1981, un nombre appréciable de progrès importants, le gouvernement a opéré une réorientation de sa politique, qui s'est traduite par l'aggravation du chômage, la stagnation de l'activité économique, le recul du pouvoir d'achat des salariés et des revenus des agriculteurs, ainsi que d'autres conséquences nocives, en particulier pour l'école. En même temps, le grand capital ferme des entreprises viables, licencié massivement, comprime les effectifs salariés, appauvrit des régions, s'attaque à des garanties sociales importantes, aux droits et aux libertés. Beaucoup de Français ont manifesté leur mécontentement, leur inquiétude, lors des élections européennes.

« Dans cette situation, nous restons persuadés que les objectifs essentiels pour lesquels les Français ont voté en 1981 représentent la seule issue, la seule solution, aux problèmes posés. Pour atteindre ces objectifs, nous restons persuadés que la seule voie efficace est celle du rassemblement démocratique de la majorité des Français, celle de l'union de la gauche.

« Nous considérons qu'il faut apporter à la politique économique et sociale les changements nécessaires, avec comme objectif : une modernisation de notre économie appuyée sur la développement de la recherche, la formation, des productions, des emplois utiles au pays, la rigueur de la gestion par l'élimination des gaspillages capitalistes ; l'arrêt de la montée du chômage et sa réduction significative ; la préservation et l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés. Cela suppose un budget 1985 qui développe l'effort d'investissement public, crée des emplois, fasse progresser la justice fiscale.

« Telles sont les propositions essentielles que nous avons soumises au nouveau premier ministre, Laurent Fabius, tant dans les deux entretiens que nous représentations ont eues avec lui que dans la lettre solennelle que nous lui avons adressée au cours de la nuit du 18 au 19 juillet.

« Force nous est, malheureusement, de constater que les déclarations du premier ministre n'apportent pas aux questions posées une réponse positive. Il en ressort qu'il est décidé à poursuivre la politique de « rigueur », laquelle continue à se traduire par la poussée du chômage, la détérioration du pouvoir d'achat des salariés et retraités, des inquiétudes pour l'avenir des enfants et des jeunes, sans parler de l'économie nationale sur la voie du redressement.

« Le premier ministre, il est vrai, a prodigué certaines phrases rassurantes : par exemple, sur la nécessité de considérer la lutte contre le chômage comme l'objectif central de la politique gouvernementale. Mais

nous devons à l'honnêteté de dire que nous avons entendu les mêmes mots à de nombreuses reprises depuis 1982, aussi bien dans la bouche du président de la République que dans celle du premier ministre. Or ces multiples déclarations n'ont pas été suivies d'effet.

« Ce qui est nécessaire aujourd'hui, ce n'est pas des bonnes paroles, mais la définition nette d'une politique nouvelle et des actes résolus pour la mettre en œuvre. Cela, nous ne l'avons pas obtenu. Dès lors, l'attribution à des ministres communistes de tel ou tel ministère - aux moyens d'ailleurs mal définis - ne peut pas constituer en elle-même une garantie. Faut-il rappeler que nous ne cherchons pas à occuper les places, mais à participer utilement à la réalisation d'une politique bonne pour la France ?

« Dans ces conditions, nous ne nous sentons pas le droit moral de laisser croire à des millions de femmes, d'hommes, de jeunes en proie aux déceptions, aux inquiétudes, que nous pourrions, dans le gouvernement actuel, répondre à leur attente. Nous nous refusons à les tromper, comme à nous tromper nous-mêmes.

« Que la droite, que toutes les forces du capital, ne se fassent pas d'illusions ! Nous sommes et serons toujours là pour les combattre, pour unir les Françaises et les Français contre leurs tentatives et leurs projets, pour dresser un barrage contre leur retour.

« Sans désespérer, nous allons, de façon constructive, avec réalisme et sans dogmatisme, dans un esprit d'ouverture et de large union, consacrer toutes nos forces à la réalisation de progrès concrets dans tous les domaines possibles. Il va de soi que nous restons entièrement disponibles pour favoriser et soutenir toute mesure qui ira dans le sens des engagements pris. Et pourquoi pas, si les conditions étaient à nouveau créées, reprendre notre place au gouvernement pour le plus grand profit de notre nation, du monde du travail et de l'union de la gauche elle-même ?

« Nous souhaitons profondément que l'attitude à laquelle nous avons été conduits aide à la réflexion de chacun. Nous le disons à tous : poursuivre la politique actuelle, et même l'accentuer en 1986. Nous ne le voulons pas, nous ne pouvons pas nous y résoudre. Il est encore temps d'arrêter l'engrenage.

« C'est pourquoi, en cette heure difficile, nous nous adressons gravement à chacune et à chacun : communistes, socialistes, femmes et hommes de toutes les nuances de la gauche et du progrès, nous pouvons, en nous rassemblant, constituer une grande force d'union pour avancer vers la solution des problèmes du pays et recréer le grand élan unitaire qui a permis de battre la droite en 1981 et qui peut, aujourd'hui, sauver la gauche de la défaite. Cela dépend de l'initiative, de l'action, de l'union des travailleurs, des Françaises et des Français eux-mêmes. »

Le PS s'y préparait

Union de la gauche : c'est là-dessus que le Parti socialiste a construit toute sa stratégie depuis sa création en 1971. Union de la gauche : c'est ainsi que de scrutin en scrutin il est parvenu à convaincre les Français de sa capacité à gérer les affaires de la France. Union de la gauche : c'est de cette manière que M. François Mitterrand a réussi à gagner le pari qui consistait à inverser le rapport de forces PC-PS et à réduire considérablement l'influence de son allié. Union de la gauche : c'est sur cette base qu'a été construit le pouvoir issu des scrutins de mai et de juin 1981, même si le PS a été contraint, sous la pression d'une dynamique unitaire qu'il s'était efforcé de freiner, de se lancer dans une aventure qu'il redoutait.

Désunion de la gauche : les socialistes connaissent aussi. Ils l'ont affrontée en 1977, lorsque le Parti communiste les a entraînés jusqu'à la rupture des négociations, en septembre, sur l'actualisation du programme commun signé en 1972. Désunion et combat pour la gauche : ils y sont habitués puisqu'au terme d'une bataille, face à l'opinion publique, ils sont parvenus à faire porter sur le PC la responsabilité de la rupture de 1977 et à surmonter les conséquences désastreuses de ce qui paraissait être un échec historique et irrémédiable.

Le retrait des communistes du gouvernement, les socialistes s'y préparaient depuis que leurs alliés ont commencé à prendre leurs distances avec la politique d'austérité, mais aussi à critiquer la politique extérieure de la France (négociations sur les euro-missiles, intervention au Tchad, au Liban). Ils s'y préparaient en ayant conscience qu'ils auraient peut-être de la peine à se faire entendre de leurs partenaires.

Leur seul moyen d'action dans cette période avait été de faire pression sur le PC en s'efforçant de mettre en lumière les incohérences de sa stratégie du « grand écart », comme disait M. Lionel Jospin. Et en soulignant qu'il deviendrait vite impossible de rassembler derrière la gauche une opinion majoritaire si le PC continuait de soutenir le gouvernement « du bout des lèvres », accentuant sa critique de l'action gouvernementale plutôt que le soutien

formel qu'il lui accordait. Les socialistes admettaient mal que leurs alliés cherchent à tirer bénéfice de l'action positive de leurs ministres au même temps que de l'impopularité que provoquait la politique économique et sociale du gouvernement.

Pour les socialistes, c'est une révision complète de stratégie qu'implique le comportement nouveau du PCF. Certes, on peut imaginer que la stratégie d'union ne leur paraît pas périmée. Mais elle est pour le moins mise entre parenthèses.

Ils n'ont, dans cette affaire, pas grand-chose à se reprocher. Qui dira que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, s'est rendu coupable, à quelque moment que ce soit, de la moindre complaisance à l'égard de son allié ?

S'il y a un débat - et il aura lieu sans nul doute - c'est sur la base des analyses développées par le CERES de M. Jean-Pierre Chevènement qu'il sera aussitôt lancé. Depuis la mise en œuvre du second plan d'austérité, les amis de M. Chevènement développent l'analyse selon laquelle la nouvelle politique économique de la gauche, plus proche selon eux de celle de M. Barre que du projet socialiste, contenait en germe la rupture avec le Parti communiste. En avril 1984, M. Jean-Pierre Chevènement confirmait cette argumentation et y ajoutait la responsabilité propre du PCF. La gauche, selon lui, était engagée sur la « ligne de pente » de la rupture dont les conditions étaient créées par la stratégie du PC - qui n'a pas été renversée comme par miracle en 1981 - aussi bien que par les choix de politique économique opérés en mars 1983.

Nul, depuis 1981, ne défendait plus au Parti socialiste l'idée d'une stratégie autonome qui aurait laissé le PCF sur le bord de la route. Les amis de M. Michel Rocard en avaient fait leur deuil depuis l'échec de leur chef de file dans la course à la candidature présidentielle. M. Rocard en effet en tenait, avant 1981, pour cette stratégie autonome, tant le Parti communiste lui paraissait irrémédiablement éloigné de la route de l'union.

J.-Y. L.

D'importantes répercussions sont à prévoir sur l'échiquier syndical

Le départ des ministres communistes du gouvernement risque d'avoir des répercussions considérables sur l'échiquier syndical. Serait-ce l'occasion, pour la CGT, d'acquiescer à l'histoire, ou pour l'histoire, d'acquiescer à la présence du PC, à l'officiallement réagi par la voix de M. André Bergeron : « La situation née en 1981 ne pouvait durer. On ne peut marier durablement l'eau et le feu. » Pour M. Bergeron, qui pense que la participation « laissera des traces profondes pendant longtemps », la situation va radicalement changer : « Jusqu'à présent, les communistes combattaient à fleurs mouchées. Maintenant, ils vont y aller à fond. Ils soutiendront le gouvernement comme la corde supporte le pendu. »

Si la CGC, également hostile à cette présence, se réjouit, la CFDT, comme la CGT, se sent toujours abstenue de se prononcer officiellement. Mais le 5 septembre 1983 M. Edmond Maire avait estimé que « l'alliance des communistes aux socialistes ne pouvait être que peu ou prou réductrice d'espérance ». C'est évidemment la réaction de la CGT - et surtout sa stratégie future - qui est la plus attendue. La centrale de M. Henri Krasucki s'est efforcée ces derniers temps de ne se situer que sur le terrain syndical, en voulant prendre ses distances avec le jeu politique. Une question d'image qui ne fait guère illusion sur son attitude future. La musculature qui l'obligeait, du fait de la participation communiste, à une certaine retenue saute.

M. Henri Krasucki, comme M. Marchais, est rentré précipitamment de vacances. Il a participé, le 18 juillet au soir, aux réunions du bureau politique, - dont le numéro deux de la centrale, M. Louis Vassinet, est également membre - et du comité central du PC. La CGT pourrait réunir dans la journée son bureau confédéral et publier une déclaration. Pour l'instant, elle affirme officiellement « suivre le déroulement des événements, attendre la formation du gouvernement et sa déclaration de politique générale ». « Qu'il n'y ait plus de ministres communistes, c'est un fait, mais il y a aussi les intentions du gouvernement », indique-t-elle.

Quoi qu'elle dise sur sa volonté d'être avant tout « syndicale », la CGT est directement concernée à un double niveau. Le 4 juin 1981, elle s'était officiellement prononcée pour « la constitution d'un gouvernement d'union de la gauche regroupant toutes les composantes de celle-ci, à égalité de droits et de devoirs, sur la base d'objectifs

clairs pour réussir le changement ». M. Krasucki avait salué la participation communiste comme « un moment historique de portée nationale et internationale » et M. Séguin, secrétaire général à l'époque, avait - imprudemment - indiqué que son organisation faisait « partie de ceux qui se situent du côté de la nouvelle majorité ». Logiquement, la CGT va donc tirer les conséquences de la disparition d'un gouvernement d'union de la gauche.

La clarification opérée en avril 1984 par le biais de la question de confiance posée au PC avait laissé la CGT de marbre. Dès le lendemain, à Marseille, M. Krasucki avait prononcé un discours violent et agressif contre la politique du gouvernement. De plus, il y a une complète identité de vues entre les critiques du PC et celles de la CGT sur l'action du gouvernement - « ce qu'exprime le PC aujourd'hui, dit-on à Montreuil, avait été exprimé largement depuis quelque temps par la CGT » - qu'il s'agisse de l'emploi, de la croissance, de la fiscalité, de la politique industrielle, de la protection sociale ou de la stagnation, voire la baisse de pouvoir d'achat.

La centrale de M. Krasucki va donc se trouver les mains libres pour durcir le ton et l'action face au gouvernement, et au doute qu'elle ne s'en privera pas dès la rentrée, même si au sein de la CGT comme au sein du PC il s'y avait certainement pas que des partisans du départ des communistes. Doit-on pour autant s'attendre à un déferlement important de grèves ? Il serait erroné de voir une CGT aux forces intactes et se contentant d'appuyer sur un bouton pour déclencher une grève générale.

La CGT s'est considérablement affaiblie, et déjà, dans les dernières années du septennat de M. Giscard d'Estaing cet affaiblissement ne lui avait permis de mobiliser à hauteur de ses ambitions. Certes, son appareil reste solide, elle conserve des bastions et ne connaît pas que des revers dans les élections professionnelles. Mais elle devra retrouver une nouvelle crédibilité dans son attitude plus opportuniste pour transformer un mécontentement existant - mais freiné dans son expression par le chômage et le label « de gauche » du gouvernement - en combativité offensive. Il est vrai qu'elle ne considérera sans doute plus vraiment le gouvernement comme étant tout à fait « à gauche ».

M. N.

Le deuxième premier ministre

par OLIVIER DUHAMEL

pouvoir, réalisée par la V^e République, entraîne son usure. D'où l'utilité d'une relance par changement du chef de gouvernement.

2. Le premier premier ministre est une personnalité politique. Il est personnellement lié à la majorité parlementaire, relativement autonome à l'égard du président. Michel Debré en 1959, Jacques Chaban-Delmas en 1969, Jacques Chirac en 1974, Pierre Mauroy en 1981, autant d'hommes politiques qui ne furent point purs créatures du président, mais dotés d'une existence politique propre, laquelle persistait et survécut au chef de l'Etat.

3. Le deuxième premier ministre est un homme du président. Georges Pompidou en 1962, Pierre Messmer en 1972, Raymond Barre en 1976, Laurent Fabius en 1984, accèdent à l'Elysée par sur-prise. Aucun d'eux - sauf peut-être Pierre Messmer - n'incarne un choix, un courant ou une option politiques, à la différence de leurs prédécesseurs. Leur entrée en politique est très liée au président, dont ils furent parfois le directeur de cabinet avant qu'il parvienne au pouvoir (Pompidou, Fabius). Le chef de l'Etat désigne un collaborateur personnel. Il dote les dirigeants politiques susceptibles de donner l'impression

d'une quelconque dyarchie au sommet. En 1972, Georges Pompidou ne choisit pas Valéry Giscard d'Estaing. En 1976, Valéry Giscard d'Estaing ne choisit pas Jacques Chaban-Delmas. En 1984, François Mitterrand ne choisit pas M. Rocard. A chaque fois, le président entend marquer sa maîtrise du pouvoir.

4. Le deuxième premier ministre apparaît dans un contexte référendaire. Le changement de premier ministre est lié souvent de pair avec un référendum. En 1962, le départ de Michel Debré suit le référendum sur l'indépendance de l'Algérie et précède de quelques mois celui sur l'élection directe du président. En 1972, le départ de Jacques Chaban-Delmas survient trois mois après le référendum sur l'Europe. En 1984, le départ de Pierre Mauroy intervient au moment où le président tente un référendum sur le référendum. (Seul Valéry Giscard d'Estaing fut, une fois de plus, exception à la règle - mais la démission de Jacques Chirac fut, en août 1976, l'unique exemple d'un départ imposé par l'intéressé.) Le contexte référendaire installe le président sur le devant de la scène et contribue à placer le deuxième premier ministre plus en retrait que son prédécesseur - au moins lors de sa prise de fonctions.

Pour toutes ces raisons, la nomination du deuxième premier ministre donne toujours l'impression d'une présidentialisation du régime. On ne saurait en déduire pour autant l'ineffectivité du deuxième premier ministre, étant donnée une dernière constante qui lui donne consistance.

5. - Le deuxième premier ministre doit conduire la bataille des élections législatives. Ce n'était pas évident a priori pour Georges Pompidou en 1962, mais la dissolution d'octobre lui assigne cette tâche. Pierre Messmer en 1972-1973, Raymond Barre en 1976-1978, Laurent Fabius en 1984-1986, remplissent la même fonction. Un nouveau premier ministre paraît toujours un etout pour faire face à la montée de l'opposition - même si l'objectif apparaît aujourd'hui exceptionnellement difficile à atteindre.

Au total, le deuxième premier ministre a en effet pour mission principale d'empêcher que l'Assemblée nationale à venir n'impose au président la désignation d'un... troisième premier ministre.

(1) Pierre Avril, le premier, perçu une « fluctuation typique de la pratique présidentielle » dans les rapports entre président et premier ministre. Pouvoirs, numéro 9, 1979, page 56.

(Publicité)

Recherches pour témoignages, interviews, des personnes ayant des problèmes familiaux ou de couple (qu'ils soient les protagonistes). Pour venir en discuter ensemble avec les personnes concernées :

* Téléphonez au 299-42-79 ou 299-51-54
aux heures de bureau :
* Ecrire à : Antenne 2, 22, avenue Montaigne, Hélène DELEBEQUE, Place 404, 75008 PARIS

OUVERT EN AOUT

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS 590 F
A partir de

COSTUMES 1 750 F
MESURE A partir de

NOUVELLE COLLECTION 3 000 pièces
Luxe draperies anglaises
Fabrication traditionnelle

Boutique Femme
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
sur MESURE

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-61
Du lundi au samedi, de 10 h à 18 h.

M. LOUIS SCHWEITZER DIRECTEUR DE CABINET DE M. FABIUS

L'« alter ego »

Rarement directeur de cabinet aura été aussi proche de son ministre que M. Louis Schweitzer l'est de M. Laurent Fabius. Au budget, à l'industrie et désormais à Matignon, les deux hommes forment une équipe si soudée que certains membres de leur cabinet n'hésitent pas à voir dans le premier le résultat d'un clonage du second. Même si, plus grand, plus maigre, M. Schweitzer dispose de plus de cheveux.

Descendant de cette haute bourgeoisie protestante qui a fourni bon nombre de grands commis de l'Etat - et par sa mère de la dynastie des grands brasseurs alsaciens - ce brillant inspecteur des finances est le petit neveu du docteur Albert Schweitzer, prix Nobel de la paix en 1952, un cousin de Sartre, qui décrit si tendrement cette famille dans les premières pages des *Mots* et le digne fils de M. Pierre Paul Schweitzer, inspecteur général des finances qui fut pendant plus de dix ans le directeur écouté et apprécié du Fonds monétaire international, avant de déployer à M. Nixon.

Un peu plus âgé - de quatre ans - que son « premier ministre », cet alter ego à la même puissance de travail, une intelligence que tout le monde s'accorde à trouver « très vive », « très rapide », un goût du secret au moins aussi fort que celui de M. Fabius. Cette complicité, les deux hommes l'ont transformée en méthode de travail. M. Louis Schweitzer est ainsi le passage obligé, la seule porte pour accéder à M. Fabius, qu'il protège comme un coffre-fort avec un dévouement total. Ce dernier ne reçoit pas le président de Creusot-Loire ou celui de Citroën, c'est son directeur de cabinet qui le fait. Comme c'est lui qui se charge de la plupart des « corvées » inévitables.

Méfiant vis-à-vis de l'administration, ils s'appuient peu sur leurs services - une tradition au ministère des finances, où les membres des cabinets sont souvent les envoyés des grandes directions, mais une nouveauté rue de Grenelle. Cela les amène à se constituer un cabinet

pléthorique, dont on écoute les membres d'une oreille parfois distrait, comme si des décisions étaient prises dans la solitude des grands hommes, ces longs tête-à-tête du ministre et de son calque, avec une sensibilité particulière au vent qui souffle de l'Elysée.

[Né le 8 juillet 1942 à Genève, M. Louis Schweitzer est entré à l'Inspection des finances à sa sortie de l'ENA (promotion Robespierre). Mis à la disposition de l'administration générale de l'Assistance publique à Paris en 1970-1971, il devait être ensuite chargé de mission au service de l'Inspection générale des finances (de 1973 à 1974) avant d'entrer à la direction du budget, où il fut successivement chargé de mission (juillet 1974), chef du bureau des transports (1976) et sous-directeur de la fonction publique, des statuts et indemnités des personnels de l'Etat (1979). Administrateur assistant de l'IDF (l'Institut de France), il est nommé directeur de cabinet de M. Fabius lorsqu'en mai 1981 celui-ci est ministre délégué chargé du budget, puis en mars 1983 lorsqu'il est ministre de l'Industrie et de la recherche.]

12 mois sur 12
COURS
HUBERT LE FÉAL :
DÉPASSER
LE TRAC,
S'AFFIRMER
DANS LA
PAROLE.
documentation
sans engagement
387 25 00

مكتبة التحصيل

D'UN SOMMET A L'AUTRE



Chamonix. Traversée de la Mer de Glace en 1895.

FRANCE HUSER

Aurélia



AUX EDITIONS DU SEUIL

Daniel
Rondeau

**TRANS
EUROP
EXPRESS**

ARAGON
ARLAND
BRANDY
BURGESS
ECO
JUNGER
KUNDERA
MILOZ
NORRIS
SCHNEIDER
SOLJENITSYN
SPENDER

UN AN
DE REPORTAGE
LITTÉRAIRE

Seuil

MICHELE MANCEAUX

Brèves

JOURNAL

AUX EDITIONS DU SEUIL

Didier Decoin
**La
Sainte Vierge
a les yeux
bleus**

Seuil

Dom Helder Camale

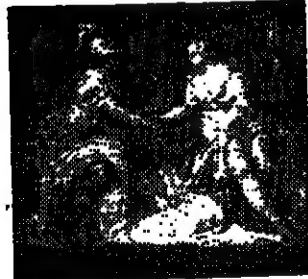


**Des
questions
pour vivre**

Préface de Jean de la Motte
Seuil

Fiction & Cie

Nancy Huston
Sam Kinser
**A l'amour
comme à la guerre**
Correspondance



Seuil

SEUIL

AU NOUVEAU GOUVERNEMENT

difficiles

ce domaine crucial de l'industrie (...), les engagements pris devant le pays.

15 DÉCEMBRE : M. Marchais, s'adressant aux ouvriers des chantiers navals de La Seyne-sur-Mer : « Vous avez raison de lutter. »

18 DÉCEMBRE : « La coalition majoritaire (...) est nécessaire pour réussir », souligne M. Jospin.

19 DÉCEMBRE : M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie, reçoit M. Marchais. Celui-ci déclare, après l'entretien, que les mutations industrielles « doivent être menées avec le souci de défendre les intérêts des travailleurs ».

31 DÉCEMBRE : M. René Le Guen, membre du bureau politique du PCF : « Il faut inscrire les mutations dans une stratégie de nouvelle croissance et d'emploi. »

1984

7 JANVIER : M. Jean Poperen, devant le comité directeur du PS, relève comme « un gage important de la coalition à gauche », l'attitude des communistes lors du conflit provoqué par l'annonce de deux mille licenciements aux usines Talbot de Poissy.

9 JANVIER : M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, membre du bureau politique du PCF, reçu par M. Mauroy, déclare : « La modernisation industrielle ne peut être le prétexte à une augmentation du chômage. »

17 JANVIER : M. Marchais, devant le comité central du PCF : « Nous devons : pas de licenciements, pas un chômage de plus. » Il ajoute : la participation des communistes au gouvernement est devenue « l'enjeu décisif de la bataille politique ».

18 JANVIER : M. Marchais, reçu le 10 janvier par le premier ministre, déclare dans l'« Humanité », une « campagne malveillante, selon laquelle le PCF approuverait de manière inconditionnelle la politique du gouvernement », et affirme que « l'exemple de Talbot démontre [pour le gouvernement] ce qu'il ne faut pas faire ».

19 JANVIER : M. Mauroy : « Nous ferons tout pour contenir [le chômage]. »

20 JANVIER : « Nous nous battons pour atteindre les objectifs contenus dans les cent dix propositions de François Mitterrand », déclare M. Marchais à la télévision.

22 JANVIER : M. Jean Poperen : « Gouverner ensemble, c'est assumer ensemble. »

23 JANVIER : Le PCF se félicite de la décision du gouvernement de refuser la licence d'importation de quatre cargos, afin de favoriser la construction navale française. M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale : Les partis qui composent la majorité sont et seront placés devant leurs responsabilités.

28 JANVIER : M. Marchais : « Il faut que la gauche passe ce pour quoi elle a été élue. »

1^{er} FÉVRIER : M. Mitterrand, au cours du conseil des ministres, adresse une mise en garde à ceux qui seraient tentés de « quitter le navire. »

M. Mauroy : les communistes ne peuvent continuer « à amplifier leur discours actuel. »

8 FÉVRIER : M. Charles Fiterman, ministre des transports, membre du secrétariat du PCF, porte une appréciation positive, au cours du conseil des ministres sur le plan de restructurations industrielles, mais regrette que l'idée d'une taxe exceptionnelle sur les grandes fortunes n'ait pas été retenue.

13 FÉVRIER : Le PS et le PCF lancent une campagne commune pour « populariser » les lois Auroux sur les nouveaux droits des salariés.

16 FÉVRIER : Le comité central du PCF décide de mener, pour les élections européennes, une « grande bataille politique » pour « les engagements de 1981 ». »

17 FÉVRIER : Reçu par le président de la République, M. Marchais rappelle les préoccupations du PCF quant à l'évolution de l'emploi et du pouvoir d'achat.

3 MARS : M. Marchais observe une « dégradation de la situation » de l'emploi et du pouvoir d'achat.

6 MARS : M. Marchais : « Aucune fatalité ne condamne » les travailleurs des charbonnages, de la sidérurgie, de la construction navale et de l'automobile à la « suppression de leur emploi. »

12 MARS : M. Mauroy invite les communistes à modérer leurs critiques et à ne pas dépasser un certain « seuil. »

23 MARS : M. Marchais : « Notre départ [du gouvernement] ne réglerait aucun problème. »

25 MARS : La défaite du PCF aux élections municipales partielles de Brétigny-sur-Orge (Essonne) porte à huit le nombre des villes perdues par les communistes à la suite d'invalidations ou d'inversions des résultats du scrutin de mars 1983.

29 MARS : Le PCF dénonce les conclusions du commissaire du gouvernement, au Conseil d'Etat en faveur de l'annulation des élections municipales à Houilles et à Thionville. M. Marchais demande une entrevue au premier ministre.

31 MARS : M. Marchais qualifie d'« erreur tragique » le plan acier adopté par le conseil des ministres le 29 mars.

2 AVRIL : Le secrétaire général du PCF déclare, à la télévision, que « ni l'esprit ni la lettre » des accords PS-PC ne sont respectés et annonce qu'il participera à la manifestation des sidérurgistes, à Paris, le 13 avril.

4 AVRIL : M. Mitterrand déclare, au cours d'une conférence de presse que la « situation nouvelle », créée au sein de la majorité, appelle « une mise en net. »

6 AVRIL : M. Jospin estime que le problème du PCF « n'est pas qu'il sorte du gouvernement », mais qu'il « y rentre ». »

7 AVRIL : M. André Lajoie, membre du secrétariat du PCF, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, reçu par M. Mauroy : « L'heure est à l'union. » Le premier ministre reçoit, aussi, M. Marchais.

13 AVRIL : Le secrétaire général du PCF participe à la « marche » des sidérurgistes.

15 AVRIL : M. Mauroy annonce une « clarification » des rapports entre le gouvernement et le PCF.

16 AVRIL : M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, membre du comité central du PCF, se déclare en accord avec le « contre-plan acier » défendu par son parti.

18 AVRIL : Le conseil des ministres autorise M. Pierre Mauroy à engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale afin, dit le premier ministre, que chacun « reprenne ses vœux pour une alliance claire et nette ». Au cours d'une conférence de presse, M. Georges Marchais estime : « La participation des communistes au gouvernement est devenue aujourd'hui la question centrale (...). Nous n'avons pas une ligne, pas un mot à changer à l'accord que nous avons conclu en juin 1981. »

19 AVRIL : Débat de confiance au Palais-Bourbon. M. Mauroy prévient : « Le gouvernement maintient et maintiendra fermement ses choix. » M. André Lajoie, président du groupe communiste, demande qu'« il y ait la volonté de prendre en compte nos remarques et nos propositions ». Malgré cela, les députés communistes votent la confiance, mais en leur nom M. Guy Hernier regrette que le premier ministre soit « resté sourd ». Son ton est si dur que M. Pierre Joux demande une suspension de séance avant le vote pour marquer le mécontentement des députés socialistes devant l'attitude des communistes. A Marseille, M. Henri Krasucki annonce un véritable réquisitoire contre la politique gouvernementale.

24 AVRIL : Le bureau politique du PCF fait part de son « émotion » après les annulations par le Conseil d'Etat des élections municipales de Houilles et de Thionville.

26 AVRIL : M. Marchais, évoquant la rupture de l'union de la gauche, déclare : « Jamais nous ne ferons un cadeau aussi royal à nos adversaires, nos seuls adversaires, le RPR et l'UDF. »

2 MAI : Le secrétaire général du PCF affirme : « Sans le parti communiste, il n'y aurait pas de présidence de la République socialiste (...). Je ne pense pas que le PS ait intérêt à éliminer les communistes du gouvernement. »

3 MAI : M. Marchais affirme son « désaccord avec la politique d'austérité préconisée aujourd'hui par M. Delors ». »

9 MAI : M. Fiterman explique qu'il y a accord sur les objectifs du président de la République, mais « discussion » sur « les moyens ». »

14 ET 15 MAI : Le comité confédéral de la CGT dénonce l'orientation économique et sociale du gouvernement.

20 MAI : M. Marchais souligne : « Avec le PS, nous sommes dans le même bateau. » La gauche menée par le PCF gagne l'élection partielle de Thionville.

25 MAI : M. Marchais, au micro de Franco-Inter, minimise sa contestation de la politique gouvernementale, refusant l'adjectif « critique » pour parler d'une « contribution positive ». »

15 JUIN : Dans une interview au Monde, M. Marchais préconise

« d'autres moyens [économiques] que ceux qui sont mis en œuvre actuellement », mais ajoute qu'il n'y a pas d'« accord » entre le programme du PC et celui sur lequel a été élu M. Mitterrand.

17 JUIN : La liste du PC obtient 11,19 % des suffrages exprimés aux élections européennes.

19 JUIN : Le bureau politique du PC invite les communistes à une « discussion ouverte et rigoureuse », parle de « déception et de mécontentement », mais affirme : « Le suffrage universel a voulu que la France soit gouvernée à gauche et le parti communiste est dans la gauche. »

26 JUIN : Dans son rapport au comité central du PC, M. Claude Poperen, au nom du bureau politique, explique « les engagements de 1981 n'ont pas été tenus sur des questions aussi capitales que l'emploi. »

27 JUIN : Les membres du comité central se prononcent pas sur le rapport de M. Poperen mais adoptent une résolution qui parle de la « difficulté persistante [du PCF] à mettre en œuvre [sa] stratégie dans toutes ses applications », mais confirme le choix de « l'union de la gauche ». »

29 JUIN : En visite officielle à Rome, M. Rigout souhaite devant les journalistes une « révolution culturelle » au sein de son parti et affirme qu'il paraît difficile que M. Marchais apparaisse comme l'homme du renouveau. La direction du PC fait bloc autour de son secrétaire général.

9 JUILLET : Reçu par M. Mauroy, M. Lajoie estime que les premières indications sur la préparation du budget de 1985 ne sont pas à la mesure des nécessités en matière d'emploi.

10 JUILLET : L'« Humanité » titre : « Il faut faire autre chose. »

11 JUILLET : M. Lajoie critique l'augmentation de la taxe sur l'essence : « Impôt injuste, car il ne frappe pas les plus riches. »

13 JUILLET : Après l'intervention de M. Mitterrand, M. Lajoie fait part des « préoccupations renforcées » des communistes devant l'évolution du dossier scolaire et estime que le « problème essentiel » pour les Français est la politique économique. L'« Humanité » explique : « Il y a lieu d'être inquiet. »

15 JUILLET : M. Guy Hernier, membre du bureau politique, déclare : « Le référendum (...) n'est pas de nature à répondre à la préoccupation émise par les Français et les Françaises lors du vote de l'élection européenne. »

17 JUILLET : Le bureau politique, réuni le matin, critique la politique économique et sociale du gouvernement, puis, siégeant à nouveau le soir, après la nomination de M. Fabius, convoque pour le mercredi soir le comité central; M. Marchais rentre de vacances.

En avril 1984

M. CHEVÈNEMENT :
« Nous sommes
sur la « ligne de pente »
de la rupture avec le PC »

Dans une interview au Journal du dimanche du 29 avril 1984 (le Monde du 2 mai), M. Jean-Pierre Chevènement, chef de file du CERES, affirmait notamment, à propos des rapports entre communistes et socialistes : « Il y a des logiques à l'œuvre dans l'histoire. La stratégie du Parti communiste - qui n'a pas été renversée comme par miracle en mai 1981 - est bien que les choix de politique économique opérés en mars 1983 créent, potentiellement, les conditions de la rupture. Mais le pire n'est jamais sûr. »

Il ajoutait : « Qui serait assez léger pour faire l'impasse sur ce que représentent les communistes ? Certes, ce sont des partenaires quelquefois difficiles. Mais les motivations qu'ils affichent : le souci de l'emploi, la volonté de réindustrialiser le pays, le goût du progrès, ce sont aussi les nôtres (...). L'union de la gauche, elle s'est toujours faite contre le droit du Parti socialiste et contre l'aile stalinienne du Parti communiste. Il y a toujours eu trois lignes, et quand le Parti socialiste ou le Parti communiste, chacun enfermé dans sa logique traditionnelle, entend l'imposer à son partenaire, c'est alors que la rupture devient inévitable. » M. Chevènement estime que l'on est actuellement sur cette « ligne de pente ».

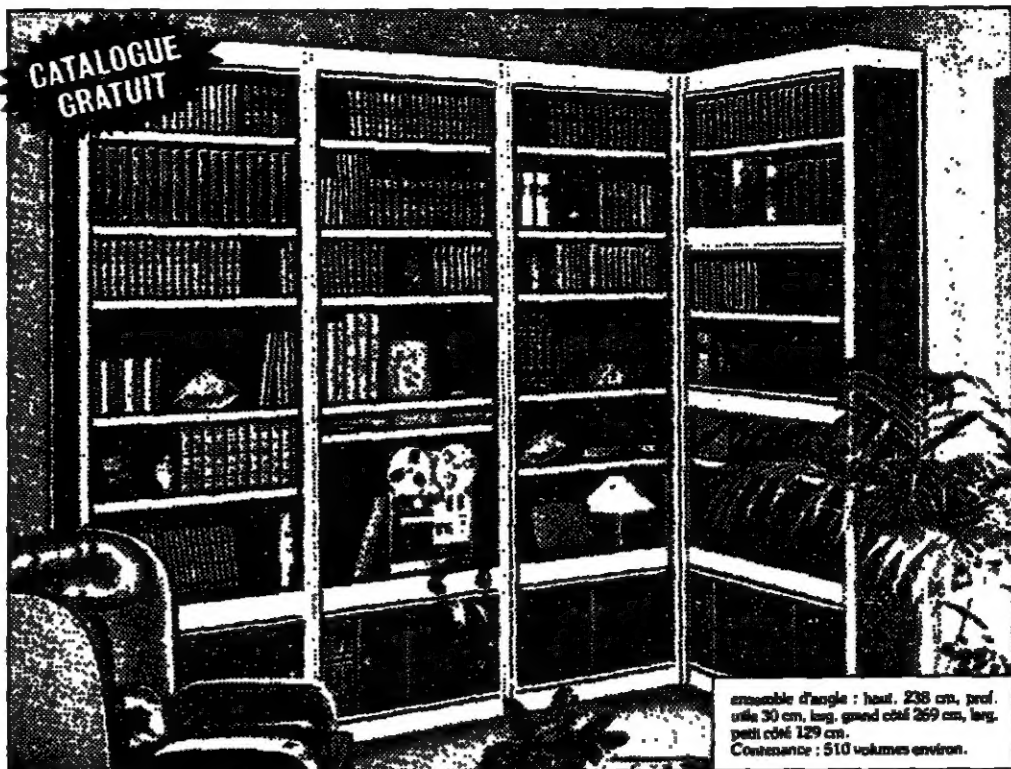
Dans la même interview, M. Chevènement déclarait : « Avec 2,8 millions de chômeurs en 1988, la gauche ne gagnera pas les élections. »

La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS • BRUXELLES • GENEVE • NEW-YORK • ROME

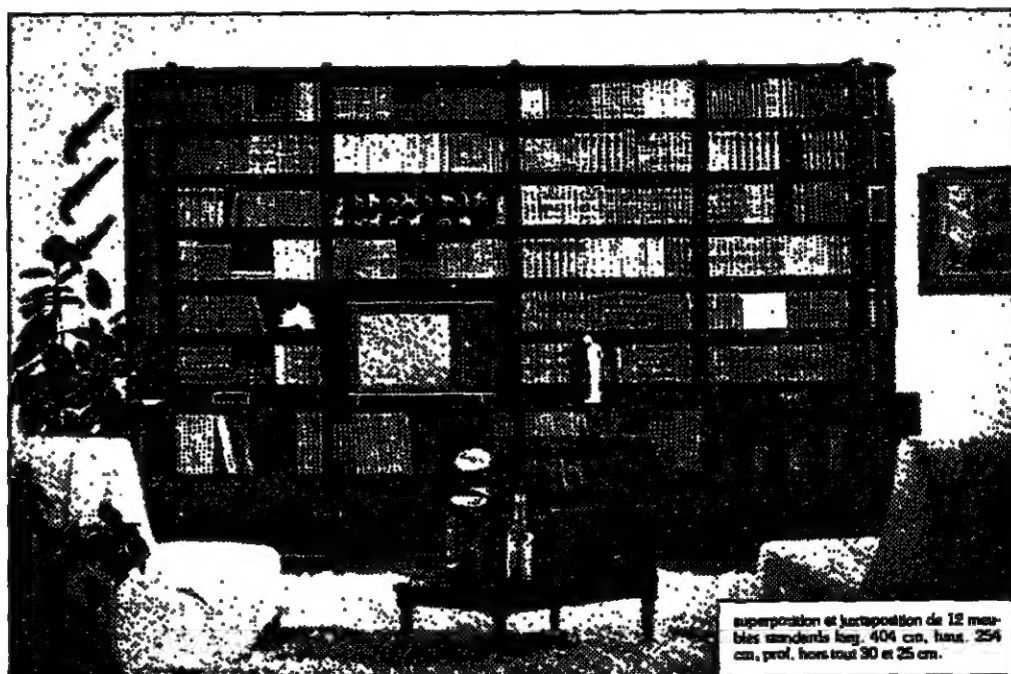
Paris : 61, rue Froidevaux, 14^e.

Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi de 9 h à 19 h sans interruption.
Métro : Denfert-Rochereau - Galt - Edgard Quinet. Autobus : 28-38-58-68. SNCF : Gare Montparnasse.



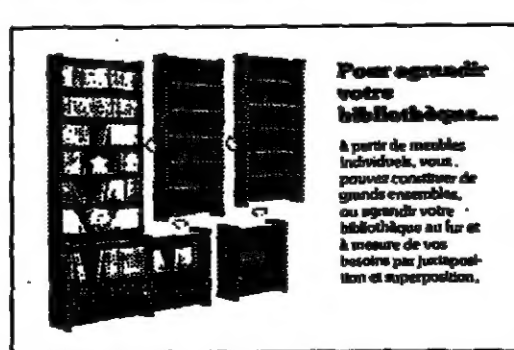
LIGNE ALU 50[®] 30 modèles juxtaposables
4 hauteurs • 2 largeurs • 3 profondeurs • 4 couleurs

Une nouvelle architecture de montants et de traverses en aluminium brossé, un choix de coloris sélectionnés pour les panneaux et les étagères donnent à cette gamme exclusive de la Maison des Bibliothèques, un caractère spécifique qui séduira les amateurs d'esthétique contemporaine : 30 modèles, les multiples combinaisons par juxtaposition, de nombreux accessoires et la diversité des finitions possibles, choisis en fonction de vos goûts et de vos besoins particuliers, donnent à chaque meuble la petite touche personnelle qui permet de l'intégrer encore plus harmonieusement et facilement dans la plupart des intérieurs modernes ou de style.



STANDARDS 171 modèles juxtaposables - superposables
VITRÉES
12 hauteurs • 4 largeurs • 4 profondeurs
12 teintes ou essences de bois

Avec près de 200 modèles, 12 versions : teintes ou essences de bois, 12 hauteurs, 4 largeurs, 4 profondeurs, le plus grand nombre d'accessoires et d'aménagements en option, la Ligne Standard vous offre un choix infini de combinaisons d'assemblage, quels que soient le nombre et le format de vos livres, la place dont vous disposez ou le style de votre intérieur. Qu'un seul meuble vous suffise, que vous désiriez créer un grand ensemble ou même meubler une pièce entière, la conception de nos modèles "Standard" vous permet de les utiliser à votre gré en juxtaposition et en superposition sans aucune fixation.



Dans le catalogue gratuit
(76 pages en couleurs)
12 LIGNES • 450 MODÈLES
VITRÉS OU NON
Installez-vous vous-même
facilement, très rapidement
à des prix imbattables !

18 magasins en France

BORDEAUX, 10, rue Baudard, tel. (56) 44 39 42.
CLERMONT-FERRAND, 22, rue G. Clemenceau, tel. (73) 93 97 06.
DIJON, 100, rue Monge, tel. (80) 45 02 43.
GRENOBLE, 59, rue St Lazare, tel. (78) 42 55 75.
LILLE, 88, rue Esquermoise, tel. (20) 55 69 39.
LIMOGES, 57, rue Jules Monac, tel. (55) 79 15 42.
LYON, 9, rue de la République (Métro Hôtel de Ville-Louis Prud'homme), tel. (7) 825 38 54.
MARSEILLE, 109, rue Paradis (Métro Estrimart), tel. (91) 37 60 54.
MONTPELLIER, 8, rue Serre (Métro Gare), tel. (67) 58 19 32.
NANCY, 8, rue Pétion (Métro St-Epvre), tel. (83) 332 84 84.
NANTES, 16, rue Gambetta (Métro rue Courcier), tel. (40) 74 59 35.
NICE, 8, rue de la Boucherie (Métro Vieux-Nice), tel. (93) 80 14 69.
RENNES, 18, rue E. Zola (Métro du Musée), tel. (99) 30 26 77.
ROUEN, 43, rue des Clarettes, tel. (35) 71 96 22.
STRASBOURG, 11, rue des Bouchers, tel. (88) 36 73 78.
TOULOUSE, 1, rue des Tonnies (Métro place Saint-Sernin), tel. (61) 22 92 40.
TOURS, 5, rue H. Barbusse (Métro des Halles), tel. (87) 61 03 28.

CATALOGUE GRATUIT

Je m'abonne au catalogue de la Maison des Bibliothèques - 75000 PARIS CEDEX

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Téléphone : _____

Envoyer ce coupon à : LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 61, rue Froidevaux, 14^e - 75000 PARIS CEDEX

(1) 320.73.33

CRÉDITS REPRÉSENTATION EN CAS DE NON CONVENANCE EXPÉDITIONS FRANCO dans toute la France. DES MILLIERS DE RÉFÉRENCES

M. Fiterman

مكتبة الأصيل

DECISION
informatique

APPLE IIc :
UN PORTABLE
DE POIDS

L'ASSEMBLÉE

TOUTES DESTINATIONS
CARSHIP S.A.R.L. • (1) 500-03-04
20, rue Le Sueur - 75116 Paris

Majorité sénatoriale du projet

DU GOUVERNEMENT MAUROY

LES RÉACTIONS

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les semi-vacances du Parlement

Pendant que M. Laurent Fabius constituait son gouvernement, le Parlement s'est mis en semi-vacances. Si les commissions continuent à fonctionner, ni l'Assemblée nationale ni le Sénat ne pourront se réunir en séance publique. En période de session extraordinaire comme actuellement, ils ne peuvent le faire que suivant l'ordre du jour fixé par le décret de convocation du président de la République. Mais depuis la démission de M. Pierre Mauroy, il n'y a plus de ministre ayant qualité pour défendre les projets gouvernementaux. Seul M. Fabius pourrait le faire. Il a certainement d'autres urgences.

Les séances qui devaient consacrer les députés, ce jeudi 19 juillet, à un texte sur la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie ont donc été annulées, comme l'a été la conférence du président de l'Assemblée nationale qui devait, le mercredi 18 au soir, fixer l'ordre des travaux pour les jours à venir.

Le Palais-Bourbon n'a été tiré de sa somnolence de mercredi que lorsque les députés socialistes ont participé, vers 16 heures, de leur réunion de groupe. Une réunion avait été convoquée bien avant que ne soit connu le changement de gouvernement. Un cours de droit constitutionnel de M. Pierre Joxe sur les suites à attendre de la procédure engagée par le président de la République pour réviser la Constitution, un appel de M. Lionel Jospin « à faire de la politique », le vote d'une motion tendant « à un hommage amical à Pierre Mauroy » suffiraient à nourrir la soit-disant compréhension des élus socialistes. Tout juste si certains formules de ces textes firent rire quelques proches du maire de Lille. Il aura fallu attendre son départ de Matignon pour entendre M. Joxe, au nom des députés du PS unanimes, déclarer que le premier ministre avait assumé sa charge « avec un sens des responsabilités et des qualités d'homme d'Etat que le groupe socialiste a su apprécier pendant trois ans » et « remercier chaleureusement Pierre Mauroy pour son action depuis trois ans » ; au passage, M. Fabius a eu droit à « la confiance » et aux « vœux de succès » des élus socialistes.

Dans les couloirs, les députés socialistes ne cachent pas leur satisfaction. M. Joseph Menga (Seine-Maritime) reconnaissait, un peu triste : « Pierre Mauroy a été rejeté par la caste dirigeante parce qu'il n'était pas un des siens. Les cadres, les hauts fonctionnaires ne pourront faire ce reproche à Laurent Fabius ». Apparemment seul de son opinion, M. Claude Michel (Eure) craignait de voir dans les derniers événements « le début d'une fracture entre le président de la République et son parti, les prémices d'un éclatement du groupe, voire du parti » prévoyant qu'il ne pourrait voter une loi sur l'enseignement privé qui n'apporterait pas suffisamment de garanties aux laïques.

M. Jean Nattiez (Loire-Atlantique), membre du CERES, était plus prudent, expliquant : « Il faut que le parti prenne une autonomie vis-à-vis du président. C'est l'esprit des institutions même si on ne

L'a pas encore compris ou accepté »

M. Fabius, de toute façon, doit venir, dans les prochains jours, présenter son programme aux députés socialistes. M. Joxe pense d'ailleurs qu'il le fera aussi devant l'Assemblée tout entière. Nombreux sont ceux qui estiment que le nouveau premier ministre engagera sa responsabilité à cette occasion dès le début de la semaine prochaine. Le reste de la session est plus flou, même si le président du groupe socialiste a demandé à ses ouailles de se rendre disponibles jusqu'au 15 août.

Les députés auront-ils à se prononcer rapidement sur le projet de modification de la Constitution, dont le groupe socialiste a déjà décidé que le rapporteur serait M. Raymond Forni (PS, Territoire de Belfort), président de la commission des lois ? Plusieurs élus du PS admettent que le Sénat se prononcera avant l'Assemblée nationale pour contraindre l'opposition à déterminer clairement ce qu'elle veut. Ainsi, la majorité aurait à se prononcer sur une proposition précise de la droite au lieu de devoir faire face à des offensives tout azimut du RPR et de l'UDF qui ne manqueraient pas si le débat devait commencer au Palais-Bourbon.

Et la presse ?

Reste le projet de loi sur la presse. M. Joxe a déclaré qu'il ne voyait pas pourquoi il serait retiré de l'ordre du jour de la session extraordinaire, ajoutant toutefois que cela était de la responsabilité du président de la République. La commission spéciale a déjà demandé ce retrait ; en tout cas de cause, quelle que soit la position que prendront finalement les sénateurs, le petit groupe de députés qui a déjà voté, lors des deux premières lectures, une longue bataille de procédure, peut être tenté de recommencer une troisième fois.

M. Alain Madelin (UDF, Ile-de-France), après avoir souhaité un référendum sur ce projet, comme sur celui pour l'enseignement privé, affirme maintenant que « le nouveau gouvernement ne peut que l'annuler ». Certes l'opinion publique ne s'est pas mobilisée contre le texte de M. Georges Fillioud autant que sur celui de M. Alain Savary, mais ses adversaires peuvent faire admettre qu'ils avaient lié les deux textes dans leur accusation de « libéralisme » contre la gauche et que leur combat parlementaire a contribué à obliger M. François Mitterrand à intervenir. « Nous avons empêché M. Mauroy de partir mûr », se vante M. Madelin. C'est à son successeur de le terminer.

L'opposition peut être tentée d'utiliser la discussion du projet sur la presse pour accrocher au nouveau gouvernement l'étiquette « atteinte aux libertés » dont elle avait su affaiblir l'autant. Cette stratégie lui a été suffisamment profitable pour qu'elle n'accepte pas facilement de l'abandonner totalement. Mais elle sera autrement plus difficile à mener.

THÉOPHILE BRENIER

La majorité sénatoriale demande le retrait du projet sur la presse

Alors qu'à l'Assemblée nationale, la séance du jeudi 19 juillet prévoyait d'examiner les deux projets relatifs à la Nouvelle-Calédonie, à l'Assemblée, l'ordre du jour de la Haute Assemblée, établi mardi 17 juillet, avant la démission du gouvernement, comportait le 24 juillet la discussion soit des conclusions de la commission mixte paritaire, soit une nouvelle lecture du projet portant sur la Polynésie française. La discussion du projet de loi sur la presse, en seconde lecture, était fixée aux 26, 27 et éventuellement 31 juillet bien que le gouvernement ait exprimé le vœu que le débat commence dès le 24.

Réuni mercredi 18 juillet, la commission spéciale chargée d'examiner le texte sur la presse que pré-

sidente M. Charles Pasqua (RPR, Hauts-de-Seine), a rappelé les critiques qu'elle avait déjà formulées à l'encontre d'un projet qui selon elle « porte une atteinte grave à une liberté fondamentale pour la démocratie ».

Après avoir assuré que le texte qu'il avait approuvé le Sénat en première lecture « respecte toutes les libertés et pérennise les franchises et les aides à la presse » et qu'il « a recueilli le plus large accord au sein de la profession », la commission spéciale a constaté que ni le précédent gouvernement, ni la majorité de l'Assemblée nationale n'en ont tenu compte. Elle estime qu'au moment où le nouveau premier ministre proclame sa volonté de moderniser le pays et de rassembler les Français, le gouvernement serait bien inspiré, afin de ne pas persévérer dans l'erreur, de retirer de l'ordre du jour de la session extraordinaire un projet de loi purement idéologique et aussi inopportun qu'inadaptable.

ERRATUM : Le « Fabius » de Louis XVIII. L'ouvrage de Roger Langeron sur Decazes n'a pas été publié par Hachette en 1860, comme nous l'avons indiqué par erreur dans nos éditions du 19 juillet, mais en 1960.

DANS L'OPPOSITION

Silence au RPR et nouvelles inquiétudes à l'UDF

L'annonce de la démission du gouvernement et de la nomination de M. Laurent Fabius a pris de court l'opposition, qui en était encore, mardi après-midi 17 juillet, à s'interroger sur la meilleure manière de réagir à la décision du président de la République d'organiser un référendum. Les groupes RPR et UDF de l'Assemblée nationale avaient, lors de leur réunion respective, ce mardi-là, avant tout décidé qu'il était urgent d'attendre, ne serait-ce que le contenu du projet de loi référendaire.

Seule fausse note, aux yeux de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, la déclaration de M. Michel Pinton appelant l'opposition à « voter non au référendum ». Car, remarquait le président des adhérents directs de l'UDF, « toute cette affaire est en trompe-l'œil ». « Si M. Mitterrand obtenait une majorité de « oui », ce serait pour lui une considérable victoire psychologique et l'opposition disparaîtrait dans la trappe », nous précisait-il, ajoutant : « J'ai réagi très vite, car je sentais un flottement dans l'opposition, qui était à la tentation de flancher ». Or, ajoutait M. Pinton, il faut être brutal.

An lendemain de cette déclaration, l'analyse des parlementaires UDF-adhérents directs, qu'anime MM. Philippe Mestre, député de la Vendée, et Paul Girod, sénateur de l'Aisne, se réunissent. Elle insistait, au contraire, sur la nécessité d'attendre que le projet de loi référendaire soit « rendu public » pour apporter au pouvoir « la réponse qui contraindra le moment venu ».

On en était là de cette affaire référendaire quand est tombée l'annonce de la démission de M. Mauroy et son remplacement par M. Fabius. Au RPR, pas de consensuel. On attend de connaître la composition du nouveau gouvernement et les premières déclarations du premier ministre. Pierre Charpy, dans la Lettre de la Nation, organe du RPR, écrit toutefois : « François Mitterrand dit dans tous les sens sans bien se rendre compte que les coups qu'il monte contre les autres peuvent très bien se retourner contre lui ». « Les effets de surprise troublent les

esprits, remarque-t-il mais ne changent pas les réalités (...), que le premier ministre s'appelle Mauroy ou Fabius ». Il ajoute : « Laurent Fabius, qui a gagné tous les prix au concours général du socialisme bourgeois à bicorne intellectuel, nous arrive-t-il avec quelques recettes miracles ? (...) C'est malheureusement douteux. De tous les chapeaux qu'a portés Laurent Fabius, c'est la casquette ministérielle qui lui a le moins bien réussi ».

Ce jugement sévère n'est pas partagé par M. Noir, député du Rhône, seul membre du RPR à réagir pour l'instant. « Avec Laurent Fabius, dit-il, c'est la social-démocratie, c'est-à-dire un visage moins sectaire et plus ouvert aux idées modernes, et surtout un étomant pragmatisme visant à la seule efficacité économique. Fabius, ne l'oublions pas, c'est un peu le Giscard de la gauche. Si bien, poursuit M. Noir, que « l'opposition ne peut plus, dans les dix-huit mois qui la séparent des élections législatives, dormir sur ses deux oreilles en tablant sur l'échec économique et la persistance de l'effondrement électoral de l'actuelle majorité. Abandonnant la langue de bois, elle doit faire un effort de réflexion pour définir en commun des propositions susceptibles de rassembler le maximum de Français en leur redonnant espoir ».

L'UDF, qui devait réunir son bureau politique jeudi après-midi, est plus locale que le RPR. Chacun des représentants des différentes tendances qui composent la confédération a tenu à s'exprimer. Leurs déclarations traduisent une même inquiétude, que résume M. Bernard Stasi, député centriste de la Marne, quand il affirme que le changement du premier ministre « pose un problème à l'opposition ». Il juge : « Face à un pouvoir dont le visage est plus ferme, dont la ligne politique sera certainement plus marquée, l'opposition doit faire un effort d'imagination, de renouvellement ». « Nous ne devons pas laisser à la gauche le monopole de la modernité », ajoute-t-il. Même tonalité chez M. François Léonard, secrétaire général du PR, qui espère que l'opposition cessera de « rester

immobile et sclérosée » et qu'elle « saura permettre à une génération nouvelle de construire une démocratie libérale ». M. André Rossinot, président du parti radical, qu'a récemment quitté M. Olivier Stirn pour essayer la « voie du centre », demande lui aussi à l'opposition de faire preuve de « vigilance ». « Comme nous l'avons dénoncé depuis toujours, ne tombe pas dans la piège du reconquête et de la modernité, dit-il. L'opposition républicaine doit être ferme, unie, et agir sans précipitation. Le seul enjeu reste, bien sûr, 1986, lors du choix de société. Mais lui aussi attend « le bouquet final du feu d'artifice que sera la publication de la liste des membres du gouvernement ».

On ne trouve pas trace de ces inquiétudes manifestées par les plus jeunes représentants de l'UDF chez M. Lecanuet. Le président de l'UDF estime, pour sa part, que « la gauche est en déroute ». « Les sanctions du 17 juin et du 24 juin dernier, d'abord niées par le pouvoir, se sont imposées à M. Mitterrand comme nous l'avions annoncé », déclare-t-il, en jugeant que « la gauche est

■ M. FRANÇOIS D'AUBERT, député UDF de la Mayenne : « Le président de la République tire ses dernières cartouches. Il y a quelques jours, pour éviter d'avoir à répondre aux questions que les Français se posent, il propose un référendum de diversion à caractère plébiscitaire ».

■ Hier, pour faire oublier l'échec de la première moitié de son septennat et d'un premier ministre à bout de souffle, il nomme un jeune premier. Hier, jusqu'à maintenant, M. Fabius a davantage fait la preuve de son aptitude à gérer sa carrière personnelle que les affaires de la France. Son passé de militant socialiste, de ministre attentiste et peu respectueux des deniers publics ne le prédispose pas à faire oublier les atteintes aux libertés, à enlever la montagne du chômage et à l'affaiblissement de la France depuis 1981. La vigilance de nos concitoyens ne doit pas faiblir ».

■ M. PHILIPPE MALAUD, président du Centre national des indépendants : « Il est évident, sans attendre la composition du gouvernement, que M. Fabius aura une image et un langage moins archaïques que ceux de M. Mauroy, dont M. Mitterrand est seul à penser qu'il laissera une trace globalement positive. Le CNIP estime que l'événement souligne l'urgence d'une mobilisation de l'opposition pour offrir à l'opinion, non plus seulement une critique systématique, mais une alternative crédible ».

Dans la majorité

LE BUREAU EXÉCUTIF DU PS VOIT DANS LE RÉFÉRENDUM ET LE CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT « UNE NOUVELLE ÉTAPE »

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni le mercredi 18 juillet, estime que la révision de la Constitution proposée par le président de la République « offre aux citoyens de notre pays de nouveaux espaces de liberté ».

Pour le bureau exécutif du PS, cette initiative ainsi que la nomination d'un nouveau premier ministre inaugurent « une nouvelle étape du septennat de François Mitterrand ». Le communiqué ajoute : « Au moment où Pierre Mauroy achève son œuvre de premier ministre, le bureau exécutif du Parti socialiste salue l'immense travail accompli depuis juin 1981 sous son autorité. Par les réformes réalisées et celles entreprises, son gouvernement restera dans l'histoire comme un des plus féconds dans la transformation progressive de la société française. A Pierre Mauroy, les socialistes témoignent reconnaissance, estime et amitié. Au nouveau premier ministre, Laurent Fabius, le Parti socialiste dit sa confiance et adresse ses vœux de réussite, à la réalisation de laquelle il apportera tout son concours ».

■ M. PIERRE BAUBY, secrétaire politique du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) : « Ce changement de gouvernement devrait (...) permettre de rassembler toutes les composantes du mouvement ouvrier et populaire pour faire face à l'offensive de la droite, de l'extrême droite et du patronat, et préparer les conditions d'une contre-offensive ».

condamnée à la désunion ou à une entente de façade ». Il poursuit : « Pour masquer son impuissance, le président de la République tente de divertir l'opinion par des manœuvres successives. Un jour, il imagine un référendum obscur et sans portée pour tenter d'arracher des voix aux électeurs, un autre jour, il change de gouvernement sans changer de politique. Maintenant il s'agit à la fois de l'Elysée et de Matignon par l'intermédiaire d'un fondé de pouvoir qu'il y a nommé. Le salut de la France appelle un sursaut. Il ne peut venir que d'une politique nouvelle, qui ne peut venir elle-même que d'une majorité nouvelle par dissolution de l'Assemblée nationale. » Voilà qui reporte à plusieurs mois en arrière !

Dans les syndicats

■ M. AUGUSTE BLANC, secrétaire général de la CSL (Confédération des syndicats libres), qui a demandé audience à M. Fabius, souhaite que son arrivée à Matignon « marque le début d'un renouveau en matière économique et sociale c'est-à-dire que les réalités prennent le pas sur la politique et l'idéologie », et qu'il soit mis fin à toute discrimination dans le domaine syndical.

■ LA CFTC reconnaît « une certaine logique à ce qui est en train de se passer, avec le changement de gouvernement, après l'annonce d'une réforme constitutionnelle et d'un nouveau projet de loi sur l'école privée. Des erreurs ont été commises pour avoir été au sein d'un système idéologique, dans la question scolaire a donné l'illustration la plus flagrante. Aujourd'hui, il faut payer ses erreurs. La CFTC espère que le nouveau gouvernement tirera les leçons de l'expérience et se gardera de s'engager dans les mêmes impasses. La CFTC a toujours soutenu la nécessité d'une modernisation réaliste et ordonnée de l'appareil économique. (...) En outre, nous ne pouvons que constater dans le respect du droit au travail, des reclassements compatibles avec les qualifications et les conditions de vie. Ce respect suppose en premier lieu de véritables discussions et la relance de la vie contractuelle entre partenaires sociaux ».

Les élections régionales en Corse

M. SIMEONI : c'est l'honneur des autonomistes d'avoir imposé le retour devant les électeurs

M. Edmond Simeoni a confirmé, mercredi 18 juillet, que la voix électorale demeure, aux yeux des autonomistes, de l'Union du peuple corse (UPC) dont il est le chef de file, la seule solution envisageable. « Dès qu'il fut admis que l'Assemblée de Corse ne pouvait plus fonctionner normalement, s'est déclaré, c'est l'honneur des élus de l'UPC d'avoir refusé toute compromission d'avoir imposé la seule solution démocratique : le retour devant les électeurs, et donc d'avoir protégé la crédibilité du statut particulier ».

Il a condamné tout recours à la violence, qui, a-t-il dit, a pour effet de « figer dans le conservatisme le plus féroce de larges couches de notre peuple et d'en entraver d'autres dans l'avenirisme de la Corse française et républicaine ». La CFR (antidémocratiste) n'est rien d'autre, selon M. Simeoni, qu'un refuge de chefs de clans. En dépit des conditions « difficiles », selon lui, de cette élection régionale — chaque liste devait obtenir au moins 5 % des suffrages exprimés pour être représentée — M. Simeoni a repoussé toute idée de collaboration à une Assemblée corse dont la CFR détendrait l'exécutif. « Si la CFR accède à la tête de l'assemblée, alors la violence redoublera », a-t-il expliqué. Il s'est, en revanche, dit prêt à collaborer avec toutes les forces de progrès existant en Corse. A propos de son absence aux prochaines élections régionales du 12 août 1984, M. Simeoni a précisé que son mauvais état de santé l'empêchait de faire la campagne avant de réaffirmer sa fidélité à la cause défendue par l'UPC.

Canada
MONTREAL 3550 F

ETÉ 84
A/R

AIRCOM

93, rue Monceau, 75008 Paris
tél. : 522-86-48 Lic. 175001

POUR ATTEINDRE 10 % DE SES EFFECTIFS D'APPELÉS

L'armée de terre devra accélérer le recrutement de volontaires pour un service long

هكذا من الأصيل

RENCONTRE AVEC L'AUTEUR DES « ORANGES DE SANG »

JOHN HAWKES : « Je suis un romancier comique »

Malgré huit romans traduits en français, malgré le Prix du meilleur livre étranger qui fut décerné en 1974 aux Oranges de sang, le nom de John Hawkes n'a jamais véritablement résonné à l'instar de ce côté de l'Atlantique. Maurice Nadeau, qui publia sept de ses romans, l'avoue lui-même : « Ce que je peux me flatter d'avoir réussi avec Malcolm Lowry, Witold Gombrowicz ou Leonardo Sciascia, je dois reconnaître que je n'y suis pas parvenu avec John Hawkes » (1). Les raisons de cet échec ? Sans doute le romancier américain,

très attaché au travail sur l'écriture et la langue, exige-t-il beaucoup de ses lecteurs. La dimension onirique et parodique de ses récits leur donne une coloration très particulière. John Hawkes apparaît ainsi comme un écrivain de l'imaginaire. Mais son imaginaire complètement transformé, maîtrisé. Cette prépondérance de la forme a souvent valu à l'auteur du Chien dans votre roman la critique américaine aux romanciers européens.

A cinquante-neuf ans, John Hawkes peut être considéré comme l'un des plus importants

romanciers actuels. Signe des temps, les grandes maisons d'édition, qui l'avaient quelque peu boudé à ses débuts, lui ont ouvert leurs portes. C'est ainsi que Harper and Row a publié Les Deux Vies de Virginia et que Simon and Schuster a acheté les droits du prochain roman de Hawkes qui devrait paraître dans le courant de l'année prochaine aux États-Unis. — B. G.

(1) In John Hawkes : la parole coupée, de Pierre Gault. Ed. Klincksieck.

« Lorsque l'on aborde le roman américain moderne, on ne peut qu'être frappé par la position que vous y occupez. Vous n'êtes ni un auteur d'avant-garde ni un romancier « traditionnel ». Les critiques vous ont parfois situé dans la mouvance du nouveau roman français. Cette filiation ne vous semble-t-elle pas quelque peu abusive ?

— Le nouveau roman ne m'a jamais influencé. J'ai publié mon pre-

mier roman, *Le Cannibale*, en 1949. A l'époque, il ne m'intéressait pas de savoir si ma fiction était réaliste ou non. Je n'étais guère préoccupé non plus par la théorie. Ce qui m'importait avant tout, c'était la question de l'imaginaire et de la langue. A l'origine, je me sentais d'ailleurs plus attiré par la poésie, que j'ai étudiée à Harvard. Parmi les étudiants qui suivaient ces cours, il y avait John Ashbury. Lui est devenu un très grand poète. J'ai très vite compris, quant à moi, que cette forme d'expression ne me convenait pas.

Pour ce qui est du nouveau roman, je ne l'ai découvert qu'au début des années 60. Je me souviens avoir lu alors le *Voyeur* de Robbe-Grillet. Bien sûr j'ai été sensible à ce type de récit mais il ne me serait jamais venu à l'esprit d'en écrire de semblables. De plus, contrairement à Robbe-Grillet, je crois à la transparence. D'un autre côté, un roman comme *l'Étranger* de Camus m'avait beaucoup séduit : c'est un

roman qui n'a rien de métaphysique, qui est pur et dont la langue est très pure.

« Camus semble vous avoir influencé dans une certaine mesure. A preuve les allusions à la Chute dans votre roman intitulé *Mémoires* ».

« *Influencé* » n'est pas tout à fait le terme exact. Je pense que Camus a écrit pour tous les gens qui ont survécu à la guerre et à ses horreurs. En 1944, j'ai passé neuf mois en Europe. J'étais ambulancier en Italie puis en Allemagne. C'est de cette expérience qu'est sorti le *Cannibale*. En écrivant ce livre, j'ai essayé d'adopter un point de vue allemand, de ces violateurs qui étaient devenus des victimes. Je me souviens d'une cour d'école où l'on avait entassé des blessés allemands, tous des amputés. Il y avait là non seulement des soldats mais aussi des femmes et des enfants. Ils étaient l'incarnation même de la douleur, tout comme ces démunis qui venaient d'être libérés des camps de concentration. Je revais encore sur une route de campagne cette file de prisonniers en pyjama qui s'étendaient sur des kilomètres et des kilomètres.

« La violence occupe dans vos romans une place importante. Est-ce qu'elle vous attire ?

— Tout dépend de ce qu'on entend par violence. L'autre jour, j'ai vu à la télévision américaine une bande annonce pour un film particulièrement horrible. J'avoue être tout à fait allergique à ce type de spectacle : son aspect trivial empêche de percevoir la réalité de la douleur. L'un des vrais problèmes de notre société, c'est qu'elle déshumanise la violence. Une chose est de l'évoquer sur un plan artistique, une autre est de la présenter sous un angle uniquement spectaculaire. Regardez la télévision. Entre deux publicités pour des crèmes à raser, on vous montre des images atroces filmées à Beyrouth. Ce type de présentation assourdit toutes les manipulations, qui peuvent à leur tour engendrer une certaine apathie. Ce n'est pas la violence en soi qui est intéressante, c'est ce qui la sous-tend. Je crois pour ma part que les traits les plus noirs de la psychologie humaine ont à voir avec quelque chose d'extraordinaire, de surprenant et qui à sa façon est beau.

« N'y a-t-il pas une dimension parodique dans la façon dont vous traitez la violence ou la sexualité ?

— Bien sûr que si. Je dirai même que tous mes romans sont comiques. J'entends par là qu'il y a en chacun d'entre eux un aspect satirique, parodique. Violence et satire ne s'excluent pas obligatoirement : regardez Swift, Céline, le roman picaresque espagnol...

« Vous citez toujours des romanciers européens. N'est-ce pas pour cela que la critique américaine vous a souvent présenté comme un auteur du Vieux Continent ?

— Je pense que la situation actuelle est très paradoxale. Alors que



Dessin de CAGNAT.

« Je crois qu'il y a là une confusion. La plupart de mes romans se déroulent en Europe. Mais c'est en Europe qu'il faut être imaginatif. Un jour, alors que nous parlions de cela, Bernard Malamud, un écrivain que j'admire beaucoup m'a dit : c'est ridicule. Le côté sombre de tes romans les place tout à fait dans la lignée de ceux de Melville et de Poe.

Œuvres disponibles en français

Le Cannibale, Denoël.
Le Glau, Lettres Nouvelles/Maurice Nadeau.
Cannibale, Denoël.
Les Oranges de sang, « Folio » (Prix du meilleur livre étranger, 1974).
La Mort, le Sommeil et un Voyageur, Denoël.
Mémoires, Denoël.
L'Homme aux louves, Maurice Nadeau/Papyrus.
Les Deux Vies de Virginia, Belfond.

« Vous parlez tout à l'heure de la télévision. Nous vivons, dit-on, dans une civilisation où l'image impose de plus en plus ses diktats. Est-ce que cet état de fait a des répercussions sur la création romanesque aux États-Unis ?

— Je pense que la situation actuelle est très paradoxale. Alors que

l'on voit des grands groupes de l'audiovisuel comme RCA mettre la main sur l'édition, on assiste par ailleurs à la création d'une quantité de petites maisons d'édition qui publient souvent des auteurs très intéressants. L'autre paradoxe, c'est que l'on voit maintenant des grandes maisons publier des auteurs dont je me sens très proche, comme John Barth ou Donald Barthelme. Je crois que nous avons peu à peu réussi à « infiltrer » le grand public.

« Est-ce à dire que la littérature n'est pas menacée ?

— Ce n'est pas le roman qui est menacé, c'est la lecture. Actuellement, l'illettrisme est très élevé aux États-Unis. A la télévision, au cinéma, les gens s'expriment dans une sorte de jargon complètement réducteur. Des tas de romanciers se sont mis à croire au cinéma. Je crois davantage à la valeur du mot imprimé. Le lecteur crée son propre roman quand il lit un livre. Le spectateur de l'image demeure à l'opposé entièrement passif. On risque d'assister à une sorte de désintégration spirituelle.

« A défaut de vous situer réellement dans un courant, comment vous présenteriez-vous à un lecteur qui ne vous a jamais lu ?

— Je dirais que je suis un romancier existentieliste. Ou un existentialiste romantique. Au fond, je suis quelque peu démodé. »

BERNARD GÉNÈS.

la feuilleton

« LES AMOURS MASCULINES », de Michel Larivière

Un siècle de honte

Ce qu'il y a de plaisant, dans les anthologies, c'est que ce sont forcément des actes d'amour. L'essayiste, le romancier même, tôt ou tard, les tâcheront : l'auteur de morceaux choisis : jamais. Il procède par coups de cœur, il les assemble comme on compose un bouquet. On le sent déchiré d'avoir à exclure, injuste, prosaïque, impatient de partager ses préférences. Voyez Gide et Robert Sabatier avec la poésie, Proust avec les érotiques.

Chez Michel Larivière, cette envie de faire découvrir ou redécouvrir de la beauté se double d'une des dettes les plus étonnantes : celle que nous gardons envers nous-même enfant. Agé de cinquante ans, il compte parmi les derniers « homosexuels » à qui, adolescents, on a caché les chefs-d'œuvre dont la connaissance les aurait tirés de l'isolement et de la honte. Le florilège qu'il propose aujourd'hui répond à l'attente ancienne où la société d'avant les années 68 abandonnait les « déviants » de son aspect, condamnés à ignorer, ou à apprendre sous le manteau, que l'indigne, déjà, et Michel-Ange, et Shakespeare, et Verlaine...

CETTE censure et cet opprobre ont trop duré, pour qui les endurait, mais assez peu, à hauteur d'histoire. Juste un siècle, estime, dans sa préface, Dominique Fernandez, qui les fait remonter précisément à 1868, grâce à l'apparition, datée, du mot même d'« homosexuel ». C'est souvent que vont de pair néologismes et persécutions. Stolt inventé, par le médecin hongrois Benkert, cet à-peu-près gréco-latin, la bourgeoisie triomphante du siècle dernier fait passer le goût de l'homme pour l'homme, contraire à l'ordre économique, pour un péché, un danger, une maladie. Deux ou trois générations d'écrivains subiront cette exclusion, ou la sublimineront, tandis que seront masquées ou maquillées les libertés prises auparavant avec l'« orthodoxie » sexuelle.

par Bertrand Poirot-Delpech

Jusqu'au milieu du dix-neuvième, ces libertés sont totales, et ce, depuis la nuit des temps. Larivière a trouvé des citations d'avant la Bible, laquelle en regorge. En marge des textes grecs ou latins, on ne saurait trop conseiller la lecture des deux livres récents de Foucault sur l'histoire de la sexualité dans l'Antiquité, ainsi que Thersy, le premier roman de Montherlant, écrit à vingt ans et resté confidentiel. L'auteur de la *Ville dont le prince est un enfant* y exhorte, avec une naïveté bien de son âge, et un commencement de nostalgie précocée, la beauté, les jeux, les désirs et les rites indistincts de l'enfance.

La censure a pesé si fort que certaines œuvres et certains faits demeurent encore cachés en 1984. Seules-voilà les *Œuvres* de La Fontaine, de Molière, de Racine, de Voltaire, de Shakespeare, de Goethe, de Schopenhauer, de Tchaïkovski ? Larivière révisé un poème de Ronsard contre Henri III et ses mœurs, qu'aucun éditeur des œuvres complètes n'a osé sortir, à ce jour, de l'enfer de la Bibliothèque nationale, où l'avait déposé Colbert...

On connaissait les vies et les textes de Marlowe, de Shakespeare, qui font penser, toutes proportions gardées, à ceux de Proust ; on connaissait moins les allusions ou métaphores de Maynard, Vieux, Cyrano de Bergerac. C'est un plaisir de relire le portrait par Saint-Simon de Monsieur, frère du roi, de M. de Vendôme, du maréchal d'Huxelles, l'Anti-giton de Voltaire, les occasions d'expériences homosexuelles de Rousseau et de Casanova, les appels à la tolérance de Diderot et de Stendhal, l'histoire de l'homosexualité par Sade dans le *Baudouin*, l'invention géniale de Vautrin par Balzac.

L'ANNÉE 1869 marque donc la fin d'une époque. Au sourire compréhensif qui accueille jusque-là les amours « différencées », succèdent les censures multiples, sournoises.

Elles concernent d'abord le passé. On révisait les destinataires des poèmes de Whitman, on ignore les rapports de Beethoven avec son neveu. Le réflexe est ténace : aujourd'hui encore, les éditions « complètes » de Verlaine laissent de côté ses poèmes Homériques. Dominique Fernandez rappelle comment certains admirateurs de Proust, croyant bien faire, ont voulu masquer en crime politique la rencontre de voyous à laquelle, selon lui, le cinéaste de *Thérèse* aspirait secrètement.

Le fait est qu'entre 1845 et 1880 naît une pléiade de créateurs qui, contrairement à leurs aînés, vont se croire obligés de cacher leurs « penchants », de les justifier, de s'en expliquer à mots couverts. Ce seront Verlaine (1844), Loti (1850), Rimbaud et Wilde (1854), Gide (1869), Proust (1871), Thomas Mann (1875). Montherlant peut leur être rattaché, bien que né en 1896, et non en 1876, comme indiqué par erreur.

CACHÉ, selon sa nature, vit sa « différencée » avec plus ou moins de gêne et de tourment. Gide croit avoir découvert en Afrique du Nord une innocence virginienne. Pour Proust, ou du moins pour Charlus, le goût des hommes ne peut s'assouvir que dans une humiliation bien recherchée à l'égal du plaisir, liée à lui.

(Lire la suite page 17.)

billet

Une vie intérieure avec tout ce qu'elle comporte de problèmes et de dangers, les troubles et les déchirements du moi, la revendication exacerbée d'une singularité fondée sur une impitoyable introspection, le droit et même le devoir, tout au moins pour l'écrivain, de se livrer sans pudeur ni hypocrisie, voilà ce qu'on chercherait en vain dans la littérature grecque classique.

Et pourtant, tout ce que nous considérons avec raison comme la marque la plus précieuse de notre modernité, nous le devons à ce cinquième siècle athénien où, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'homme s'affranchit de la pensée mythique pour entrer dans le rationalisme. C'est cette aventure que retrace Jacqueline de Romilly dans une étude, *Patience, mon cœur*, qui allie la plus vaste érudition à l'intelligence la plus aiguë du surgissement de la psychologie chez Homère, Eschyle,

« Patience, mon cœur ! »

Sophocle, Euripide, Hérodote, Thucydide, Platon et Aristote.

Patience, mon cœur ! est la traduction habituelle de ce qu'Ulysse se dit à lui-même, lorsqu'il est tenu de tuer les servantes infidèles qui courent rejoindre les prétendants de Pénélope. Il y a là, observe Jacqueline de Romilly, un des rares moments où Homère exprime par le biais du monologue intérieur une crise morale. Texte si exceptionnel que la réflexion ultérieure s'appuiera volontiers sur lui. Platon le commente notamment à trois reprises. C'est pourquoi, ajoute l'auteur, nous l'avons choisi pour titre : il constitue le premier texte « psychologique », ce sur quoi le reste se construira. Mais sa célébrité même illustre le fait que, normalement, l'époque se déintéresse de ce genre d'analyse. « Le héros homérique n'est d'ailleurs en général pas conçu comme étant à la source de ses actes, et l'agitation d'Ulysse sera aussitôt calmée par Athéna, qui l'endormira.

Faible à ses débuts, l'intérêt pour la vie de l'âme se développe progressivement dans tous les genres littéraires, notamment sous l'influence de la médecine et de la rhétorique. La médecine, car les Athéniens du cinquième siècle veulent connaître les lois régissant non seulement le corps, mais aussi la conduite humaine.

La foi dans les oracles

N'oublions pas, rappelle Jacqueline de Romilly, que l'historien Thucydide est le contemporain de la médecine hippocratique, qui cherchait à fonder une science du corps humain, avec ses réactions, ses maladies, son hygiène ; Thucydide, manifestement, nourrit des ambitions semblables en ce qui concerne le comportement.

Quant aux rhéteurs et aux sophistes, en imposant l'idée que l'homme est la mesure de toutes choses, ils contribuent à l'apparition d'un individualisme de plus

en plus indifférent aux dieux et même à la cité. L'idée que la vengeance divine est un leurre et que l'Etat n'a pas à intervenir dans la conduite des citoyens gagne les esprits ; la psychologie naissante ruine la foi dans les oracles et la croyance dans la justice divine.

« Et c'est ainsi, écrit encore Jacqueline de Romilly, que dès la fin du cinquième siècle ce « cœur » à qui Ulysse, dans Homère, imposait sévèrement patience est devenu un monde complexe et secret, passionnant à pénétrer. D'autant plus passionnant que Jacqueline de Romilly esquisse un parallèle entre ces temps passés et l'éclatement de la subjectivité aujourd'hui, montrant comment ce passage des dieux à l'homme et de l'homme à l'individu peut entraîner d'inquiétantes et funestes régressions religieuses ou politiques.

ROLAND JACCARD.
 ★ PATIENCE, MON CŒUR !, de Jacqueline de Romilly. Ed. Les Belles Lettres ; 241 p.

« Le Voltaire d'aujourd'hui »
 Pierrette Rosset/Elle

John Saul
 Baraka

«...une vaste et sanglante partie de go, sur toute la surface du globe.»
 Raphaël Sorin/Le Monde

le fascinant roman
découvert par
ANDRÉ BRINK
et publié
simultanément
dans 16 pays.

Balland

● **ERRATUM.** — Le livre de Bernard Lecorreau « Un préfet sous l'Occupation allemande », dont le Monde a rendu compte dans son numéro du 5 juillet, est publié aux éditions France-Empire et non comme nous l'avions indiqué par erreur, aux Presses de la Cité.

Ar

[illegible]

Un siècle

[illegible]

LES AMOIRS DES MONTAGNES
REALITE DANS LA LITTÉ-
RAURE. 110 pages. 12 francs.
L'ENCHANTEMENT. 120 pages.
L'AMOUR ET LA VIE. 120 pages.
L'AMOUR ET LA VIE. 120 pages.

مكنا من الأحرار

portrait

Armand Monjo, le magicien

NÉ du soleil et des pierres, Armand Monjo prétend posséder un « style au bois dormant » aux vertus surnaturelles. Ce poète de sobriété et d'écrit pour que « les reclus écrasés de ciel gris » redressent la tête et se laissent gagner par l'ivresse, est le contraire d'un donneur de leçons. Il essaie simplement d'apprendre à ses lecteurs à tauter le silence.

La Quadrature du XX^e siècle, qu'il publie aujourd'hui, nous ouvre les mystères d'un pays aux frontières indistinctes où les mots prennent par la main les insomnies et les désespérances.

Monjo le magicien désarme d'un sourire l'interlocuteur méfiant qui se présente à lui. Dans son appartement, près de l'avenue des Gobelins, à Paris, cet homme du Sud ressemble à un émissaire du soleil égaré dans une ville à jamais rebelle au jour. Ce poète se confie volontiers pour mieux se masquer.

« Je suis né à Cavillon, dit-il. La solitude forcée, qui marqua mon enfance, me conduisit à certaines étonnances. Un dictionnaire prétend que la poésie vient en écoutant chanter le rossignol. » Armand Monjo voue un culte à l'amitié et nombre de ses poèmes sont habités par la présence d'amis que la vie a défaits. André de Richaumont marquera ainsi, pour toujours, le lycéen qui ne savait comment valser son ennemi.

« J'ai connu André de Richaumont, se souvient Armand Monjo, alors qu'il était pion au lycée d'Avignon où l'étudiant. Nous fréquentions beaucoup les bistrot. Il me confia certains de ses textes à lire. A moi.



Dessin de BÉRENICE CLÉVE

regret, je dois avouer que je n'ai pas senti immédiatement quelle déchirure habitait cet homme qui symbolisait, pour moi, les paysans de Provence. Quel océan de souffrance ! Nous nous sommes perdus de vue juste avant la guerre... »

Les premiers poèmes d'Armand Monjo paraissent en 1938 dans les

extraits

« Je rêve à d'autres cathédrales »

Apprendre à vivre se peut-il dans les ornières d'une seule vie ?

Faut-il ne gagner l'embellie qu'avec ce seul et frêle outil ?

Devant le foisonnement animal du mépris léonin du fanatisme triste

je rêve à d'autres cathédrales que bâties à peine et souffrance

l'aspire à de neuves joies collectives

pyramides de création où mes pieds les mains s'appuieront

sur des épaules inventives l'entrevois des humbles nourrissantes

des boules de fête aux fortes saveurs

où s'amorcent et fermentent de surprenantes cantates

comme on en sent notre parfois dans les bibliothèques et les foules

Il suffira demain que tombe un innocent de plus

pour que le seul poids de cette mouche verte

peut-être le dernier reflet d'un œil

anormalement imbibé de soleil pour que bascule l'ombre

et le fleuve des mots perdus retrouve source

Chaque ami qui meurt nous donne pour tâche

d'achever en nous l'homme interrompu

Il nous laisse comptable de l'amitié dont il nous a fait héritier

nous incite à vivre pour deux à devenir peut-être

le magicien dont il avait rêvé l'approvisionnement de papillons

l'exterminateur de nuages l'apprenti sorcier de la joie

le grand inventeur du réacteur en chaîne de l'amour.

Cahiers du Contadour qu'animait Jean Giono et Lucien Jacques. Mais, peu de temps après, le poète rompt avec le chœur d'un certain pacifisme.

Armand Monjo devient instituteur après avoir obtenu une licence de philosophie, mais la poésie déjà investit son existence et Pierre Seghers le contacta, en 1940, pour lui demander des textes.

« Je me suis toujours laissé gouverner par le hasard, prétend-il. Les rapports furent faciles avec Pierre Seghers et la Résistance devait encore nous rapprocher. »

poème doit suggérer au lecteur des chemins de traverses. La poésie doit apprendre à voir ce que la nature dissimule. Je me méfie instinctivement des mots trop forts et des définitions rapides qu'affectionnent certains poètes. Il faut se laisser dominer par le doute. »

Ce poète, qui se définit joliment comme « un corps inachevé qui ne veut pas se rendre », aime griffer de citations d'auteurs classiques les pierres de son jardin du Loiret. Une manière, peut-être, de conjurer les indolences de la camarade.

Pierre DRACHLINE.

★ LA QUADRATURE DU XX^e SIÈCLE, d'Armand Monjo, Editions Subervie (21, rue de l'Embarquer, 12000 Rodos), 112 pages, 45 francs.

Une fêlure encore à vif

De la Résistance à un certain militantisme politique, le poète devait franchir le pas et s'éloigner de certains pacifismes. On devine, chez cet homme pudique, une fêlure encore à vif. Il déplorait à cet asthète de faire carrière et commercer avec ses erreurs. Armand Monjo n'entend rien retenir de ce qu'il a été et confesse volontiers son mépris « des scandales inutiles ».

L'après-guerre le verra journaliste, critique cinématographique, enseignant de nouveau et, à partir de 1953, traducteur : « J'ai passé l'agression d'Italien à quarante ans et je me suis lancé dans la traduction qui représente, pour moi, une création à part entière. Cette activité n'a en rien perturbé mon rapport à la poésie, mais, au contraire, l'a enrichi. »

Armand Monjo demeure fidèle à une certaine conception de l'art poétique. Ce doux rêveur devient vite féroce lorsqu'il évoque certaines expériences contemporaines.

« Je suis impénétrable, dit-il avec rage, à une profonde poésie moderne. La pluie de la forme m'ennuie. Ces gens n'ont pas de pudeur car ils ignorent l'émotion. Le

● LE PRIX DE POÉSIE D'EXPRESSION FRANÇAISE JEAN MALRIEU, doté de 5 000 F et créé conjointement par l'Association de la Société marseillaise de crédit pour le développement culturel régional et le Centre de la poésie, sera décerné pour la deuxième fois, au mois de mai, en décembre 1984 (règlement : *Sud*, 62, rue Sainte, 13001 Marseille. Joindre un timbre pour la réponse).

● METTRE EN IMAGES LA POÉSIE FRANÇAISE : tel est le but que se proposent Pierre Seghers et Patrick Poirier en créant une vidéo, anthologie thématique, *Le Miroir des mots*, produite par le Centre d'action culturelle Pablo Neruda de Carthage. Émission réalisée par Patrick Monjo sur une sélection de Colette Seghers des textes des plus grands poètes (Apollinaire, Hugo, Rimbaud, Saint-John Perse, etc.). Le Miroir des mots est une série de plusieurs heures de programmes dont chacune aura une durée de soixante minutes. Ces programmes seront diffusés par les télévisions. Ces programmes seront aussi édités en cassettes et en vidéodisques. Société française de diffusion artistique et culturelle, 27, bd Fort-Royal, 75013 Paris. Tél. : 281 924 F. Tél. : 336-28-67.)

la feuilleton

Un siècle de honte

(Suite de la page 15.)

Dominique Fernandez reprend une de ses thèses familières contre le freudisme, qui sert à conforter la persécution des homosexuels en les traitant en malades. A Gide et à Proust, produits typiques de la répression bourgeoise, il préfère le Marlon du Gard de Mauriac, de la Noyade. En tout cas, il ne voit guère d'œuvre homosexuelle ayant enrichi la culture depuis la « libération » des mœurs des années 68.

Notamment, la joie de vivre se « différencie » n'a pas inspiré de beautés manifestes. La maladie était plus féconde. Pour Fernandez, les écrivains qui étaient grands tant que la répression les contraignait à s'exprimer à demi-mots sont devenus moins bons quand ils se sont crus autorisés à la franchise érotique. Ce serait le cas de Wilde, déclinant de Dorian Gray à Teleny ; de Roger Peyrefitte entre les *Amnésies* parolaires et Roy.

FAUT-IL en conclure que la liberté de tout dire serait fatale à l'art de dire ? Fernandez ne craint pas de poser la question. A voir les chefs-d'œuvre nés de l'ère de la « honte » — Billy Budd, de Melville, la *Confusion des sentiments*, de Stefan Zweig, *Mort à Venise*, de Thomas Mann, — la réponse lui semble certaine : il n'y a de culture homosexuelle que lorsque l'obligation de recourir à des moyens indirects force à inventer un langage symbolique. Sans cette obligation, l'écrivain tombe dans la pornographie de la plus basse littérature hétérosexuelle ; il répond à un marché.

Ce disant, Fernandez ne se fait pas l'apôtre, on s'en doute, de la répression. Mais il souligne que le sexe n'est pas ce qui importe dans la littérature passée en revue par Larivière. L'apport de l'homosexuel à l'histoire générale de la culture tient davantage à son refus de toutes les normalités, des valeurs en cours, de l'ordre, de son temps, de son pays, à son aspiration vers un ailleurs inconnu.

Mis au ban de la société, il en voit les vices mieux que tous les minoritaires et marginaux, ses frères. Vautrin ne serait pas aussi lucide sans ses goûts, ni les personnages de Genet. Tout grand roman est l'histoire d'un être isolé de son milieu par la folie, la maladie, l'inconduite (Don Quichotte, l'idiot, Bovary...). L'homosexuel est donc le héros type de roman.

QU'EN est-il aujourd'hui ? Qu'en sera-t-il demain ? Fernandez ne voit d'avenir que dans le refus de la liberté érotique concédée par le relâchement actuel des mœurs, et qui empêche d'accéder à un au-delà des sens, à l'idée, au progrès spirituel. La poésie serait moins menacée, protégée qu'elle est par son goût du mystère. En revanche, si le roman traite l'homosexualité en simple pratique érotique, il perd sa fonction symbolique dans l'ensemble de la culture ; il ne fera qu'occuper un créneau commercial.

Les auteurs apparus après le « siècle de la honte » autorisent plus d'espoirs que ne le dit Fernandez. Lui-même est de ceux qui ont opéré et aidé le passage de la contrainte féconde à une liberté sans facilité. Tony Duvert et Renaud Camus, pour ne citer que deux auteurs sur lesquels se fonde l'anthologie de Larivière, montrent les voies d'un bonheur débarrassé de tout malaise, et d'une rare qualité littéraire, seul critère recevable sous peine de reformer les ghettos d'avant.

BERTRAND POROT-DELPECH.

★ LES AMOURES MASCULINES, ANTHOLOGIE DE L'HOMOSEXUALITÉ DANS LA LITTÉRATURE, de Michel Larivière, préface de Dominique Fernandez, Editions L'Âge du chat, 542 p., 165 F.
★ THEASVILLE, de Montherlant, préface de Pierre Sipriot, Editions Robert Laffont et Grand-Pont, 172 p., 240 F.

Merlin était jeune et beau, il avait l'œil vif, un sourire un peu tendre, un peu moqueur, la grâce d'un danseur, la nonchalance d'un chat. Pour les femmes, il était le rêve. Pour les hommes, il était l'ami qui ne trompe jamais. Ceci est l'histoire de ses amours avec Viviane et des aventures de Lancelot, Perceval, Galaad dans le monde fabuleux du roi Arthur.

L'Enchanteur un roman de **Barjavel**
denoël

DESSINATEURS REPORTERS
BILAL-CHRISTIN
LOS ANGELES
L'ÉTOILE OUBLIÉE DE LAURIE BLOOM
autrement
ALBUMS
88 PAGES - 95 F.

ÉTOILE DOUBLE
deux récits de
science-fiction
en un volume 191
6 volumes parus
POHL, SILVERBERG, STURGEON,
BESTER, KORNBLUTH, etc.
denoël

Collection "L'Âme des Peuples"
Splendide Camargue
Bretagne Normandie
Algérie
Trois superbes ouvrages reliés pleine toile.
LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS
3, Place de l'Odéon - 75006 Paris - 033-18-18

"APOSTROPHES"
FRANÇOISE RULLIER
la vie extraordinaire de Raphaël Ariatègui
"Enfin quelqu'un qui a vraiment une voix, un ton."
MICHEL DEON, DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
"On se laisse prendre au jeu de ce livre énigmatique et original."
JEAN-CLAUDE PERRIER/LE QUOTIDIEN DE PARIS
"Un bonheur à inventer des pays, des destins, des amours."
JOSYANE SAVIGNEAUX/LE MONDE
"Une biographie imaginaire d'une étonnante maîtrise. Une réussite."
JEAN-DIDIER WOLFF/LE MONDE
CALMANN-LEVY

lettres étrangères

New-York au bout de la nuit

Le portrait d'une ville et de deux femmes.

«ELLE aurait voulu ranger son enfant dans un cabas, l'emporter dans sa chambre et lui montrer, lui raconter, lui expliquer. Elle aurait commencé par le présent, elle aurait épanché son cœur, expliqué la tourmente qu'avait prise sa vie, dit comment elle en était arrivée là; puis elle aurait revu en arrière, défilant le passé jusqu'à ce que Milly comprenne.»

Mais Hibon n'a plus de fille, son enfant Milly a en honte d'elle, elle est partie sans laisser d'adresse. Et elle n'a plus de chambre non plus, une seule chambre dans un hôtel de passage. Ciochard, elle en a autour de la gare routière de Port-Authority, au cœur grouillant de misère et de poisse de Manhattan. Hibon, qui s'appelait Milly quand elle avait une vraie vie, n'a plus que des sacs, qu'elle serre dans les poussoirs. Ce sont ses trésors, elle a peur qu'on les lui vole. Parfois, elle les transporte avec elle, elle murmure leurs noms. Il y a Belle, qui contient les vestiges de son enfance, des photos de sa mère, Ellen, qui est pleine de mensonges et de voyages du temps où Hibon faisait partie du Women Army Corps, et Barbara, la sœur de son mariage, le sac le plus rempli, celui du bonheur et du malheur, avec les dents de lait de Milly, les photos de sa classe de Milly, les poèmes et les dessins de Milly, les cartes postales de la Saint-Valentin.

Dans Barbara, il y a aussi Bert, le second mari, qui a tant trompé Hibon, et les lettres et lambeaux de ses maîtresses, et le certificat de divorce. En trébuchant Barbara, Hibon met au point le procès qu'un jour elle fera à Bert. «Il aurait dû répondre de dix chefs d'accusation: défaut d'affection, abandon, violation de promesse de mariage, sé-

questration, contradiction et faux serments, faux témoignages, vol de fait, kidnapping, fraude et dissimulation.»

Pour tout cela, Hibon demandera 1 million de dollars au moins de dommages-intérêts. Hibon rêve, mélange le passé et l'avenir, très folle et très sage, pénétrée de tout ce que la vie lui a appris et qui ne sert à rien et à personne. Sauf aux chats et aux oiseaux qu'elle nourrit, qu'elle recueille, qui se nichent dans Miss Gloria, le sac aux vêtements, aux déguisements, qui abrite aussi, elle le sait, pour quoi, une perruque brune. Hibon est malade, elle a les jambes gonflées et pourries, et pour d'aller au Refuge où on veut la soigner, l'enfermer peut-être.

Dans les coulisses sordides de Broadway, il y a d'autres figures de la déresse et du goût de la liberté. L'autre héroïne de New York Terminal, d'Alix Shulman, s'appelle Robin, elle n'a pas dix-huit ans, un air fragile, un tee-shirt jaune où est écrit «née pour danser». Elle est en fugue. Son enfance tourne dans sa tête. Les bruns rouges des cheveux dans leur bocal avant de mourir, sa mère, peut-être une pocharde, un regard bleu, des chansons douces. Les couleurs de son père. Robin aux cheveux blonds, aux yeux de couleur de quetsche, n'échappe pas longtemps aux griffes de Manhattan.

Elle se retrouve putain sans même avoir compris ce qui lui arrivait, avec ce jeune homme si sûr de lui, si beau garçon, diamant au doigt, chaînes d'or autour du cou, et si gentil. Robin est perdue dans la ville, elle ne sait plus très bien qui elle est. Pour Hibon, dès le premier regard, elle est Milly.

La ville-pige a serré son étreinte. Hibon (et Milly), Robin (et ses rêves glacés), sont prisonnières. Proletaires des proletaires, elles n'ont que leurs sacs, et leurs corps. Corps-boulet que traîne Hibon, corps volé, absent à elle-même de Robin qui se prostitue sous la menace et par amour. Un amour qu'elle

était prête à larguer au premier venu. Et c'était Prince. Lui, il rêve à Tahiti, et s'inquiète de ne pas être aussi bon maquereau que d'autres plus expérimentés. Il n'a que vingt-cinq ans.

Le roman d'Alix Shulman ne finit pas bien. Sans que Hibon et Robin se rencontrent. C'est le très beau portrait d'une ville et de deux femmes. C'est un livre incroyable de chaleur, de générosité, plein comme un cœur de tout ce qui fait les vies; des objets, des babioles, des souvenirs d'enfance délaissés, des espoirs vanillés et longuement, des lachetés et des courages qui viennent quand on ne les attend pas. Trois cents pages de vie qui va, où il ne se passe finalement pas grand-chose (tout juste une jeune pute tombée par une fenêtre, dont le destin infléchit ceux des autres), qu'on lit avec fébrilité, comme un polar de Charyn.

GENEVIÈVE BRISAC.
* NEW YORK TERMINAL, d'Alix Shulman, traduit de l'anglais par Liliane Szep, Ed. Sygma-Monde, 300 p., 24 F.

CORRESPONDANCE

La Hongrie réhabilite «la Comtesse sanglante»

M. André Lazar, de Budapest, nous a adressé une lettre dans laquelle il écrit notamment:

«J'ai lu la critique de Nicole Zand sur le livre réédité de V. Pásztor, la Comtesse sanglante (éd. Gallimard). Une note à la fin rappelle les films de Harry Kamel et de W. Borowczyk. Décidément, le Gilles de Rais magyar est à la mode, car, outre ces deux films, vous auriez pu mentionner le drame de Jean-Luc Jeannot, au Théâtre de la Plaine, en 1973, intitulé la Tentation du froid; le Comte de sang, roman de Maurice Périset (éd. Pygmalion, 1975); la pièce de Marie-Françoise Egret, jouée en 1978 à Nanterre; et tout récemment (1983) l'opéra de L. Janvier-Ch. Chaynes intitulé Erzsébet (la graphie exacte est Erzsébet).

Dans votre article (le Monde du 30 mars 1984), il est dit, au sujet de l'histoire de «la Comtesse sanglante», que «tout cela est véridique». Rien n'est moins sûr! Vous ne pouvez pas contester que ce sont les historiens hongrois qui sont les mieux placés pour débrouiller cet échec. Or depuis quelques années, la légende horrible est battue en brèche.

Un livre vient de paraître aux éditions Kossuth - la maison d'édition du parti - intitulé la Mauvaise Réputation des Bathory, sur quatre membres de cette illustre famille luthérienne transylvain. L'historien Laszlo Nagy consacre une étude à part à Elisabeth, en rappelant tous les antécédents, depuis la chronique intitulée Ungaria suis cum regibus compendia data, due au jeune Thuroczy, jusqu'aux travaux tout récents. Mais c'est surtout lui-même qui a dépouillé les archives qui

n'avaient pas pénétré au cœur de l'histoire particulièrement mouvementée de la Hongrie. Or cet historien modéré dans ses jugements et circonspect dans ses hypothèses aboutit au résultat qu'il s'agit d'une vaste manipulation fomentée par la famille de la comtesse en vue de la priver de ses immenses biens.

Il est possible que les chefs d'accusation aient été inventés par certains membres de la famille pour soustraire Elisabeth à l'accusation suprême de haute trahison, car elle voulait contribuer avec ses gens d'armes et avec sa fortune à la lutte menée par son cousin, Gabriel Bathory, prince de Transylvanie, contre les Habsbourg.

Pour dissuader l'action politique de la comtesse et pour éviter ainsi que la famille ne fût compromise, son mari a prêté qu'elle fût accusée de crimes de droit commun. Le Palatin Tharzo, qui menait l'enquête, a commis de très nombreuses irrégularités: Elisabeth n'a jamais été interrogée selon la procédure; elle se disait toujours innocente; même si certains faits - généralement connus à l'époque par les seigneurs - pouvaient lui être reprochés, ils ont été soigneusement grossis. Les chefs d'accusation reposaient sur des racontars et autres potins; il ne fut pas établi, même dans un seul cas, que la comtesse eût mis à mort une seule servante. Quant aux atrocités à charge, ils furent torturés.

(...) On est loin du monstre grand-guignolesque (...). Peut-être la pauvre comtesse sera-t-elle un jour réhabilitée comme tant d'autres victimes des procès forgés dans des intentions insavantes.

L'année Diderot

Un colloque itinérant de Paris à Langres

Un changement complet de l'image de l'encyclopédiste.

INAUGURÉ à la Sorbonne par le directeur de la collection internationale qui s'est tenu au Centre pédagogique de Strens puis à la Maison de la culture de Reims, avant de s'achever à Langres (4-11 juillet), a réuni, avec plus de cent participants, pour la première fois de son histoire, des chercheurs de tout horizon (de la Chine, du Japon, du Brésil, de l'Afrique du Sud), le plus grand rassemblement jamais vu de diderotistes.

Si aucune des séances n'a été consacrée à l'encyclopédie (celle-ci fera l'objet d'un colloque à l'UNESCO en octobre), la cinquantaine de communications présentées invitait à un vertigineux périple dans tous les domaines, ou presque, du savoir: de la littérature aux mathématiques, de la politique à la physiologie, de la philosophie à la peinture, etc. Ici, la diversité des curiosités fait le bonheur d'une rencontre pluridisciplinaire, et la figure de l'écrivain y prend un relief étonnant. Un participant étranger, qui comparait ce colloque à celui que le CNRS avait organisé il y a six ans pour marquer le bicentenaire de la mort de Voltaire et de Rousseau (voir «le Monde des livres» du 14 juillet 1978), parlait de cette émergence éclatante de Diderot comme d'un renversement de valeurs.

Certes, le colloque itinérant des diderotistes, remarquablement organisé par Jacques et Anne-Marie Choillet, avec le soutien de l'Association française pour les célébrations nationales, a bénéficié d'appuis qui manquaient à la double commémoration de 1978. Colloque-pèlerinage - avec une halte au château de Sophie Voland près de Vitry-le-François - il constituait un événement à la mesure de l'année Diderot.

Mettant en valeur la dimension d'une œuvre qui échappe à l'eurocentrisme, les débats ont permis plusieurs constatactions qui vont

toutes dans le sens d'un changement complet de l'image traditionnelle de Diderot. On ne lui fait plus grief de ses contradictions, mais on s'enchaîne des tensions et des antinomies qui renvoient à nos propres interrogations et incertitudes et qui interdisent une lecture réductrice de l'œuvre.

Du même coup, les interprétations les plus divergentes paraissent possibles. Si les spécialistes les plus fervents sont divisés sur l'intérêt que présente son matérialisme, ils s'accordent à louer l'écrivain. Celui-ci serait-il seul actuel alors que l'homme de science, le penseur politique (théoricien réaliste et révolté), le critique d'art ou le pédagogue musical n'appartiennent qu'au passé? Mais n'a-t-il pas été écrit à son sujet qu'il s'est aussi aventuré dans des chemins étrangers à la littérature de fiction?

Il n'est donc pas moins que la recherche la plus stimulante semble bien être celle qui s'attache à la poétique de Diderot, c'est-à-dire qui trouve dans la richesse des connotations un éclairage autre que celui des contenus manifestes.

Dans l'imagerie de Diderot, la part du visuel est primordiale, comme on pouvait l'observer dans l'exposition de Langres qui réunit plus de cinquante toiles commentées dans ses salons. Cette part du visuel n'est pas moindre dans son théâtre et ses romans et a contribué à la surprenante fortune scénique de Diderot à la scène.

Mais comment expliquer que des trois pièces écrites par lui, seul un «divertissement», Est-il bon? Est-il méchant?, trouve la faveur du public d'aujourd'hui, alors que depuis le Neveu de Rameau de Pierre Frey (1963), les adaptations de textes non écrits pour le théâtre se multiplient? Une dizaine de metteurs en scène de Diderot étaient réunis pour en débattre. Il ressort de leur témoignage, comme de tout ce qui s'est dit au cours de la journée de Reims entièrement consacrée aux rapports entre Diderot et le théâtre, que les idées du dramaturge font de celui-ci un fondateur de l'esthétique dramatique moderne, et que si certains opposent les bons romans et

histoire

TRaversées

Cambronne ne l'a pas dit...

En suivant Napoléon.

On dit que, chaque jour, plusieurs ouvrages paraissent dans le monde, consacrés au quart de siècle durant lequel Napoléon a envahi l'histoire, à ses fidèles, à ses ennemis. Trois livres, coup sur coup, tendraient à le prouver.

Du «brave général Cambronne», on a dit tout et le contraire de tout. Ce «Bretton» est, en réalité, de sonche picaresque, ni paillard, ni laid, ni stupide comme on l'a parfois écrit. Ni, non plus, d'une intelligence éblouissante. Ce n'est pas rien de s'y retrouver dans tant de contradictions. Hervé Le Boterf y arrive, et même avec piquant, réajustant notre vision faussée par trop de textes sur ce personnage secondaire, plus attachant que bien d'autres. Il faut s'y faire, en tout cas: il n'a prononcé ni la célèbre phrase ni le mot fameux.

Comme tant de généraux d'Empire, Cambronne a fait carrière, de Jemmapes à Waterloo, en sortant du rang et en s'élevant par son seul courage. Suivre sa biographie, c'est arpenter l'Europe avec Napoléon. La différence avec la réalité, c'est qu'on s'amuse en compagnie d'un biographe qui regarde son modèle avec assez d'affection pour le rendre sympathique et assez de recul pour en faire ressortir le pittoresque. Si Hugo est, en grande partie, responsable de la légende «accablante» de Cambronne, celui-ci est bien l'auteur d'un grand nombre d'actes valeureux, instantanés parfois, comme lorsqu'il s'est aidé des émigrés à Québec.

Emmené par les Anglais, le héros terminera sa vie marié avec une Écossaise et passionné de tapisserie, rivalisant d'habileté au point même avec un vieux camarade, le général Darnaud; contradictions toujours: les hommes célèbres sont encore plus imprévisibles que les autres.

Après les Cent Jours (Juillard), récemment racontés par Georges Blond, voici, relatés presque minute par minute, les vingt jours - du 1^{er} avril au 20 avril 1814 - durant lesquels, à Fontainebleau, Napoléon a vécu une sorte de «passion», à défaut lui appartenant peu à peu irréversible à la lumière des défections et trahisons diverses qui sont le

lot des chefs vaincus, au trop long enlèvement.

Qu'on est loin, avec ce récit tragique de la chute, des Mémoires de Joseph-Marie Moiré, où se lit l'envol de l'aigle. Inédit, récemment republié de Buenos-Aires, ce texte plein de vigueur montre comment les soldats souffrent de mille manières, durant la campagne d'Égypte et de Palestine; mais celui qui parle sait voir et restituer aussi ce qu'éprouvent les habitants des pays occupés, dans un monde exotique, celui de l'islam.

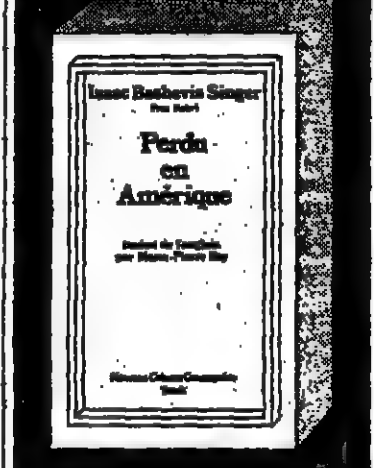
G. GUYARD-AUVISTE.
* LE BRAVE GENERAL CAMBRONNE, d'Hervé Le Boterf, Folio, 355 p., 78 F.

* NAPOLEON TOMBE EN VINGT JOURS, de Pierre Sarrail, Perrin, 510 p., 125 F.

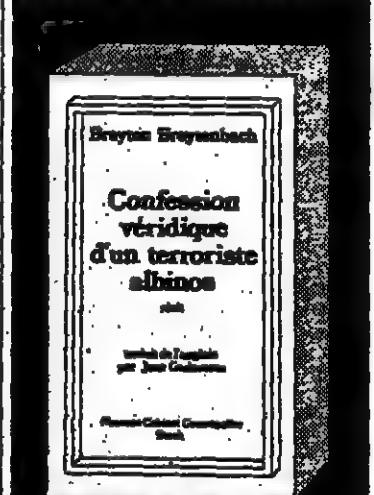
* MÉMOIRES SUR L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE, de Joseph-Marie Moiré, Belfond, 190 p., 39 F.

les grands noms de la littérature étrangère

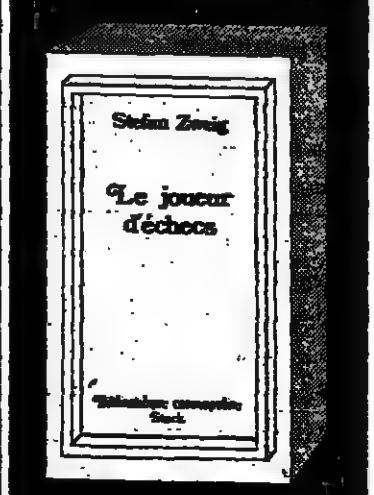
SINGER



BREYTENBACH



ZWEIG



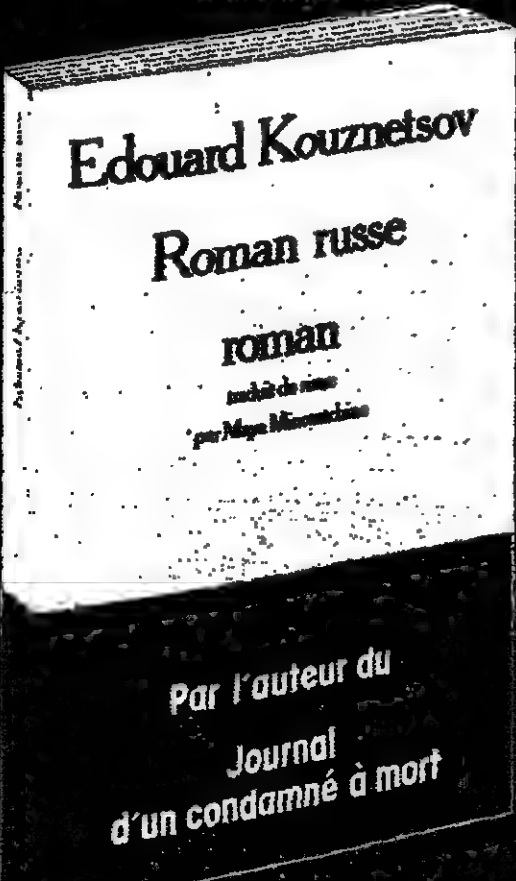
Les Cosmopolites de Stock

Roman russe

est le troisième livre d'Edouard Kouznetsov, ce dissident soviétique célèbre par sa tentative de détournement d'avion pour fuir l'URSS. Acte qui lui valut à l'époque une peine de mort bientôt commuée en quinze ans de travaux forcés, sous la pression de l'opinion occidentale.

Si ses deux premiers ouvrages étaient un témoignage sur la vie des camps, sous-tendu par une réflexion puissante et originale sur le système soviétique - mais qui se recommandaient déjà par d'indéniables qualités d'écriture - le troisième, écrit dans l'émigration, marque la véritable entrée de Kouznetsov en littérature.

Mireille Kogan, La Quatrième Littéraire



322 pages 89 F

FAYARD

Un port...

La dernière...

Le dernier...

Classes et individus

Classes et individus...

Poésie

L'ascète

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

de Pierre Tardieu...

DE L'EMPIRE

Un portrait de la France napoléonienne

● La dernière œuvre d'Albert Soboul

La fameuse formule sur « l'histoire bataille », ne s'applique certainement à aucune période mieux qu'à ces dix ans tumultueux où, d'Austerlitz à Waterloo, Napoléon ne cessa presque pas un seul jour d'agiter l'Europe. Le marxisme juge la puissance économique d'un Etat toujours très supérieure aux succès d'un grand capitaine. Sa doctrine se fonde essentiellement sur des observations séculaires. Mais elle préjuge mal à comprendre ces époques où un homme en entraîne à lui seul des millions d'autres, dans de folles conquêtes, sans qu'aucune lutte entre les riches et les pauvres, aucun conflit commercial l'y pousse ni l'en empêche vraiment. Redoutable épreuve, donc, pour l'historien marxiste Albert Soboul, mort en 1982, d'avoir à expliquer la France napoléonienne dans la dernière de ses œuvres !

Masses et individus

Sagement, il préfère l'étudier d'abord dans sa vie quotidienne, avec ses traditions, mœurs, intérêts, fort divers d'une catégorie à l'autre, et réussit à en offrir une passionnante description. Si le marxisme attribue trop d'importance aux déterminismes matériels, il démontre aussi leurs effets, et développe ainsi chez certains de ses adeptes une mentalité sociologique fort utile à l'élargissement des connaissances, chaque fois qu'elle ne s'enferme pas dans des a priori. En quatre parties bien charpentées, soutenues par une documentation solide sur les structures administratives, constitutionnelles, policières et intellectuelles de l'Etat napoléonien, sur les paysans, les citoyens salariés et nobles, Albert Soboul lance ici le matérialisme dialectique dans de fructueuses recherches.

Dans sa longue, belle et minutieuse enquête, les forces collectives sans visage, les fameuses « masses », l'emportent presque constamment sur les individus, au risque de restreindre le principal à une silhouette sommaire. Le lecteur cherchera donc vainement un portrait quelque peu foillé de Napoléon. Soboul lui recommande de l'« éluder », constate « sa valeur sur les champs de bataille, ses qualités d'administrateur et d'homme d'Etat », son « intelligence toujours lucide, toujours en éveil, constamment relayée par le sens de l'action », mais ne pousse guère plus loin l'examen du tempérament impérial. Une meilleure étude psychologique ne manquerait pas d'utilité pour comprendre le système où, selon l'auteur, « tout ne repose que sur un seul homme ».

Une union sacrée

Conséquent avec ses choix, Soboul explore en revanche jusque dans ses profondeurs la France rurale des débuts du dix-neuvième siècle, dominée par les fameux « nobles ».

Cette classe dirigeante hybride, née de la Révolution, réunie par-dessus tout des jacobins enrichis par l'achat des biens nationaux, la spéculation sur les assignats, et des nobles égarés par la tourmente. « Malgré le choc révolutionnaire et les pertes subies, la grande propriété foncière demeure essentiellement aristocratique », indique Soboul. A la fin du Directoire, les révolutionnaires nantis redoutent un retour des Bourbons, exactement comme certains ci-devant craignent l'apparition d'un nouveau Robespierre. Leur commun désir de stabilité se satisfait du régime d'ordre né le 18 Brumaire.

Sur la rapide ascension des brasseurs d'affaires, sur ce qu'il nomme « la mentalité nouvelle de l'entrepreneur capitaliste », Soboul accorde des témoignages intéressants à travers le cas exemplaire des Frier, celui de Richard et Lemoir, de quel-

ques autres familles moins connues. Napoléon court en vain de Madrid à Moscou. Soboul s'intéresse à peine à ses cavalcades mais voit « la révolution bourgeoise » provisoirement baptisée livrer « les masses populaires urbaines sans défense aux dirigeants des forces nouvelles de l'économie ».

Pourtant, l'auteur se garde bien de verser dans un esprit manichéen. L'« infinie diversité des conditions intermédiaires » entre « l'artisan-travailleur » et « l'artisan-marchand » amène, dit-il, selon lui la lutte des classes dans bien des endroits. L'exploitation des pauvres par les riches existe. Mais Soboul se garde de l'exagérer, en montre les limites et conclut : « On ne saurait cependant pousser au noir ce tableau de l'existence populaire ». A travers les rapports des préfets, il découvre même un accroissement du confort, de la consommation, fragile mais réel, dans les milieux modestes, et le dit honnêtement. Avec la même liberté d'esprit, il salue la valeur personnelle de certains entrepreneurs et même la « compétence éprouvée » des bureaux sous l'ancien régime.

Au rythme du tambour

Avec la rédaction des célèbres *Mémoires* du général Marbot, la France napoléonienne change d'allure et renforce d'un coup sa légende. Admis en pleine adolescence au 1^{er} régiment de hussards, l'auteur ne quitta l'uniforme qu'après Waterloo, et passa seize ans à guerroyer d'un bout à l'autre de l'Europe. Il tira le sabre ou le pistolet à l'ennemi, Friedland, Saragossa, Essling, Borodino, Leipzig, accumula blessures et souvenirs au cours de ces batailles et de dix autres. La plume guerrière, péroratoire, il excelle à raconter ses exploits au rythme du tambour. Le lecteur s'envole souvent avec lui comme dans une charge de cavalerie.

histoire

L'HOMME EST-IL D'ORIGINE ANIMALE

Pour la première fois un essai qui rejette l'acceptation animale de la théorie darwinienne sur l'origine humaine, et souligne dans des analyses simples et accessibles que ce sont les maux et les problèmes qui se transforment.

L'ouvrage est édité par HACHETTE S.A. 2, rue Gaston St-Paul, 75116 Paris

LIVRES ANCIENS

CATALOGUE XVI^e SIÈCLE SUR DEMANDE
Librairie E. DAVAL
13, rue Vauvebourg, 69002 LYON
Tél. (7) 837-41-43

COMEDIE-FRANÇAISE

296.10.20

La Comédie-Française dans l'année DIDEROT présente

EST-IL BON ? EST-IL MÉCHANT ?

de Denis DIDEROT mise en scène Jean DAUTREMY 4 représentations exceptionnelles les 20, 25, 27 et 30 à 20 h 30

LOCATION 111 à 115 PLACES 1650 de 187 à 237

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrites inédites de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Adresser manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21. Conditions fixées par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

LE NOUVEAU COMMERCE

CAHIER 56 - PRINTEMPS 1984

MANES SPERBER l'idée de liberté dans la littérature européenne (traduit par Marianne Schaub)

ANDRÉ DALMAS

Dialectica

(Jean Paulhan - Bivariste Galois)

ALEJANDRA PIZARNIK - LOUIS MASSIGNON

JEANNE HYVRAUD

AIGUI - CLAUDE DOUGUIN

et

Vie d'Aide l'Ancien

par A. Aug. RENOUARD

Le plus grand Editeur-Imprimeur de son temps

EN SUPPLÉMENT - INÉDIT

JEAN PAULHAN : Essai d'introduction au projet d'une métrique universelle - Un volume : 58 F t.c.

En librairie 70 F - Abon. 185 F - N.O.L. 76, bd Saint-Michel, PARIS

au fil des lectures

Poésie

L'ascèse

de Pierre Torrelles

Une douzaine de poèmes depuis 1935 ont permis à Pierre Torrelles d'écouter une phrase originale dans son poème : celle de la perpétuelle redéfinition des rapports entre le réel et ses apparences. *Territoire du présent* nous fait à cette lutte entre l'Éternel vers la clarté et l'Éternité à accepter un état donné ou des sens ou de l'esprit.

Jadis plus brusque ou plus péroratoire, son langage s'accompagne aujourd'hui de ce que Paul Valéry appelait des *Charmes* : une certaine magie dans la façon de prendre l'air, vers tel quel. Le poète est là aussi pour enfoncer la force des interrogations.

Il appartient à Pierre Torrelles de dire que rien dans la perception n'est simple ni acquis. Le poète est un poète qui ne fonde pas sur sa prose mais l'analyse jusqu'à ce qu'elle lui dévoile ses diverses natures. Est-ce le temps ou l'espace qu'il nous fait appréhender ? Le poète affirme que l'un et l'autre sont prophétiques : celui de l'Instant et du futur. De même l'espace - ou la clarté - est toujours proche mais il ne se fait pas présent. Nous nous employons à saisir des limbes : il y a une particulière discipline.

De l'être vient le sens, propose Pierre Torrelles, à condition que l'être ne soit pas celui de manière à perdre son mystère. Il nous faut aussi nous méfier de la démesure de la raison, et peut-être démanteler la sagace. On le voit, le possible, le plausible, l'altérité ont ici le pas sur le certain ou le visible.

Étudier à toujours été l'une des ambitions des poètes ; au contraire, Pierre Torrelles parle de « choix moral », de « présence pure forme » et de « genèse dialectique ». Poésie abstraite, difficile, reprenant d'un vers ce qu'elle offre de l'autre ? Sans doute, si on s'en tient à la rigueur de sa pensée. Mais elle chante et console, d'exiger inlassablement une tâche par révélation qui se fuit et images qui se retournent sur elles-mêmes.

ALAIN BOSQUET.

* TERRITOIRE DU PRÉSENT, de Pierre Torrelles. Gallimard, 116 p., 83 F.

Romans

Robert Escarpit

et son marin de Gascogne

« Mais qu'est-ce que c'est les deux généraux, maintenant ? »

— Oh ! des histoires avec le roi de Paris.

Bernard Hamelet et son ami Jean, deux ans chacun, viennent d'entendre le matin et parlent des événements du jour. Nous sommes à Langon et de Paris arrive la Révolution. Ainsi s'ouvre l'histoire d'un marin de Gascogne qui connaît son premier embarquement tandis que la Terreur gronde sur la Gironde.

La première tranche de cette vie séculaire que nous offre Robert Escarpit, le descendant d'Hamelet, couvre douze années et de nombreux milles des côtes de France à la mer des Antilles où l'éclatant retour de Belle, une beauté de Pointe-à-Pitre. Avec elle, il connaît l'amour, mais aussi, il aura conscience de l'horreur de la traite des Noirs et des aménagements que le colon prend avec le ciel et la République. Les voyages n'étant pas sans retour, Belle abandonnée, Hamelet revient à Pointe-à-Pitre, la première de Langon. Arrivé retravaillé dans ce roman comme dans la vie, l'histoire ordonne aux histoires d'amour : la conscription frappe le fiancé qui reprend la mer, marin de la République.

La Révolution, l'océan, les terres lointaines, les débuts d'une vie. L'entreprise de Robert Escarpit part pleines voiles au vent, mêlant l'aventure et l'amour, les drames universels et les malheurs des individus. Mais c'est un peu plus qu'un roman historique. Le romancier n'oublie pas le journaliste auctuaire, l'écrivain érudite, voire l'essayiste habile au pamphlet, et cela sans rompre le mouvement de la fresque très animée ; c'est que toutes les facettes de l'auteur apparaissent non par des commentaires, mais par la voix des personnages - et savoureux, les vocables - qui vivent les événements. Conteur et historien, Robert Escarpit rencontre avec passion un autre bien attachant que nous quittons à l'âge de vingt-trois ans ayant encore sept décennies devant lui ; donc quelques volumes. Tant mieux, et à suivre.

PIERRE-ROBERT LECLERCO.

* LES VOYAGES D'HAMELET, de Robert Escarpit. Flammarion, 368 p., 79 F.

Pierre Daix

et les secrets du siècle

« Dieu ne peut être nié, et on sait, il s'en fait, comment ce roman sera reçu... l'ai travaillé en ethnologue. »

Ainsi dit Renaud qui a entrepris un roman dont le héros sera Sauveur Négronde, un ancien chef de la Résistance en Limousin à qui, en 1942, il a confié une petite juive, Charlotte. La guerre finie, Charlotte baptisée Négronde et redevenue Willmeyer, s'est réconciliée par un oncle d'Amérique. Sauveur a laissé partir avec une étrange passivité - celle qu'il a très paternellement élevée. La retrouvant vingt ans plus tard à l'occasion de l'enterrement de Sauveur, Renaud épouse Charlotte qu'on appelle Lottie et qui ne parvient pas à abandonner « OK pour d'accord » - le jour où elle y parviendra, elle sera enfin guérie de sa maladie qui n'est autre que son désir de connaître exactement la personnalité de Sauveur.

Des nombreux personnages dont les ressemblances avec... que Pierre Daix fait s'entrechoquer et s'entrechoquer, ces trois sont au centre de l'étrange histoire-famille qui s'élargit au terme de la reconstruction doublement romanesque. Renaud le narrateur se superposant au romancier Daix ou s'effaçant devant lui.

En notant et dénouant le mystère de Sauveur le bien nommé que Renaud veut « rendre » à Charlotte, Pierre Daix n'a pas seulement écrit la vie d'un « homme juste et fort » de son Limousin original, il a aussi voulu une fresque avec ses grands et petits moments, qu'il s'agisse de la Résistance ou de l'innocence de 1923 qui permit à son héros - le jeune de St-dhal - de ne faire que deux des dix années de prison de sa condamnation pour actions syndicales. Amours, guerres, clandestinité, politique, fin de siècle... tout est d'histoire pour un roman qui fait se part aux gémissements de l'auteur sans négliger l'intrigue romanesque. On retrouve une sans surprise, on voit l'autre sans lassitude.

P.-R. L.

* LA PORTE DU TEMPS, de Pierre Daix. Éditions du Seuil, 436 pages, 89 F.

Lettres étrangères

Une larme

pour Oscar Wilde

En tout bien tout honneur, Peter Ackroyd, jeune et brillant journaliste britannique, s'est mis dans la peau d'Oscar Wilde pour lui écrire un ultime chant du cygne. On sait qu'après sa sortie de la « gale de Reading », le poète irlandais passa en France les trois dernières années de sa vie et mourut à Paris, dans un petit hôtel de la rue des Beaux-Arts. Il n'avait que quarante-six ans. Mais brisé par l'épreuve, il n'aurait plus. Pourtant, il en avait encore long à dire et prouver, pour une fois, aurait-il choisi la vie.

Présenté comme un roman, le « Testament » pour son héritier spirituel a rédigé pour lui force la conviction. Un éternel enfant plaide coupable. D'avoir « trahi l'ordre de notre Dame la Reine, sa Couronne et sa dignité », comme le lui signifia le juge d'Old Bailey ? Non, de ne pas être comme tout le monde, d'avoir « essayé plusieurs personnalités afin d'adopter celle qui lui ressemblerait le plus » : un dandy, vété à la mode du siècle précédent et qui se promenait un lys à la main, « un être irremplaçable comme le saumon Peter » l'un des duchesses, l'ami des voyous. Le malheur voulut qu'il s'effrit de lord Alfred Douglas, fils du marquis de Queensbury, et ce, l'aristocratie ne lui pardonna jamais. Elle l'envoya donc en prison couvrir des mois, nettement l'échafaud et découvrir un sentiment ignoré jusqu'alors : la pitié.

Libéré, il garda de ce plongeon dans l'abîme une telle nostalgie qu'il sollicita la permission d'y retourner faire retraite. Peute d'obtenir l'autorisation, il franchit le Chunnel, dans l'espoir d'être recueilli, choyé, consolé, par ceux qui le flétrissaient jadis. Les Pierre Louys, les Marcel Schwob. Mais il « marquait mal » et Gide lui-même changeait de trottoir à son approche. Seul un obscur petit employé de librairie, Maurice Gilbert, se chargea de lui apporter la soupe, la drogue et le champagne.

Ainsi s'écrit un pauvre homme, mi-monstre, mi-prince Charmant, qui eut la malchance d'être le contemporain de la reine Victoria. Grâce à l'autobiographie posthume de Peter Ackroyd, la superstar s'humanise, nous épate toujours, nous touche davantage.

GABRIELLE ROLIN.

* LE TESTAMENT D'OSCAR WILDE, de Peter Ackroyd, traduit par Georges-Michel Sarotte. Presses de la Renaissance, 246 pages, 89 F.

A "Apostrophes" le vendredi 20 Juillet

Pierre Boutang Maurras

La destinée et l'œuvre

"Quel livre excellent ! Sept cents pages denses, méthodiques, éclatantes, qui feront, sinon admettre Maurras, du moins comprendre son œuvre, sa violence polémique, même par ceux qui ne sont pas de son bord !"

PIERRE SAPIROT "LE FIGARO"

"Qui veut comprendre intimement ce que furent les débats intellectuels de la précédente fin de siècle se doit de dévorer ce livre..."

ALAIN-GÉRARD SLAMA "LE POINT"

"Sept cents pages d'une extravagante densité où, de l'affaire Dreyfus à la « divine surprise », le disciple réanime une œuvre dont les médecins légistes de l'idéologie avaient constaté le décès à la fin de la dernière guerre."

JEAN-PAUL ENTHOVEN

"LE NOUVEL OBSERVATEUR"

"... à la fois une biographie, un essai philosophique et un cri du cœur."

GEORGES SUFFERT "LE POINT"

"... la plus riche des biographies intellectuelles consacrées à un homme orchestre curieux et fascinant."

EUGEN WEBER "LA QUINZAINE LITTÉRAIRE"

Plon

MUSIQUE

LA GRANDE PARADE DE NICE

Dans les jardins de Cimiez

Sarah Vaughan avec un consistant retard sur l'horloge alliant chant dans les jardins de Cimiez. On était prêt à tout : à l'une de ces prestations étonnantes, à l'un de ces happenings mystiques où dérape parfois la musique populaire américaine. On se souvient encore d'Arentha Franklin, interrompant un récital de pure soul music au Palais des sports pour lire avec son fiancé une scène de Cyrano de Bergerac. On n'oublie pas non plus l'orchestre de Woody Herman au grand complet (Montroux, 1974), smoking blanc et gardénia à la boutonnière, chantant gaillardement le Tannum Ergo en latin, à la mémoire de Duke Ellington. Récemment, Sarah Vaughan a donné un récital sur des textes de Karol Wojtyla, le pape. Allait-elle réciter à Nice ?

Non, par la grâce du ciel, Sarah Vaughan a choisi de délivrer son répertoire le plus profane. Avec cette gouaille et cette insolence rieuse qui est la part virulente de son génie. La voix est intacte, dans l'émotion comme dans l'ironie et dans ses sursauts de registre. Sarah Vaughan proteste en chantant contre les fleuves des photographes, des agents de sécurité, contre des nuées d'insectes qui volent autour d'elle, contre cet ardeur qui trône juste devant la scène. Elle se fait en improvisant des paroles supplémentaires. Elle en rajoute. Son art de la scène s'accommodait certainement mieux d'atmosphères plus intimes et d'audiences plus complaisantes, mais le succès est total. Sans répit et sans bavures, comme celui de Tania Maria dans l'Arène, même si la publiciste professionnelle qu'est la Mort aux sautes de cul n'a pas eu le temps de se calmer. Elle en rajoute. Son art de la scène s'accommodait certainement mieux d'atmosphères plus intimes et d'audiences plus complaisantes, mais le succès est total. Sans répit et sans bavures, comme celui de Tania Maria dans l'Arène, même si la publiciste professionnelle qu'est la Mort aux sautes de cul n'a pas eu le temps de se calmer.

Au long de la « Grande Parade », chanteurs et musiciens se succèdent sur trois scènes simultanées et pour prévenir les frustrations sont reprogrammées deux ou trois fois de suite. C'est la formule : c'est une formule. En se déroulant bien, on peut d'ailleurs trouver un point juste entre la pose de secours et la crispation, d'où l'on entend les trois concerts en même temps. C'est bien le seul effet de modernité que se permet la « Grande Parade ».

Pour le reste, le ton est à la promenade, au pique-nique et à la réunion familiale. On pioche de stand en stand des petits sandwiches de musique. A certains égards, le Festival semble vaguement destiné à un public aussi exigeant que cette dame qui demandait au marchand de disques : « Je voudrais un disque de jazz qui ne fasse pas trop jazz : c'est tout ce que j'ai pu trouver ». C'est que la formule de Nice ne permet pas des nuances excessives. Elle est avant tout plaisante. Ce qui n'a rien d'un défaut, mais qui n'est pas forcément une qualité. A cause de toute cette rumeur, de cette légèreté d'écoute flottante, tout un chacun sur scène est contraint de jouer en force. L'affaire réussit bien aux habitués du coin, les vétérans qui l'on nouée d'années en années avec le même solide répertoire : Illinois Jacquet, Buddy Tate et Arnett Cobb sur ses béquilles. Les contraintes deviennent source de liberté pour des groupes à forte énergie, comme ce quartet de Daniel Humair avec François Jeannet et Marc Ducret, aussi prometteur à la guitare que Laurent Fignon dans la montagne. Mais des pianistes aussi sensibles que John Lewis ou Dave Brubeck y perdent carrément en subtilité.

D'une façon générale, enfin, le son perdu dans la pénée ne saurait être d'une extrême sophistication. Ce qui n'attire pas trop Magic Slim, Maxin Sauri ou les Haricots toujours Rouges qu'on croirait dessinés par Sempé, mais ce qui limite naturellement les ambitions du lieu.

Nice entretient, au moins par sa Parade annuelle qu'organise George Wein, après le Festival de New-York, des qualités plus douces. Son aimable invitation à la musique ne dissuade ni les héritiers ni les trépassés des concerts d'été. C'est un peu la même chose, mais avec une programmation autonome, comme un programme à la carte où les points de restauration finissent par compter presque autant que les podiums. Quand à ceux qui ne découragent, même pas l'indolence officielle de l'endroit, ils trouvent encore le moyen de disputer, au sens philosophique du terme, du son des saxophones, de la vitalité du jazz et des courants actuels du genre.

David Sanborn, cette année, est un beau sujet de débat. Echappé des studios new-yorkais où l'on se faisait conduire à la suite, on a vu pour l'entendre (comme Mike Brecker), très remarqué chez Gil Evans, le saxophoniste alto au son très coupant fait actuellement beaucoup parler de lui. Ses disques, parfois qui-mauve, parfois à musique pour autoroutes californiennes, avec toujours cette pointe, le son qui attire l'attention, se vendent bien. Ils débordent largement le public du jazz, et ce succès soudain ne va pas sans l'étonner. Mais quand les grands requins de studio, habitués aux atmosphères confinées et au seul jugement de leurs pairs, descendant sur scène en cignant des yeux, l'effet est impressionnant. Une certaine façon, à cause de l'anonymat et de l'accent professionnel sans projet, le studio les protège. Sans qu'on connaisse son nom, David Sanborn a joué pour tous les groupes de tous les styles, jusqu'au dernier disque des Rolling Stones qui avait déjà choisis Sonny Rollins. Sur scène, il faut s'exposer et proposer une vraie musique.

C'est ce que fait Sanborn est été avec un cortège très « funk », où les guitaristes ne lésinent pas sur la gestualité et l'exubérance effrénées. Oubliant un instant les critères convenus : le résultat est plutôt spectaculaire et pas si insignifiant. Plus que le son, David Sanborn en train de développer, sur des motifs encore plats, une belle invention harmonique. Si l'on sait encore que les saxophonistes, aujourd'hui, se reflètent en douce des partitions de Mike Brecker, on se fera une idée des tendances. On peut toujours le relativiser dans un moment qui ne compte pas tant, mais on peut aussi, en prêtant attention à un personnage très effacé, d'ailleurs très convenable et discret, le saxophoniste qui a tourné avec Jay Johnson : Harold Land.

FRANCIS MARMADE.

FESTIVALS

A AIX-EN-PROVENCE

Le « Barbier » et le « Messie »

Après la Finta giardiniera, de Mozart, on tombe de haut. Ce Barbier de Séville, de Rossini, aux semelles de plomb, laid à regarder, banni musicalement, est un ratage inexplicable pour le Festival d'Aix-en-Provence et pour le metteur en scène napolitain Roberto de Simone, qui était pourtant précédé d'une flatteuse réputation.

Les décors déjà nous avaient mis en garde, fenêtres grillagées et arceaux couleur de beurre rance avec des rideaux framboise. Mais les costumes étaient plus : Figaro en torse rouge-rouge, Almaviva en marquis d'Empire à bicorne napoléonien, et la malheureuse Rosine comme un pot à tabac dans une robe de bonniche endimanchée, exposant une poitrine débordante. Et la mise en scène ne vaut pas mieux avec ses farces grasses inventées à grand frais à partir de procédés scélérats où les effets sont écrasés. Comme si ce n'était pas assez, on a droit encore à une multiplication par quatre de Figaro, Basile et Rosine, douze Figaro qui galopent dans les couloirs et les escaliers pour amuser le tapis.

Du moins pourrait-on se contenter d'écouter sans voir, mais ce n'est guère plus satisfaisant : le Nouvel Orchestre philharmonique si arien et poétique dans Mozart paraît gris et plat sous la baguette, précise mais sèche de Gian-Luigi Gelmetti, dépourvu de sève. Lucia Valentini-Terrini, malade, est remplacée par la Polonoise Ewa Podles qui chante correctement le rôle acrobatique de Rosine, mais manque vraiment de charme, de jeunesse et de gaieté. Le Figaro de Mikael Melbye est lourd, de qualité commune et ses vocalises sont heurtées et pas très justes. Robert Gambill ferait un Almaviva possible, malgré une voix assez monocorde, s'il n'était d'une raideur de soldat de plomb, incapable de simuler la moindre ivresse.

Seules consolations, l'énorme Bartolo de Jules Bastin, léger et gai comme Bibendum, et surtout José Van Dam qui fait un fameux nuntio dans l'air de la colonne et donne à ses camarades une leçon de phrasé et d'art de la scène, filée dans la bouffonnerie la plus démesurée, acteur trop fin pour n'avoir pas tiré son épingle du jeu.

Le Festival d'Aix nous procurait heureusement d'autres joies, et d'abord le Messie de Haendel, dirigé par John Eliot Gardiner avec ses brillants partenaires des English Baroque Solists et du Chœur Monteverdi. L'exécution cependant pouvait surprendre par son extrême

rigueur, ceux qui ont dans l'oreille les grands déploiements pompeux de la tradition, surtout dans l'air sec du Théâtre de l'Archevêché où l'on ne retrouve pas la réverbération flatteuse des églises. Un de nos confrères italiens, partition à la main, manifeste une vive agitation toute la soirée et murmure à la fin en français : « Quel désastre ».

Le parfum et le sourire

Nous étions loin en effet de l'italie avec cette interprétation d'un prodigieux dépouillement, dépourvue de toute grâce, mais qui faisait saillir la moindre nuance du texte : la joie, la douleur, la colère, l'immense compassion, l'espérance, le drame, tout cela nous frappait au visage. Les chanteurs et solistes regardaient le public droit dans les yeux avec une vérité directe, forte et contagieuse. C'était la Bible contemplée à livre ouvert dans la verdure de la Parole, lue par le peuple à la lettre.

Cette expression ramassée, d'une énergie et d'une expressivité formidables, jaillit des gestes perpétuellement sous tension de Gardiner, où le module baroque visait au plus simple, à l'authenticité absolue, sans rien concéder à l'effet gratuit. La robuste et radieuse Judith Nelson, la contralto Catherine Denley, habité et voix d'ange, la haute-contre Michael Chappell, le ténor Wynford Evans au sourire ineffable, et John Tomlinson, terrible basse, porteur des décrets sans réplique du dieu des armées, tous ces solistes et le chœur d'une richesse exceptionnelle ont gravé en nous les grandes mystères, les fortes certitudes de la foi que Haendel avait réunis en bloc pour chanter la gloire de Dieu avec un réalisme dramatique, une lyrique soufflant en tempête, une tendresse bouleversante, une énergie indomptable, jusqu'à cette vision ultime de l'apocalypse où toutes les voix s'enchevêtrent en un Amen rugueux d'une extrême densité, sans aucune gloire, car « la gloire est à Dieu seul ».

Ne quittons pas Aix sans mentionner les délicieux concerts de l'après-midi dans le cloître Saint-Sauveur au milieu des lauriers-roses, tel ce récital de clavecin où Scott Ross a entrelacé malicieusement des Sonates de Scarlatti avec des Suites de Haendel dans le même tonalité comme pour donner à celles-ci un grain de fantaisie, le parfum et le sourire qui manquent parfois dans leurs brillants jeux contrapuntiques quelque peu abstraits. Mais sous les doigts de cet merveilleux artiste amé-

ricain, toute cette musique est ciselée comme une coupe d'or fin, remplie de chansons, de danses piécesses et de rêves lumineux.

JACQUES LONCHAMPT.

« Trois opéras seront donnés l'an prochain au Festival d'Aix : les Noces de Figaro, Ariane à Naxos et Orfeo de Monteverdi dirigé par Michel Corboz, qui fera l'objet d'un film réalisé par Claude Corcia et d'un disque produit par Erato avec le concours d'Antenne 2, Canal Plus et la Société suisse de radio-diffusion ».

Centres dramatiques nationaux

DES PRÉCISIONS DE M. ABIRACHED

Le metteur en scène Youri Liovinov, ancien directeur du théâtre de la Taganka à Moscou, a été présenté pour prendre la direction du théâtre de Bobigny, a confirmé mardi au Bobigny, M. Robert Abirached, directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la culture. Toutefois, a précisé M. Abirached, cette nomination « ne pourra être rendue officielle qu'au terme des négociations » qui se poursuivent entre les intéressés.

En revanche, M. Abirached a opposé un démenti formel à la nomination de René Gonzales dans un des deux centres dramatiques nationaux de Lyon ou de Nice (le Monde du 17 juillet). Le contrat de Jacques Weber se poursuit normalement au théâtre du Huitième à Lyon et aucune décision n'a été prise pour le moment au sujet de Nice, a-t-il précisé.

■ PROLONGATION. - Le grand ensemble de ballet de Buzand, qui se produira à Bobigny le 3 juillet, prolongera ses représentations jusqu'au 29 juillet. Les représentations devaient à l'origine s'interrompre le 22 juillet.

■ ECOLE D'ART LYRIQUE DE PARIS. - Le jury de l'Ecole d'art lyrique de Paris a retenu six jeunes chanteurs âgés de vingt-huit à trente-deux ans, au terme d'un concours qui opposait cent quarante candidats. Hubert François (baryton), Antoine Garcia (baryton-basse), Gwendoline Le Gallie (mezzo-soprano), Joëlle Frygowski (soprano), Danielle Streiff (soprano) et Edith Venesio (soprano) rejoindront à la rentrée les quarante étudiants qui suivent déjà des cours à l'Ecole d'art lyrique que dirige Michel Staschak.

CINÉMA

« LA CONDITION DE L'HOMME », de Masaki Kobayashi

Morale d'une épopée japonaise

Un critique littéraire qui invite ses lecteurs à se pencher sur la rédaction d'un ouvrage excellent et particulièrement long n'apprécierait pas le besoin d'assortir sa recommandation d'un préambule prudent ou d'un mode d'emploi. Avec le cinéma, il en va autrement. La Condition de l'homme doit d'abord être lue et lue vite. On est obligé d'annoncer la durée avant le coupure, car il s'agit là d'un record difficilement envisageable.

Il convient donc avant toute chose de préciser que l'on sort du film de Masaki Kobayashi très heureux, un peu chancelant, l'œil fixe, et disposé à rêver en cinémascope et en japonais. On a la double satisfaction d'avoir assisté à une superbe entreprise et de l'avoir, sans effort, suivie jusqu'au bout. Etant entendu que des pensées sont aménagées entre chacune des trois parties de l'œuvre, projetée pour la première fois en continué dans une salle parisienne. Une aventure que l'on n'est pas prêt de voir se renouveler.

Kobayashi a vingt-six ans, et il travaille depuis huit mois comme assistant-réalisateur au sein de la grande compagnie Shohiku, quand il part pour la guerre, en 1942. En avril, il est en Mandchourie. Deux ans plus tard, il est transféré dans les îles Ryukyu, et c'est là qu'il assiste à la fin des combats. Puis il se retrouve prisonnier à Okinawa, et ce n'est qu'en novembre 1946 qu'il rejoint le Japon, et son travail. Presque tous ses films à venir, marqués aussi par l'occidentalisation du Japon, va être puisés là, dans l'expérience et l'observation de l'horreur.

Entre-temps, Kurosawa et Kinoshita (son maître et ami) sont devenus réalisateurs. Kobayashi, lui, attendra 1952 pour signer son premier film, et il ne sera guère prolifique. Présenté par ses biographes comme un perfectionniste, cet historien des arts d'un manifeste va être un des quatre grands cinéastes japonais des années 50. Mais dans les années 70, qui se souvient encore du cinéma « engagé » de Kobayashi ? Il se voit refuser de nombreux projets (1). Les traumatismes de la guerre l'ont poussé à s'occuper de la vie des gens, à la génération des années 60, Okinawa en tête, est passé par là et a rejeté le « sentiment de victimisation » des aînés et de la vieille gauche en général, pour prêter le regard de l'indivisible. Individualiste, Kobayashi l'est. Ses films ont une réaction de l'homme et de ses émotions, par la féodalité (Hara-Kiri, 1962, Rébellion, 1967) et par la guerre (Le Pigeon aux murs épaisses, 1953, Rivière noire, 1957, La Condition de l'homme, 1959-1961, Faveur pour un homme épuisé, 1968). Mais cet

humanisme-là, même si Kobayashi s'éloigne plus tard de la critique sociale pour s'attacher à des combats plus introspectifs (Kaseki, 1975, film sur le cancer), est toujours, souligne Oshima, en lutte contre quelque chose et, à ce titre, relève encore d'une forme de soumission.

Noël Burch, dans Pour un observateur lointain (2), détache bien sûr Kurosawa au sein du cinéma japonais d'après-guerre, et voit en Ichikawa l'auteur qui a su le mieux utiliser les techniques de narration occidentales. Mais il traite dans ce qui nous intéresse ici : « Le film est un assemblage presque caricatural des clichés qui, dans le cinéma occidental, ont si longtemps servi à déterminer la production de sens ».

Le héros, Kaji, interprété par Tatsuya Nakadai, qui sera souvent le porte-parole à l'écran de Kobayashi, est bien un personnage d'épopée cinématographique, dont l'auteur s'attache à construire la psychologie. Suffisamment spectaculaire pour capter l'attention d'un public international, à la fois réaliste et constamment accompagné de dialogues didactiques, le film est cependant d'une fascination étrange.

Les limites du réformisme

Kaji est bien ce contre quoi Oshima, à l'ouverture : une victime masochiste qui, dans la première partie, décourage toute envie d'identification chez le spectateur d'aujourd'hui. Jeune, intellectuel libéral, envoyé comme chef de personnel dans une mine de Mandchourie, il s'interpose entre la cruauté des contraindres et les Chinois, prisonniers ou non, que l'on traite en esclaves. Mal vu de ses pairs, rejeté par les Chinois patriotes, tiré à droite par l'amour de son épouse et à gauche par sa conscience, Kaji illustre à merveille ce que l'on aurait appelé naguère les limites du réformisme.

Dévoûtement isolé, Kaji sera quand même récompensé. Il choisit définitivement son camp - celui des humiliés - en intervenant au cours d'une exécution capitale. Il découvre alors, et pour toujours, ce que veut dire, pour l'humanité, le mot solidarité.

Kaji a payé cher ce geste qui accorde sa morale et ses actes. Le voici (seconde partie) sur les traces

de Kobayashi, en service militaire, ce à quoi il avait échappé. L'intellectuel est devenu un soldat aguerri. Sa force de caractère - et l'amour de sa femme - le protègent. Minutement, Kobayashi décrit maintenant une autre forme d'escalade, celle qui sévit dans l'armée japonaise. A la folie disciplinaire, broyant les plus faibles, s'acharnant sur l'individu, Kaji peut d'autant mieux s'opposer qu'il est un élément exemplaire. Comme dans la mine, mais avec plus d'intelligence, donc d'efficacité, Kaji s'emploie à démontrer qu'en traitant les gens humainement, on obtient d'eux de meilleurs résultats qu'en les martyrisant. Après avoir connu un repos aussi doux que bref dans un hôpital, après avoir maîtrisé l'art de se situer entre le courtier et l'ennemi, il va se battre contre les Russes, affronter la mort - celle des autres -, continuer de s'interroger sur sa propre monstruosité et survivre, après l'apocalypse des champs de bataille.

Troisième partie (la plus belle). Sans renoncer à secourir son prochain, Kaji ne pense plus qu'à son bonheur, à l'amour. Mourir serait une défaite, et il marche vers son épouse, au sens propre comme au sens figuré. Le Japon est vaincu, Kaji et quelques compagnons, loin de leur pays, sont livrés à leur seule volonté de s'en sortir. Tout cela pour devenir prisonniers des Russes. Kaji, qui a croisé deux communistes dans sa vie de soldat, va alors se faire traiter de fasciste japonais.

Son périple est ainsi un parcours initiatique jalonné de services, d'histoires atroces, d'espoirs et de rencontres fugitives. Evitant au maximum les procédés romanesques, Kobayashi a une manière radicale de faire comprendre comment la société, en proie à ses pires démons, s'arrange pour sacrifier les vies humaines : il lui suffit de créer un personnage, de lui accorder une personnalité, une sensibilité, pour le liquider presque aussitôt, violemment, simplement.

Kaji l'humaniste termine court. Pour savoir ce qu'il advient de son indomptable courage, il faut vite se rendre à l'Olympic et se laisser emporter par le film fleuve.

CLAIRE DEVARREUX.

* Olympic, 14.

(1) Parmi les projets que Kobayashi n'a pu réaliser : une quatrième partie pour La Condition de l'homme, qui aurait traité des procès des crimes de guerre.
(2) Pour un observateur lointain : « Forme et signification dans le cinéma japonais ». Livre indispensable, paru en France en 1982. Ed. Cahiers du cinéma, Gallimard.

EXPOSITIONS

Manuscrits lorrains

Un cadre historique à la hauteur des pièces brisées : plus de 110 livres manuscrits et 40 parchemins d'origine lorraine datés du VIII^e au XVI^e siècle, sont exposés dans la chapelle des Cordeliers qui jouxte le musée lorrain de Nancy. Michel Parisse, professeur d'histoire médiévale à l'université de Nancy, a réalisé cette exposition d'envergure, en collaboration avec M. Hubert Collin, directeur départemental des archives. « La grand public ne connaît pas les manuscrits », disent-ils. Leur étude demeure réservée à certains initiés qui, en raison des impératifs de conservation, ne les font sortir des bibliothèques que pour les besoins de leurs recherches ».

L'exposition est d'une ampleur rare puisque certains de ces documents lorrains ont été prêtés par les bibliothèques du British Museum, de Cambridge, d'Oxford et de Leipzig (Suisse), de Munich, de Berlin, de Madrid, d'Amsterdam et de l'évêché de Trêves. Au cours des siècles, en effet, nombre de manuscrits ont quitté la France. Ils n'ont pu être restitués, pour la plupart, qu'à la suite de minutieuses investigations menées par des chercheurs lorrains.

J.-L. B.
★ Chapelle des Cordeliers à Nancy, jusqu'au 29 juillet, sauf le lundi.

■ MORT DE ROBERT VRINAT. - Le critique d'art Robert Vrinat, est mort le mardi 10 juillet. Il était âgé de soixante et onze ans. Vice-président du syndicat de la presse artistique française, Robert Vrinat avait collaboré à de nombreux journaux parmi lesquels le Figaro et les Nouvelles littéraires.

■ VITEZ RESTE A CHAILLOT. - Le Journal officiel publie, mardi, le décret portant nomination d'Antoine Vitez comme directeur du Théâtre national de Chaillot (TNC), à compter du 1^{er} juillet, pour une nouvelle période de trois ans. C'est le second mandat d'Antoine Vitez à la tête de Chaillot, dont la saison 1984-1985 sera, notamment, consacrée au théâtre musical et à la célébration du centenaire de la mort de Victor Hugo.

GIACOMETTI AU CHATEAU DE TANLAY

Sur les chemins de la création

Près de Tonnerre, le château de Tanlay abrite dans ses communs un nouveau centre d'art contemporain. A vrai dire c'est l'ancien centre du château d'Ancey-le-Franc qui a été agrandi à quelques kilomètres de là. C'est toujours l'association Yonne et Tourisme, présidée par Jean-Pierre Soisson, qui le patronne. Et c'est toujours Louis Delédio qui l'anime. L'organisateur des expositions « Les chemins de la création », naguère prestigieuses, ne perd pas une occasion de faire des manœuvres. Les appuis conjugués du conseil général de l'Yonne, du conseil régional de Bourgogne, de la Caisse des monuments historiques et du ministère de la culture en sont venus à bout.

Tanlay, que son propriétaire, le comte de La Chanvinière, a mis généreusement à sa disposition, est un admirable château de la Renaissance au long passé historique qui mérite lui-même une visite, autant pour son architecture que pour ses collections. Une double exposition vient, pour tout l'été, en compléter l'intérêt. Les locaux, fort bien aménagés, sont assez vastes en effet pour accueillir, sur deux niveaux séparés, un ensemble complet des œuvres sur papier d'Alberto Giacometti et les plus belles pièces que Louis Delédio a pu à nouveau récupérer des manifestations antérieures.

L'art graphique de Giacometti ne doit bien sûr pas faire oublier son génie de sculpteur. Mais c'est l'occasion unique d'englober d'un coup d'œil le rassemblement temporaire d'œuvres dispersées un peu partout, dessins, gravures, lithographies, voire huiles sur papier - L'homme qui marche, Femme debout - où l'extrême expressionnisme des formes, en leurs traits essentiels, préfigure des plâtres à venir. Quant aux dessins, ce ne sont pas en général des « dessins de sculpteur », mais la fixation spontanée de personnages saisis sur le vif, d'objets, natures mortes ou paysages scrupuleusement reproduits d'après nature.

Giacometti ne croyait qu'à la visible. Mais quelle projection dans l'abolu de données périssables par

des mains puissantes habituées à malaxer la matière ! Quelle émotion transfigure en eux-mêmes les êtres cher ! La mère de l'artiste, son frère Diego, le fils fidèle - à qui d'ailleurs est dédiée l'exposition - deux portraits de Pierre Loeb, dont l'un au moins, celui de l'homme à la pipe, est proche de la perfection. Et de pénétrants autoportraits. On découvre d'autres dessins très rares, marqués de l'influence cubiste avec les corps découpés en volumes, et un de l'avenue surréaliste pleine d'humour. Toutes les périodes d'une extraordinaire trajectoire sont présentes au rendez-vous, y compris la fameuse série de lithos de Paris sans fin. Cinquante-six numéros au catalogue...

Il n'en fallait pas moins pour fêter la résurrection des jours de gloire d'Ancey-le-Franc dont les « Chemins de la création » passant par la Bourgogne avaient peu à peu, de 1963 à 1981, drainé un public grandissant. En faut-il rappeler les principales étapes ? L'hommage à André Alvard, les dessins de peintres, dessins de sculpteurs, dessins d'écrivains. Estève, le pastel, formes rituelles... On ne va pas, ici, faire l'énumération interminable de tous les renaissances au pays du chaillat, du pathétique autoportrait d'Antonin Artaud au sublime paysage (dessiné au crayon) de Balhaus, au portrait de Duchamp par Bellmer, à Capitale de la douleur, de Bernath, au crâne de Fernandez...

Citons au hasard Chassais, Fred Deux (autoportrait), Dodeigne (faisan), Dubuffet, Kupka, Marfaing, Maryane, Mason, Michaux (encres de Chine), Nevelson, Penalba, Requichot, Geer Van Velde, etc., et un dessin de Victor Hugo, ainsi que l'empreinte de la main gauche d'André Breton et seize pièces rarissimes d'art primitif.

Un vrai musée vient de naître, ne serait-ce qu'une saison, un « musée à la campagne » dans un lieu idéal, entouré de grands arbres et d'eaux vives.

JEAN-MARIE DUNOYER.

مكتبة الأصيل

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 19 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 **Passport pour la forme** : Foca (Turquie). Emission de C. Barma et A. Knäpen. En Turquie, avec quelques grands sportifs français : Jean-Pierre Rives, Sophie Berger (karaté), Michel Bevrer (cascadeur)... quelques chanteurs : Valérie Mairesse... quelques comédiens : François Duval...
- 21 h 35 **Téléfilm** : L'Espagnol. D'après le roman de Bernard Clavel. Adapt. B. Clavel et J. Frai, avec J.-C. Rolland, D. Davry, L. Corne... (à partir redif.). 1939 : deux républicains espagnols sortis de la guerre d'Espagne sont engagés comme ouvriers dans un petit village du Jura. Leur adaptation dans un monde dur qui cache les débuts de la seconde guerre mondiale. Une œuvre de télévision tout à fait remarquable.
- 23 h 10 **Journal**.
- 23 h 25 **Vivre en poésie** : L'Enfant et le Poète. Emission de J.-P. Rosnay.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 **Télévisions du monde** : Meurtre à bon compte. Soirée de la télévision ouest-allemande. Téléfilm de la ZDF-RFA, d'après une nouvelle d'Oscar Wilde, réal. R. Gregan. Un conte, des comédies, des écrivains, un château et l'enterrement d'un grand oncle riche. Une série de machinations.
- 22 h 5 **Cirque** : Zirkus-Zirkus. Une séquence spécialement conçue pour les petits et les grands dans le célèbre série de la chaîne allemande ZDF : Zirkus-Zirkus : la famille Weber et ses chimpanzés : les Spindlers et leurs éléphants : Jürgen Harandi et ses tigres : Une Schwichtenberg et son âne : la Chérienne Truppe, des acrobates : Les Ermines, des jongleurs : Petra au trapèze : Berolina le manège moine : The New French et The Great Folcos, les clowns.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 **Téléfilm** : Les Insomnies de Monsieur Pluade. De F. Kneier et J. Desques, avec J. Dufré, H. Vallier, P. Maguelon... Un petit village de Haute-Provence autour d'une histoire de clocher. Une cloche qui sonne trop fort, des habitants muets, des intrigues politiques...
- 22 h 5 **Journal**.
- 22 h 25 **Parole de régions**. FR 3 Aquitaine : le Pays basque.
- 22 h 35 **Préface à la nuit**. Symphonie Salzbourg KV 136, de W. A. Mozart, interprétée par l'Orchestre des solistes de Berlin.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 « Kyras Kyras », de Panos Istrati (2^e partie). Avec S. Joubert, E. Legrand, N. Nerval...
- 22 h 30 **Noëls magiques** : Saint Domingue.

FRANCE-MUSIQUE

- F.M. à Aix-en-Provence**.
- 21 h 30 **Concert** (donné à l'Opéra de Nice le 18 juillet 1984) : Ouverture en ré, de Numa-Garcia ; Concerto pour piano, de Numa ; Variations élémentaires, de Krieger ; Histoires, de Lorenzo Fernandez ; Chorus n° 6, de Villa-Lobos, par l'Orchestre philharmonique de Nice, dir. M. Numa, sol. M.L. Corcor, piano.
- 23 h 30 **Les sélections de France-Musique**.

Vendredi 20 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 **TF 1 Vision plus**.
- 11 h 58 **Quarante ans déjà**.
- 12 h **Bonjour, bon appétit**. Petit pitié de crabe à la vapeur.
- 12 h 30 **Cocktail maison**.
- 12 h 40 **Météo d'été**.
- 13 h **Journal**.
- 13 h 30 **Série** : la conquête de l'Ouest.
- 15 h 20 **Sanséance** : le sport et la santé : médecine du Mexique et du Moyen-Orient ; la flore intestinale ; les marguerites.
- 16 h 30 **Croque-vacances**. Dents animés, variétés, infos-magazine, feuilleton.
- 18 h **Dessin animé** : Dog fether.
- 18 h 10 **Auto-auto à cent ans**. Le code de la route.
- 18 h 30 **Tour de France cycliste**.
- 18 h 20 **Histoire sans paroles**.
- 18 h 40 **Tour de France (résumé)**.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Variétés** : Claude François. Emission de M. et C. Carpentier. Des extraits des plus illustres émissions de télévision consacrées à l'adolescence des années 70. Cécile avec Mireille Mathieu, Michel Sardou ou Gilbert Bécaud...
- 21 h 40 **Ce jour-là** : la classe 1928. Réal. M. Schindler et Y. Dalain. Le service militaire en Suisse. Un voyage au Palais des expositions, à Genève, avec la classe de l'année 1923. Fanfres, ses à poils, musiques...
- 22 h 40 **Temps X**. Emission d'I. et G. Bogdanoff. La quatrième dimension.
- 23 h 10 **Journal**.
- 23 h 25 **Les symphonies** : Scorpion, Judas Priest, Iron Maiden.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 **ANTIOPE**.
- 12 h **Journal**.
- 12 h 10 **Série** : Les globe-trotters.
- 12 h 30 **Cyclisme** : Tour de France.
- 12 h 45 **Journal**.
- 13 h 35 **Série** : Des agents très spéciaux. La vie d'une hémicuse.
- 14 h 25 **Aujourd'hui la vie**. France secrète : Mercantour et alentours.
- 15 h 25 **Sport** : Basket-ball : finale du championnat universitaire des Etats-Unis ; Athlétisme, championnat de France des jeunes.
- 18 h **Récoré A 2**. Superbug : clip Téléfoot.
- 18 h 30 **C'est la vie**. Site, musée, vacances insolites.
- 18 h 50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 **Emissions régionales**.
- 19 h 40 **Le théâtre de Boulevard**.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Série** : Machinations. De J.-P. Pétroli, réal. B. Gantillon, avec T. Karyo, R. Vogler, D. Chalen... Marc et Charlotte tentent de retrouver Meyer à Londres. Pendant ce temps, Anna et Rinaldi inventent aux commandes de Meyer les photocopies de leurs travaux...



- 21 h 35 **Apostrophes**. Magazine littéraire de B. Pivo. Sur le thème « Personnes contestées », sans invités :

- Jean-Marie Apostolides (les Métamorphoses de Tintin), Pierre Boutang (Maurice, la destinée et l'œuvre), Jean-Philippe Domecq (Robespierre, derniers temps), Jean Elieinstein (Staline).
- 22 h 50 **Journal**.
- 23 h **Ciné-été** : le Moïse le plus beau. Film français de G. Blanc (1967), avec G. Girard, M. Gahery, M. Bapteste, Y. Reiser, J. Bouise, M. Noël. En mai 1940, dans un petit village à l'écart de la guerre une querelle de famille oppose le maître et un charpentier. Mais la guerre se rapproche et l'armée vient construire un pont, pour raisons stratégiques. Film populaire, réalisé par un ancien assistant d'Eisenstein. Etude de mesure, mutations humoristiques, excellentes pittoresques interprétations.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 3 **Jeu littéraire** : Les mots en tête.
- 19 h 18 **Emissions régionales**.
- 19 h 40 **Fête de la musique à Lyon**.
- 19 h 55 **Dessin animé** : l'inspecteur Gadget.
- 20 h 5 **Les jeux**.
- 20 h 35 **Vendredi** : Au-delà de la guerre... Tohad, printemps 84. Magazine d'information d'André Campana. L'organisation militaire pour frontières dans une des régions les plus pauvres d'Afrique, théâtre d'une guerre qui ruine l'économie. Au Tohad, le reportage d'Angé Casto traite des premiers contacts de deux infirmiers africains avec l'ordinateur.
- 21 h 30 **Série** : Mazarin. De Pierre Molaut avec F. Poirier, M. Sarcey, S. Bouy... (Rediffusion).
- 21 h 40 **Le vie de l'illustre Giulio Mazarin**, alias Mazarin, maître dans l'art de gouverner. Un Machiavel.
- 22 h 25 **Journal**.
- 22 h 45 **Parole de régions**. FR 3 Aquitaine : carbones, carbones.
- 22 h 55 **Préface à la nuit**. Poème et barcarolle d'Hector Viénot, interprétés par Jeanine Viénot, pianiste.

FRANCE-CULTURE

- 7 h **Révisé en d'autres lieux**.
- 8 h **Les chemins de la connaissance**.
- 8 h 50 **Échec au hasard**.
- 9 h 5 **Matinée de temps présent** : l'entreprise comme nouvelle culture.
- 10 h 30 **Le texte et la marge** : Biographie de Suzanne Valadon, avec Jeanne Champetier.
- 10 h 50 **Musique** : Quelques singularités des opéras de Mozart (« Don Giovanni » : plaidoyer pour don Ottavio) [et à 14 h 50 : Un air écossais de « Così fan tutte »].
- 12 h 5 **Agora**.
- 12 h 45 **Paroles**.
- 13 h 32 **On commence** : A. Avignon.
- 14 h 10 **Un livre, des voix** : « Une enfance pour la vie », de Paul Guille.
- 16 h 3 **Radio Canada** : La philosophie existe-t-elle au Québec ?
- 16 h 33 **Les rencontres de Robinson**, avec Maryse Condé.
- 16 h 30 **Bonnes nouvelles, grandes comédies** : les yeux de la panthère, d'André Bérès, par Danièle Léborin.
- 19 h 30 **Les grandes avenues de la science moderne** : la sexualité.
- 20 h **Les enjeux internationaux**.
- 20 h 30 **Aphorisme la grande déesse**, par M.-H. Fraissé. Avec J. Karageorghis, A. Hermaty et J.-J. Walter.
- 21 h 30 **Avignon**.
- 22 h **En direct d'Avignon** : le cycle du roi Arthur, récit chanté, réal. B. de la Salle, musique : J.-P. Aubourg. Avec S. Bonlangier, M. Hindouci, E. Marchand, P. Mesuret, A. Patriz, A. Quoniam.
- 5 h 30 **L'année comme un vent loquace**.

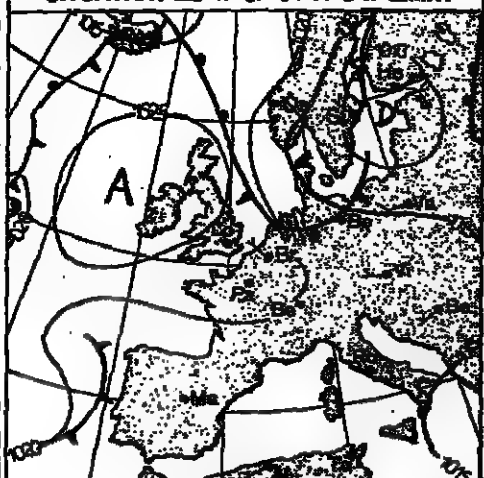
FRANCE-MUSIQUE

- 2 h **Les nuits de France-Musique**.
- 7 h 10 **Actualité du disque compact**.
- 9 h 5 **Méditerranée** : Un Italien à Madrid ; œuvres de Boccherini, Scarlatti, Mozart.
- 12 h **Concert** (en direct du cloître Saint-Sauveur) : musique traditionnelle indienne.
- 13 h 5 **Le jazz en Sud**.
- 14 h **Chasses aux trésors** : la RFA ; œuvres de Bach, Debussy, Böhm, Busoni, Bartok, Adorno.
- 17 h **L'imprévu**.
- 18 h **Une heure avec...** Paul Esswood et Lawrence Schrubbs ; œuvres de Mozart, Schumann.
- 20 h **Avant-concert**.
- 20 h 15 **Concert** (en direct de Baden) : Messe n° 13 en si bémol majeur « de la Création », Messe n° 12 en si bémol majeur Thérèse d'Avon, de Haydn, par l'Orchestre symphonique du Südwestfunk, dir. K. Kord.
- 22 h 15 **Les sélections de France-Musique** (en direct du « Hot Brass ») : Nuit du jazz.

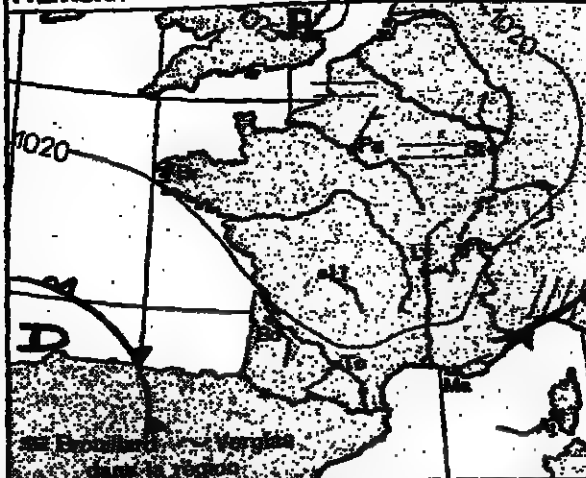
INFORMATIONS

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19-07-84 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 20-07-84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 20 JUILLET

A 0 HEURE (GMT)

Evolution du temps en France entre le jeudi 19 juillet à 0 heure et le vendredi 20 juillet à 24 heures.

L'anticyclone centré à l'ouest des îles Britanniques dirige une dorsale vers le nord-ouest de la France ; les perturbations qui circulent sur l'Europe centrale.

Vendredi, le beau temps clair à peu nuageux prédominera dès le matin sur la plupart des régions ; des brumes en sauges bas seront toutefois observées du Nord à la Lorraine et aux Alpes.

Au cours de la journée, le temps sera chaud et ensoleillé malgré quelques passages nuageux temporaires sur les régions de l'Est, des Vosges au Jura et aux Alpes ; le soir, quelques sauges élevés apparaîtront près de côtes atlantiques.

Les températures, en hausse, seront voisines de 13 degrés à 17 degrés au début de journée (18 degrés à 22 degrés près de la Méditerranée) ; l'après-midi, elles atteindront 22 degrés à 25 degrés sur les régions du Nord-Est, 28 degrés à 32 degrés de l'Atlantique à la Méditerranée, 23 degrés à 28 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique redouble au niveau de la mer était à Paris, le 19 juillet à 8 heures, de 1022,1 millibars, soit 766,6 millimètres de mercure.

Température (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 juillet ; le second le minimum de la nuit du 19 au 20 juillet) : Ajaccio, 26 et 12 degrés ; Biarritz, 27 et 13 ; Bordeaux, 28 et 13 ; Bourges, 25 et 13 ; Brest, 23 et 13 ; Caen, 24 et 12 ; Charbourg, 21 et 12 ; Clermont-Ferrand, 23 et 8 ; Dijon, 22 et 11 ; Grenoble-St-M-H., 27 et 11 ; Grenoble-St-Genès, 24 et 8 ; Lille, 20 et 13 ; Lyon, 24 et 10 ; Marseille-Marianne, 29 et 15 ; Nancy, 22 et 11 ; Nantes, 26 et 15 ; Nice-Côte d'Azur, 26 et 17 ; Paris-Montsouris, 24 et 16 ; Paris-Orly, 24 et 15 ; Pau, 28 et 12 ; Perpignan, 26 et 15 ; Rennes, 26 et 12 ; Strasbourg, 22 et 12 ; Tours, 25 et 11 ; Toulouse, 28 et 12 ; Poitiers-Père, 30 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 17 ; Amsterdam, 20 et 13 ; Athènes, 31 et 21 ; Berlin, 19 et 14 ; Bonn, 19 et 13 ; Bruxelles, 21 et 12 ; Le Caire, 37 et 21 ; Casablanca, 33 et 25 ; Copenhague, 23 et 14 ; Dakar, 29 et 24 ; Djibouti, 27 et 18 ; Genève, 25 et 9 ; Istanbul, 27 et 21 ; Jérusalem, 30 et 21 ; Lisbonne, 23 et 15 ; Londres, 25 et 15 ; Luxembourg, 18 et 13 ; Madrid, 26 et 15 ; Moscou, 28 et 19 ; Nairobi, 26 et 13 ; New-York, 25 et 21 ; Palma-de-Majorque, 29 et 13 ; Rio-de-Janeiro, 28 (max) ; Rome, 29 et 14 ; Stockholm, 18 et 13 ; Tazour, 35 et 21 ; Tunis, 30 et 15.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 19 juillet :

UNE LOI

Portant modification de l'ordonnance du 2 novembre 1945 et en code de travail et relative aux étrangers séjournant en France et aux titres uniques de séjour et de travail.

DES DECRETS

Relatif à la réglementation de la garantie du titre des matières et ouvrages en platine, en or et en argent.

Relatif au Conseil national de l'information statistique et portant application de la loi du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistique.

Portant attribution d'une indemnité forfaitaire et spéciale à certains élèves de l'Ecole nationale d'administration.

Relatif aux conditions d'ouverture du droit des assurés sociaux aux prestations des assurances maladie, maternité, invalidité et décès et modifiant le décret du 25 mars 1980.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES BOMMES A PAYER

TOUS CUMULÉS COMPTÉS AUX BILLETTS ENTIERS

Les numéros à payer sont indiqués dans les colonnes pour les billes entières

0 : Tous les billes terminés par 0 gagnent 100 F dans toutes les séries

2 : Tous les billes terminés par 2 gagnent 100 F dans toutes les séries

79 : Tous les billes terminés par 79 gagnent 400 F dans toutes les séries

Numéros gagnants	Somme gagnée	Numéros gagnants	Somme gagnée
0345 1346 2346 3346 4346 5346 6346 7346 8346 9346	400		
0384 1384 2384 3384 4384 5384 6384 7384 8384 9384	400		
0438 1438 2438 3438 4438 5438 6438 7438 8438 9438	400		
0482 1482 2482 3482 4482 5482 6482 7482 8482 9482	400		
0534 1534 2534 3534 4534 5534 6534 7534 8534 9534	400		
0582 1582 2582 3582 4582 5582 6582 7582 8582 9582	4 000		

Numéros gagnants	Somme gagnée	Numéros gagnants	Somme gagnée
7789	1 000 F	7789	1 000 F
7789	10 000	7789	10 000
7789	10 000	7789	10 000
7789	10 000	7789	10 000
7789	10 000	7789	10 000
7789	10 000	7789	10 000

Numéros gagnants	Somme gagnée	Numéros gagnants	Somme gagnée
3888	10 000 F	3888	10 000 F
3888	10 000	3888	10 000
3888	10 000	3888	10 000
3888	10 000	3888	10 000
3888	10 000	3888	10 000
3888	10 000	3888	10 000

Numéros gagnants	Somme gagnée	Numéros gagnants	Somme gagnée
3888	10 000 F	3888	10 000 F
3888	10 000	3888	10 000
3888	10 000	3888	10 000
3888	10 000	3888	10 000
3888	10 000	3888	10 000
3888	10 000	3888	10 000

Numéros gagnants	Somme gagnée	Numéros gagnants	Somme gagnée
3888	10 000 F	3888	10 000 F
3888	10 000	3888	10 000
3888	10 000	3888	10 000
3888	10 000	3888	10 000
3888	10 000	3888	10 000
3888	10 000	3888	10 000

ARLEQUIN

TIRAGE DU 18 JUILLET 1984

LISTE OFFICIELLE DES BOMMES A PAYER

TOUS CUMULÉS COMPTÉS AUX BILLETTS ENTIERS

Les numéros à payer sont indiqués dans les colonnes pour les billes entières

1 : Tous les billes terminés par 1 gagnent 100 F dans toutes les séries

6 : Tous les billes terminés par 6 gagnent 100 F dans toutes les séries

7 : Tous les billes terminés par 7 gagnent 100 F dans toutes les séries

8 : Tous les billes terminés par 8 gagnent 100 F dans toutes les séries

9 : Tous les billes terminés par 9 gagnent 100 F dans toutes les séries

0 : Tous les billes terminés par 0 gagnent 100 F dans toutes les séries

1 : Tous les billes terminés par 1 gagnent 100 F dans toutes les séries

6 : Tous les billes terminés par 6 gagnent 100 F dans toutes les séries

7 : Tous les billes terminés par 7 gagnent 100 F dans toutes les séries

8 : Tous les billes terminés par 8 gagnent 100 F dans toutes les séries

9 : Tous les billes terminés par 9 gagnent 100 F dans toutes les séries

0 : Tous les billes terminés par 0 gagnent 100 F dans toutes les séries

1 : Tous les billes terminés par 1 gagnent 100 F dans toutes les séries

6 : Tous les billes terminés par 6 gagnent 100 F dans toutes les séries

7 : Tous les billes terminés par 7 gagnent 100 F dans toutes les séries

8 : Tous les billes terminés par 8 gagnent 100 F dans toutes les séries

9 : Tous les billes terminés par 9 gagnent 100 F dans toutes les séries

0 : Tous les billes terminés par 0 gagnent 100 F dans toutes les séries

1 : Tous les billes terminés par 1 gagnent 100 F dans toutes les séries

6 : Tous les billes terminés par 6 gagnent 100 F dans toutes les séries

7 : Tous les billes terminés par 7 gagnent 100 F dans toutes les séries

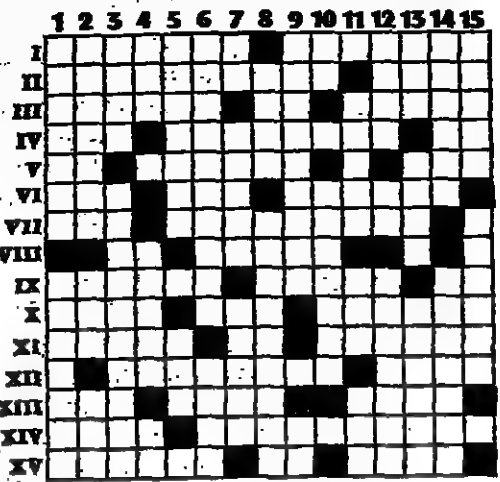
8 : Tous les billes terminés par 8 gagnent 100 F dans toutes les séries

« SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3757
HORIZONTALEMENT

I. N'est reconnu que s'il est civil. Une infection qui peut atteindre des majeurs - II. Pleines de vertus. Se fait parfois traiter de punaise. - III. Où il y a un vice. Montre souvent à la tête. Partie de manille, par exemple. - IV. Colère. Ké-
ratoses fut le spon-
sateur de Lys-
maque. Ville de
Norvège. - V.
Conjonction. Sur-
nom pour Jacob.
Dix, à l'étranger.
- VI. Portait les
armes. Une des
Cyclades. Quali-
fic une très
grande voie.
- VII. Endroit où
l'on voit le jour.
Les Odes triom-
phales de Pin-
dare. - VIII.
Tient bien la bou-
teille. Out use at-
titude au-
dacieuse. - IX. Un
homme qui a gé-
néralement beau-
coup de livres. Est déjà mort quand
il devient à la mode. Plus près de
trois que de quatre. - X. Retient la
mine. Qui a donc compati. Certaines
apportent un soutien. - XI. Lit tout
bas. Fin de bail. Etendu après avoir
séch. - XII. Au début furent de
vraies saucisses. Cri pour accueillir
un dieu. - XIII. Une bonne pomme
il va, il court, mais ne vole pas. Qui
a donc trop attendu. - XIV. La
Terre dans la mythologie scandi-
nave. Rendre comme un ventre
sufflé. - XV. Qui ne brille dans
plus. Sur la Bresle. Ville de l'Orne.



VERTICALEMENT

1. Plus on reste allongé et plus elle
devient grasse. Si on la bat, c'est
pour la faire circuler. - 2. Des
champs, ils sont généralement
cultivés. Se rendra. Quand il est
poussi, il y a beaucoup de morceaux.
- 3. Peut devenir fou quand il y a de
gros éclats. Qui n'est pas fait pour le
plaisir. - 4. Bate du Japon. Blanche
quand il y a du carbone. La fin de
six jours. - 5. Exige une stérilisation
totale. Celle de la République ne
dura pas longtemps. - 6. A les
talons dans l'estomac. Ne compte
pas. - 7. La moitié de rien. Lieu de
repos. Sont plus sympathiques
quand elles sont ouvertes. - 8. Qui a
peut-être été brutalisé. Nom qu'on
peut donner à l'univers. - 9. Fut
influencé par Fra Angelico. Dans
l'alternative. - 10. Circulaient à
Rome. N'ont pas besoin d'avoir
beaucoup d'effort quand on leur
demande de faire des doublures. -
11. Grand quand on a été touché.
On y voit parfois du sang. Cri pour
obtenir un autre morceau. -
12. Une certaine somme. Utile pour
faire des projets. Aujourd'hui, a plus
d'amateurs que le boulot. - 13. On
n'y trouve que des cailloux. Inter-
vient dans le calcul d'un quotient.
Comme un fruit sur lequel il y a des
mouches. - 14. Nom qu'on peut
donner à une vraie patate. Mis en
boule. - 15. Changé par une infir-
mière. Pour certains est bonne
comme la romaine.

Solutions du problème n° 3756

Horizontalement

I. Cardinaux. - II. Océanaires. -
III. Nattes. - IV. Furax. Omo. -
V. Il. Nid. - VI. Deb. Reine. -
VII. Usagé. - VIII. Taber. -
IX. Cailé. Ml. - X. Ecole. Gué. -
XI. Nyss.

Verticalement

1. Confidences. - 2. Acanle. Ac. -
3. Rétribution. - 4. Data. Sully. -
5. Inexorables. - 6. Ne! Egée. -
7. Aumônier. Ge. - 8. Ut. Min. Mu. -
9. Xérodèmes.

GUY BROUTY.

Histoire d'Amour par kony

CE QUI DEVAIT ARRIVER. ARRIVA :
ELLE DECIDA DE NE QUITTER.

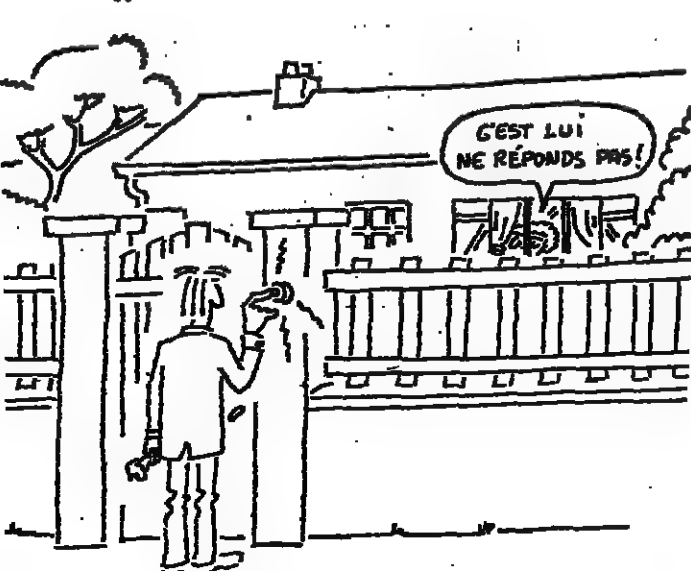
J'EUS BEAU PLEURER,
LA SUPPLIER...



... COMME ELLE M'AIMAIT...



... LA DEMANDER EN MARIAGE...



C'EST LUI
NE RÉPOND PAS!

Résumé. - Tous les efforts que faisait notre
héros pour comprendre, pour tolérer, ce qu'il
prenait pour trahison ne semblaient pas aboutir,
sinon au pire.

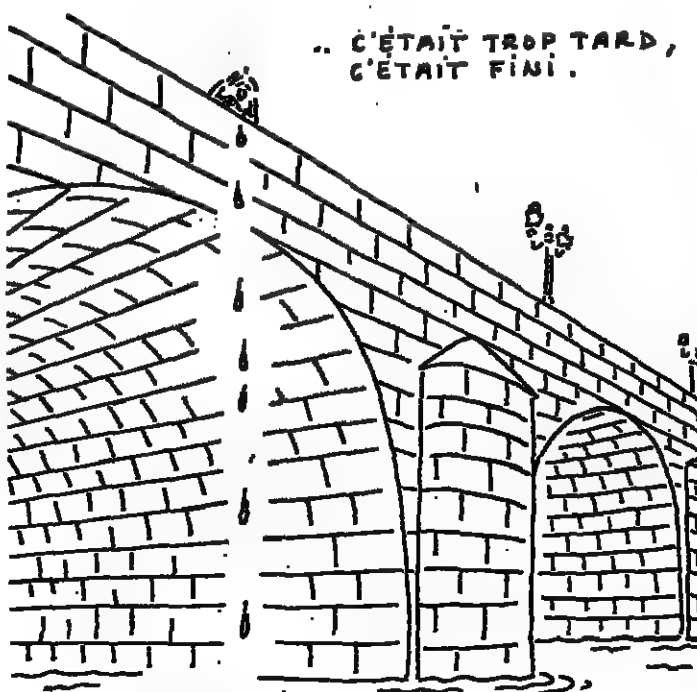
...LUI RAPPELER COMME ON S'AIMAIT...



... LUI FAIRE DES REPROCHES...



... C'ÉTAIT TROP TARD,
C'ÉTAIT FINI.



(A suivre.)

SPORTS

LA DIX-NEUVIÈME ÉTAPE DU TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Sur les jantes

De notre envoyé spécial

Coureur intermittent mais efficace en montagne, l'Espagnol Angel Arroyo a remporté, mercredi 18 juillet, la dix-neuvième étape (La Plagne-Morzine) en s'échappant dans le col de Joux-Plane, à 20 kilomètres de l'arrivée. Laurent Fignon conserve le maillot jaune avec 8 mn 39 s d'avance sur Hinault, qui a réussi à rétablir le contact après avoir été distancé une nouvelle fois. Jean-René Bernaudeau, souffrant d'une infection broncho-pulmonaire, et Delgado, victime d'une chute, ont abandonné.

Morzine. - Trop c'est trop. La multiplication des difficultés peut avoir des effets contraires au but recherché. Nous venons de le vérifier une fois de plus : les coureurs du Tour, qui, pour la plupart, antici-
paient le point de rupture, ont esca-
moté les trois premiers obstacles de la grande étape alpestre pour n'engager le combat que sur les pentes du col de Joux-Plane, sur-
plombant Morzine.

Ainsi, on a vu un routier-sprinter non grimpeur, Francis Castaing, franchir en tête la longue rampe du Cornet de Roselend (même ses plus anciens supporters n'en reviennent pas), puis le peloton atteindre le sommet du col des Saisses dans le village de Belvédère, et celui des Aravis dans la roue de Millar.

C'était prévisible : Laurent Fignon n'avait pas intérêt à durcir une course qu'il peut se permettre de contrôler, et ses adversaires n'avaient manifestement ni l'intention ni les moyens de le provoquer. Le résultat, on le connaît : premier, Arroyo, qui effectua seul les 5 der-
niers kilomètres de l'ascension de Joux-Plane et qui augmenta son avance dans la descente. Inscrit au départ sur la liste des favoris, ou du moins des outsiders, l'Espagnol n'est plus considéré aujourd'hui comme un concurrent dangereux, puisqu'il occupe la septième place au classe-
ment général, à 17 mn 58 s de Fignon.

Il a cependant joué un bon tour aux coureurs de l'équipe Renault en neutralisant l'offensive de Greg Lemond. L'Américain vise un succès d'étape et convoite la deuxième place à Paris. Dans cette

optique, il envisageait de se dé-
tacher fin de parcours. Arroyo lui a brutalement coupé l'herbe sous le pied. Son exploit et son principal mérite, en l'occurrence, furent de saboter le projet de Cyrille Guimard, auquel tout avait réussi jusqu'à présent. Simple péripétie, sans doute, mais qui ne manque pas de saveur dans une épreuve où Fignon et ses hommes font la loi.

Quant à Bernard Hinault, il a flé-
chi, comme la veille, sans affole-
ment, et sans connaître d'alerte vé-
ritablement sérieuse. Du reste, il a en-
tiré profit d'une course au rythme uniforme - tous les obstacles ont été escaladés au train - et il a combié en descente le temps qu'il avait perdu en montée : 1 mn 30 s, tout au plus.

Paradoxalement, l'étape eût été plus nerveuse et, par conséquent, plus sélective si elle n'avait com-
porté que deux cols au lieu de cinq. Le tracé du Tour de France exige un meilleur équilibre entre les Pyrénées et les Alpes.

JACQUES AUGENDRE.

PROPOS D'UN SUIVEUR

Les petites reines

De notre envoyé spécial

Morzine. - Depuis les coups d'éclat de Laurent Fignon à l'Alpe d'Huez puis à La Plagne, il paraît que le Tour de France masculin s'assouplit et que ses suiveurs et ses chantes se sen-
tent un peu démolies et en mal d'inspiration. Voilà une bonne occasion pour se rappeler qu'il y a aussi et toujours un Tour féminin et qu'il se taille jour après jour un joli succès. Son maillot jaune, depuis que la mon-
tagne est à son rendez-vous, s'appelle Martin.

Mary Nanne Martin est une Américaine de bonne humeur et de belle santé. Dans le Vercors, le 13 juillet, elle avait déjà mon-
tré que les routes pentues étaient à sa convenance. Entre La Chapelle-en-Vercors, haut lieu des maquis de 1944, et Greno-
ble, elle avait affiché une allé-
gresse pédestre qui annonçait ses ambitions. A La Plagne, au bout de 32 kilomètres qui par-
taient de Moutiers, elle arrivait première encore à ce sommet de première catégorie. Le lende-
main, de Scionzier à Morzine, elle se paya le luxe de franchir en

tête le col de Joux-Plane, qui n'est pas une amusette.

Mais la particularité de cette épreuve féminine, c'est la villai-
nise qu'y affichent toutes ses participantes. Elles étaient trente-six au départ. Au soir de la quinzième étape, elles demeurent trente-cinq en lice. La seule contrainte à l'abandon le fut à cause d'une chute et d'une frac-
ture de la clavicule. Une sur-
trainte après quinze étapes, c'est mieux, en pourcentage, que quarante-quatre abandons sur cent cinquante-dix concurrents du côté des hommes.

Il est vrai que le public ne les connaît pas. Il n'y a pas, pour elles, ces pancartes qui encourage-
ment les autres : « Bravo Fignon ! », « Merci Hinault ! ». Elles ne lisent pas encore sur le goudron, entre les prés fleuris, leurs noms inscrits en lettres blanches. La foule, ravie de ce supplément au programme, ne peut que crier : « Allez les filles ! ». L'ambition de toutes, c'est de terminer sur les Champs-Élysées, et elles y met-
tent un cœur immense.

L'effort gracieux

C'est vrai, comme le dit Richard Marillier, directeur adjoint, délégué de l'épreuve, qu'elles ne courent pas du tout comme les garçons. Elles n'ont cure des tactiques compliquées. Elles fondent individuellement, se relaient, repartent et ainsi de suite. En s'échappant sans dis-
grâce sur des rampes à 10 %, elles confirment qu'elles sont des sportives part entière, que, pour l'endurance et la récupé-
ration, elles valent et peut-être même dépassent les hommes. Les règlements internationaux exigent, actuellement, qu'elles n'accomplissent pas plus de 75 kilomètres par jour. Elles vou-
draient, par leur démonstration actuelle, prouver que ces règle-
ments sont défectueux, qu'elles sont capables d'en abriter cha-
que jour une centaine.

Si ce premier Tour féminin, qui coûtera à l'organisation du Tour de France 1 800 000 francs, car chez les amateurs il n'y a pas de « sponsors » tient les promesses qu'il annonce, ce sera un bon argument pour convaincre la Fédération internationale des amateurs cyclistes, qui se mon-
trait sceptique sinon réticente. Ce sera aussi le moyen d'attacher l'URSS et les pays de l'Est pour les années à venir puisque, au dernier moment, ceux-ci ont déclaré forfait. On peut aussi gager que, d'ici peu, les foules sauront reconnaître, sur la route de juillet, Mary Nanne Martin, l'Américaine, Judith Painter, la Britannique, Valérie Simonet, Chantal Broca, les Françaises, Helene Hage, la Hollandaise, même si c'est là, pour toutes, le cadet de leurs soucis.

J.-M. THÉOLÉVRE.

LES RÉSULTATS

Dix-neuvième étape

LA PLAGNE-MORZINE (186 km)

1. Arroyo (Esp.), les 186 km en 6 h 16 mn 22 s (moyenne 29,647 km/h) ; 2. Kelly (Irl.), 6 h 17 mn 39 s ; 3. Ander-
son (Aust.) ; 4. Hinault (Fr.) ; 5. Fi-
gnon (Fr.) ; 6. Simon (Fr.) ; 7. Munoz (Esp.) ; 8. Lemond (E-U), même temps ; 9. Millar (G-B), 6 h 17 mn 46 s ; 10. Winans (P-B), 6 h 17 mn 48 s.

Classement général. - 1. Fignon (Fr.), 91 h 53 mn 20 s ; 2. Hinault (Fr.), à 5 mn 39 s ; 3. Lemond (E-U), à 9 mn 52 s ; 4. Millar (G-B), à 10 mn 16 s ; 5. Simon (Fr.), à 15 mn 45 s ; 6. Kelly (Irl.), à 16 mn 21 s ; 7. Arroyo (Esp.), à 16 mn 58 s ; 8. Delgado (Esp.), à 21 mn 37 s ; 9. Bernaudeau (Esp.), à 21 mn 11 s ; 10. Rüttimann (Suisse), à 22 mn 54 s.

● Tour de France féminin. - La Néerlandaise Helene Hage a, rem-
porté, mercredi 18 juillet, la quin-
zième étape, Scionzier-Morzine
(51,650 km), du Tour de France
féminin devant l'Américaine Mary
Nanne-Martin, à 1 mn 2 s, et la
Française Corinne Lutz, à 3 mn
20 s. Au classement général pro-
visoire, Mary Nanne-Martin possède
3 mn 17 s d'avance sur Helene
Hage.

PLANCHE À VOILE : Record
du monde féminin. - La Française
Carolyn Stallyns, âgée de dix-sept
ans, a établi, mercredi 18 juillet à
La Baulle, le premier record du
monde d'endurance et de distance
en parcourant 204,748 kilomètres en
30 h 15 mn.

CHARTERS ÉTÉ 84

U.S.A.

NEW-YORK

à partir de

2800 F.A.R.

CANADA

MONTREAL-QUEBEC

à partir de

3550 F.A.R.

TORONTO à partir de

3850 F.A.R.

AIRCOM 33, rue de Valenciennes 75005 Paris 120.00

Le Monde

économie

SOCIAL

EN DONNÉES CORRIGÉES

Le chômage a de nouveau augmenté en juin

M. Laurent Fabius pourra nourrir utilement ses réflexions sur le chômage par la lecture des derniers chiffres de l'emploi publiés par le ministère de l'Emploi - sous le commentaire de M. Ralite - dans l'après-midi du 18 juillet. A la fin du mois de juin, on recensait, en données brutes, 2 147 700 demandeurs d'emploi, soit - 0,9 % sur un mois et + 14,4 % sur un an. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois était de 2 324 600, soit + 1,3 % sur un mois et + 14,1 % sur un an. Après la relative stagnation du mois de mai, qui était apparue comme une correction d'alternatives statistiques antérieures (le Monde du 21 juin), les chiffres de juin tendent à révéler une relative stabilisation, tant la hausse du pourcentage pour un mois apparaît modérée.

A y regarder de plus près, cette apparente stabilisation est trompeuse, et le chômage poursuit son ascension à un rythme plus conforme à l'évolution attendue par les différents experts et prévisions. En données brutes, on compte effectivement 19 800 chômeurs de moins sur un mois, mais, sur un an, il y en a 270 000 de plus : le rythme d'augmentation sur un an est, en juin 1983, de + 0,6 %. Il est aujourd'hui de + 14,4 %. En données corrigées, on se rapproche encore davantage de la réalité : on enregistre sur un mois 28 700 chômeurs de plus - ce qui est conforme à l'attente des experts d'une augmentation moyenne de 30 000 par mois - et, sur un an, 286 500. Les demandes d'emploi enregistrées au cours du mois augmentent tant en données brutes qu'en données corrigées : de mai à juin 1984, de 230 600 à 281 000 (+ 21,9 % sur un mois et + 1,1 % sur un an) ; dans le deuxième cas, elles passent de 295 900 à 320 500 (+ 8,3 % sur un mois et + 10,5 % sur un an).

Un autre indicateur montre que, malheureusement, l'évolution n'est pas à la stabilisation : c'est celui des offres d'emploi en fin de mois qui étaient, en données brutes, de 48 200 (- 3 % sur un mois et - 40,2 % sur un an, soit une chute vertigineuse de 42 300 offres de moins) et, en données corrigées, de 40 300 (- 7,4 % sur un mois et - 44,5 % sur un an, soit 32 300 de moins). Pour les offres d'emploi en

coeurs de mois, on observe un nouveau fléchissement : 34 300 en données brutes (- 5,5 % sur un mois et - 34,7 % sur un an), 28 300 en données corrigées (- 7,2 % sur un mois et - 33,6 % sur un an).

Si les chiffres des licenciements économiques pour mai (il y a toujours un mois de décalage) ne sont pas encore connus, en revanche, le chômage partiel indemnisable enregistre une légère baisse par rapport à avril 1984. En données brutes, les effectifs concernés étaient, en mai 1984, de 327 600 (- 3,8 % sur un mois et + 48,1 % sur un an). En données corrigées, les effectifs concernés par le chômage partiel étaient de 320 800 (- 4,5 % sur un mois et + 47,8 % sur un an). Autant de signes qui ne peuvent qu'inciter M. Fabius et son nouveau gouvernement à agir vite - en précisant le contenu de ce traitement économique que M. Mitterrand appelle de ses vœux il y a plus d'un an - pour tenter d'enrayer cette inexorable montée du chômage.

● Baisse du nombre des chômeurs indemnisés mais... sous-estimations. - Le nombre des chômeurs en cours d'indemnisation par les ASSEDIC à la fin du mois de juin a diminué de 1 %, passant de 183 536 fin mai à 181 628 le mois dernier, selon les statistiques provisoires de l'UNEDIC.

« Ces effectifs sont sous-estimés, estime l'UNEDIC, du fait des perturbations consécutives à la mise en place de nouvelles réglementations. Pour être exhaustif, précise-t-elle, il conviendrait d'ajouter les chômeurs ayant déposé une demande d'allocation et qui feront l'objet d'une décision positive avec effet rétroactif. On peut ainsi estimer à 204 000 le nombre de personnes qui auront reçu une allocation fin juin. »

Selon ces statistiques, les ASSEDIC ont enregistré 252 932 départs de demandeurs en juin, soit - 1,3 % par rapport au mois précédent et légèrement plus qu'en juin 1983. Les premiers paiements s'élevaient à 128 644, soit 17,5 % de plus qu'en mai 1984, ce qui s'explique, selon l'UNEDIC, par les faibles entrées du mois précédent. Les entrées en indemnisation de juin 1984 restent cependant inférieures à celles de juin 1983 (137 700).

M. Chérèque annonce LA CRÉATION DE 562 EMPLOIS EN LORRAINE

(De notre correspondant)

Metz. - M. Jacques Chérèque, préfet délégué chargé du redéploiement industriel en Lorraine, a annoncé mercredi 18 juillet, lors de sa installation officielle à Metz, soit deux mois après son arrivée, l'implantation de sept entreprises nouvelles devant créer 562 emplois d'ici à 1987 (le Monde du 19 juillet).

Des projets sont déjà localisés et concernent notamment les bassins de Longwy et de Neuves-Maisons. Ils s'ajoutent à ceux rendus publics par M. Fabius, alors ministre de l'Industrie, lors de son déplacement à Nancy au mois d'avril dernier et portant sur 4 000 créations d'emplois.

Tout en se félicitant de la nomination de M. Fabius comme chef du gouvernement, M. Chérèque a également souligné avoir reçu des assurances du nouveau premier ministre pour l'avenir de sa mission, qui serait « confortée, dynamisée même ».

Le gain mensuel des ouvriers n'a progressé que de 8 % entre janvier 1983 et janvier 1984

Le ministère des affaires sociales vient de publier les résultats de l'enquête sur les conditions d'emploi de main-d'œuvre pour le trimestre compris entre octobre 1983 et janvier 1984. Pendant cette période, le gain horaire des ouvriers (1) a augmenté de 1,7 % - 1,4 % pour le gain mensuel tenant compte de la réduction de la durée du travail - contre 5,7 % pour le gain horaire, et 4,9 % pour le gain mensuel, entre octobre 1982 et janvier 1983. Pour les autres catégories de salariés, le gain mensuel a progressé en moyenne de 2,9 % (contre 5,4 % entre octobre 1982 et janvier 1983) avec quelques disparités : + 2,6 % pour les employés, + 2,3 % pour les agents de maîtrise, les techniciens et les dessinateurs, et + 3,8 % pour les cadres.

Sur un an, entre janvier 1983 et janvier 1984, le gain horaire des ouvriers a augmenté de 8,6 %, tandis que les gains mensuels évoluaient de la façon suivante : + 8 % pour les ouvriers, + 9,3 % pour les employés, + 8,4 % pour les agents de maîtrise, les techniciens et les dessinateurs, + 7,8 % pour les cadres et + 8,3 % pour l'ensemble des salariés (contre

+ 9,8 % entre janvier 1982 et janvier 1983). Dans son commentaire, le ministère des affaires sociales estime que « si l'on rapproche les évolutions, entre janvier 1983 et janvier 1984, du gain horaire ouvrier et du taux de salaire horaire, on constate un écart négatif de 1,2 %. Le taux horaire a eu, sur la période, une croissance plus rapide que le gain horaire, ce qui n'était pas habituellement observé les années précédentes (+ 0,8 % entre janvier 1982 et janvier 1983) : sur le trimestre, entre octobre 1983 et janvier 1984, le « gain » progresse sensiblement du même rythme que le « taux » : l'écart est de - 0,2 % entre les deux indicateurs. Cette proximité n'était pas non plus observée entre octobre et janvier les années précédentes (+ 1,5 % entre octobre 1982 et janvier 1983) ».

(1) Il s'agit de gains bruts avant déduction des cotisations sociales, excluant les indemnités ayant le caractère de remboursement de frais, les acomptes ou rappels et les primes qui sont versées avec une périodicité supérieure à un mois.

SELON LE SECRÉTARIAT D'ETAT A LA FAMILLE

Deux cent mille enfants supplémentaires bénéficieront de l'allocation de rentrée scolaire

Avant le changement de premier ministre, le gouvernement a procédé aux derniers arbitrages pour la réévaluation de certaines prestations familiales. Le plafond de base pour les ressources des familles nombreuses et des jeunes familles ayant droit au complément familial (645 F par mois) a été, selon le secrétariat d'Etat chargé de la famille, « très fortement amélioré ». Le plafond de base (exprimé en revenu net imposable de 1983) a été porté à 54 924 F. La majoration de ce plafond pour le premier et le deuxième enfant est de 9,3 %, soit 13 731 F à partir du troisième enfant, la majoration est de 31,1 %, soit 16 477 F. L'abattement opéré sur les revenus, si les deux parents travaillent ou pour les parents isolés est doublé : il passe de 11 038 F à

22 076 F. Le secrétariat d'Etat indique que « l'ensemble de ces mesures constitue un déplacement partiel du complément familial ». 100 000 familles environ devraient bénéficier de ces mesures dès le mois de juillet.

Par ailleurs, le secrétariat d'Etat indique que le gouvernement a décidé « un effort prioritaire » à l'occasion de la rentrée scolaire. Le montant de l'allocation de rentrée scolaire est porté à 309,86 F, soit une hausse de 17 % en deux ans. Le plafond de base des ressources qui conditionne le droit à cette allocation est porté à 46 626 F. La majoration pour chaque enfant dès le premier est de 33,8 %, soit 13 988 F. Ainsi, souligne le secrétariat d'Etat, « le plafond de ressources augmente de 15,9 %, pour une famille d'un enfant et de 18,9 % si elle en a deux. L'effet est encore plus important pour les familles nombreuses : + 21 % avec 3 enfants et + 22,6 % avec 4 enfants. Grâce à ces mesures, 200 000 enfants supplémentaires auront droit à l'allocation de rentrée scolaire ; plus de la moitié d'entre eux vivront dans une famille nombreuse ».

● Sécurité sociale : le CGT demande une réforme. - Le bureau confédéral de la CGT, dans un communiqué publié le 18 juillet, considère comme urgent que le gouvernement « décide enfin d'engager la réforme du financement de la Sécurité sociale », notamment dans la perspective d'une meilleure participation des revenus non professionnels à ce financement.

Social

● Report de la réunion de la commission des comptes de la Sécurité sociale. - En raison du changement de gouvernement, la réunion de la commission des comptes de la Sécurité sociale, qui devait se réunir le 19 juillet pour examiner les résultats de 1983 et les prévisions de 1984 (le Monde du 17 juillet), a été reportée.

● Le CGT et la CFDT assignent M. Pineaue-Valencienne, PDG de Creusot-Loire, en référé. - Dix-sept membres CGT et CFDT du comité central d'entreprise de Creusot-Loire ont assigné en référé M. Pineaue-Valencienne, les trois syndicats et le mandataire de justice nommé le 13 juillet. Ils veulent ainsi obtenir une réunion du comité d'entreprise et certains documents sur l'avenir de Creusot-Loire. Ils devaient participer le 12 juillet à une réunion d'information qui avait été décommandée.

Transports

● Levées des barrières des maritimes. - Excepté à Conflans-Sainte-Hortone (Yvelines), les barrières de péages ont été levées, le 18 juillet, après la signature d'un accord entre le ministère des transports, les artisans maritimes et les armateurs fluviaux. Cet accord attribue aux artisans le transport d'une quarantaine de milliers de tonnes de charbon dans les semaines à venir (le Monde du 19 juillet). Ces résultats ont été jugés insuffisants par les bateliers de Rouen et de Conflans, mais la démission du gouvernement de Mauroy a précipité les négociations. Pour sa part, M. Achille Delestage, président de l'Association nationale des travailleurs indépendants de la batellerie (ANTIB), a appelé à la levée de tous les barrières, l'accord signé étant, selon lui, « le moins mauvais possible ».

CONJONCTURE

Rechute du commerce extérieur en juin mais équilibre de la balance des paiements au deuxième trimestre

Après l'excédent de 83 millions de francs enregistré en mai pour la première fois de l'année, la balance commerciale française a été victime d'une rechute avec un déficit de 5,25 milliards de francs en juin, en données corrigées des variations saisonnières (CVS).

Cette rechute porte à 22,4 milliards de francs CVS le déficit commercial pour les six premiers mois de 1984, contre 36,6 milliards de francs pour le premier semestre de 1983. Si, en tendance, l'amélioration est certaine, l'objectif gouvernemental de ramener le déficit annuel aux environs de 25 milliards de francs, a peu de chances d'être atteint.

Selon le ministère du commerce extérieur, les importations (74,5 milliards de francs en données brutes contre 73,5 milliards de francs en mai 1984) ont été alourdies par l'augmentation des achats de pétrole brut (6,2 milliards de tonnes contre 5,3 millions de tonnes en mai) et par la hausse du dollar, ce qui a majoré de 1,8 milliard de francs la facture énergétique.

D'après les experts, cette augmentation des achats de pétrole en juin est à mettre au compte des achats supplémentaires effectués par les compagnies pour se prémunir contre une fermeture éventuelle du golfe Persique, à un moment où la tension

s'aggrave entre l'Iran et les Etats riverains du Golfe. Elle ne correspond pas vraiment à un accroissement de la demande intérieure, puisque les livraisons aux raffineries n'ont augmenté que de 1,7 % au premier semestre 1984.

Par ailleurs, les exportations ont marqué un « certain fléchissement » en juin (70,6 milliards de francs en données brutes, et 69 milliards de francs en données corrigées contre 73,1 milliards de francs en mai). Ce tassement paraît dû, pour une large part, au repli des exportations dites « exceptionnelles » (livraison d'Airbus et de plates-formes pétrolières).

Amélioration des paiements courants

La balance des paiements courants, qui regroupe les échanges commerciaux et les services, s'est sensiblement améliorée au deuxième trimestre 1984, passant d'un déficit de 17,1 milliards de francs au premier trimestre 1984 à un quasi-équilibre (- 0,5 milliard de francs). Cette amélioration reflète la bonne tenue des échanges de services, qui ont dégagé un excédent de 7,1 milliards de francs.

AFFAIRES

M. Pierre Eelsen est nommé PDG de la compagnie Air Inter Un produit de l'écurie Renault

Le conseil d'administration de la compagnie Air Inter devait élire le 19 juillet, M. Pierre Eelsen au poste de président-directeur général en remplacement de M. Marceau Long, devenu président de la compagnie Air Inter.

M. Pierre Eelsen, qui devient PDG d'Air Inter, a effectué toute sa carrière au sein de l'industrie automobile. Entré en 1958, à l'âge de vingt-cinq ans, à la Régie Renault, il fait ses classes comme chargé des études économiques au sein de la SERI-Renault, filiale spécialisée dans l'ingénierie.

Après un crochet par la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, M. Eelsen revient à la division du matériel agricole de la Régie. En 1969, il est nommé chargé de mission au secrétariat général. Très proche de Pierre Dreyfus, président de la Régie, il gravit les échelons hiérarchiques jusqu'à devenir, en 1979, délégué général de Renault, plus particulièrement chargé des relations avec les gouvernements français et étrangers.

Le nouveau PDG d'Air Inter est, en général, classé parmi les sympathisants de la majorité, sans avoir affiché, pour autant, de lien avec une formation politique. Il ne semble pas avoir été en totale harmonie avec les orientations de la Régie Renault, telles qu'elles ont

été mises en œuvre par son président, M. Bernard Hanon.

AL F.

[Né le 12 juillet 1933, à Montmorency (Val-d'Oise), M. Pierre Eelsen est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Il entre, en 1958, à la Régie Renault et devient, l'année suivante, chargé des études économiques à la SERI-Renault. En 1962, il reçoit la responsabilité des affaires internationales à la Chambre syndicale des constructeurs automobiles. De retour à la Régie en 1965, il est attaché à la direction des affaires, puis, en 1967, chef de service à la division du matériel agricole. Adjoint au secrétaire général de Renault à partir de 1971, il occupe le poste de secrétaire général adjoint en 1975. En 1979, il est nommé délégué général.]

LA CONTINENTAL ILLINOIS POURRAIT PASSER SOUS CONTRÔLE FÉDÉRAL

La banque américaine Continental Illinois, dont la situation financière n'a cessé de se dégrader depuis son sauvetage il y a deux mois, pourrait être rachetée, finalement, par la FDIC, organisme fédéral qui garantit les dépôts des banques, selon notre confrère le New York Times.

Les négociations menées avec plusieurs candidats successifs ayant échoué, la FDIC, qui participe déjà, à hauteur de 2,5 milliards de dollars, au plan de secours de 7,5 milliards de dollars mis en place en mai dernier, a présenté une proposition de rachat de 3 à 5 milliards de dollars de prêts douteux consentis par la Continental Illinois, en échange d'une option d'achat sur 80 % du capital de la banque.

● Le président de Fiat reçu par le président du conseil soviétique M. Nikolai Tikhonov. - M. Agnelli, président de Fiat, a été reçu le 18 juillet, par M. Tikhonov, le président du conseil soviétique. L'entretien a porté sur la contribution que Fiat peut apporter dans les différents secteurs de production de l'URSS, précise le communiqué.

M. Agnelli a, d'autre part, signé le renouvellement d'un accord de collaboration technico-scientifique et des accords-cadres sur l'ouverture des négociations concrètes dans différents secteurs. - (AFP.)

● Indemnisation pour les transporteurs étrangers victimes d'attentats en Espagne. - Le gouvernement espagnol a adopté, le 18 juillet, un décret (rétroactif au 1^{er} janvier dernier) autorisant les gouvernements civils à verser une indemnité provisionnelle aux propriétaires des véhicules détruits dans des attentats. Cette mesure concerne surtout les camions français incendiés en mars dans le nord de l'Espagne, après le mitraillage d'un chalutier basque par la marine nationale française. Elle s'appliquera aux destructions de véhicules que l'ETA militaire semble avoir entreprises pour protester contre la coopération franco-espagnole dans le domaine de la lutte antiterroriste. - (AFP.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS							
	+ base	+ base	Rep. + ou dép.	-	Rep. + ou dép.	-	Rep. + ou dép.	-						
SE.U.	8,7605	8,7650	-	35	-	80	-	20	-	440	-	200		
Sw.	6,8990	6,8935	-	55	-	38	-	170	-	100	-	610	-	420
Yen (100)	3,6007	3,6030												
DM	3,8704	3,8725												
Fr.S.	2,7295	2,7215												
F.R. (100)	18,1923	18,2000												
F.S.	3,6286	3,6325												
L. (100)	5,8022	5,8049												
F. Imp.	11,5332	11,5430												

TAUX DES EUROMONNAIES

	11	11 3/4	11 1/2	11 7/8	11 1/2	12	12 3/8	13
SE.U.	11	11 3/4	11 1/2	11 7/8	11 1/2	12	12 3/8	13
DM	5	5 1/2	5 1/2	5 13/16	5 1/2	6	6 1/2	6 1/2
Fr.S.	11 1/4	11 3/4	11 1/2	11 7/8	11 1/2	12	12 3/8	13
F.R. (100)	11 1/4	11 3/4	11 1/2	11 7/8	11 1/2	12	12 3/8	13
F.S.	14	14 1/2	14 1/2	14 3/4	14 1/2	15	15 1/2	15 1/2
L. (100)	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8
F. Imp.	11	11 1/2	11 1/8	11 7/8	11 3/8	12	12 3/4	13 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

Espoir d'un règlement du conflit des dockers... ... mais nouvel échec des négociations dans les charbonnages

De notre correspondant

Londres. — La grève des mineurs britanniques, qui dure depuis quatre mois et demi, n'est pas près de s'achever. Après une journée entière de discussion, une nouvelle rencontre entre le syndicat et la direction des charbonnages s'est terminée, tard dans la nuit du 18 au 19 juillet, par un échec, ce qui n'a surpris personne étant donné que les deux parties avaient clairement déclaré les jours précédents qu'elles n'entendaient pas faire de concession sur le principal sujet des négociations : la définition des « raisons économiques » qui pourraient être invoquées pour la fermeture d'un certain nombre de puits.

Pour sa part, le président de l'Union nationale des mineurs, M. Arthur Scargill, avait déclaré au début de la semaine que les mineurs devaient tenir bon sur leurs positions au moment où « la victoire est en vue ». M. Scargill faisait allusion aux revers et aux critiques subies actuellement par le gouvernement de M. Thatcher, et surtout à la pression accrue exercée depuis une semaine par la grève des dockers.

Cependant, à propos de ce nouveau conflit — qui, selon la principale organisation patronale, pourrait « affecter d'une manière ou d'une autre 70 % de l'industrie nationale » — il se proclamait pendant un mois, les espoirs d'un règlement sont apparus le 18 juillet avec la reprise d'une médiation entre les dockers et leurs employeurs, qui devaient entamer de véritables négociations au cours d'une réunion prévue jeudi après-midi. Le secrétaire général du principal syndicat des transports (TGWU), M. John Connolly, a déclaré qu'il s'agissait d'un « progrès » venant d'être réalisé dans les pourparlers préliminaires et il s'est dit « plus optimiste ». Les dockers demandent que les employeurs s'engagent à continuer à respecter un accord conclu en 1947 pour garantir l'emploi dans la plupart des ports britanniques et à exclure les licenciements (le nombre des dockers est passé de 82 500 en 1951 à 13 700 aujourd'hui).

Le gouvernement a déjà fait savoir qu'il était favorable à la proposition de cet accord. Par ailleurs, les dirigeants syndicaux ne peuvent être que quelque peu embarrassés par les protestations des routiers qui ont bloqué le 18 juillet, le port de Douvres où le trafic des véhicules particuliers et des touristes avait été maintenu par les dockers. Les routiers, qui appartiennent au même syndicat, demandent la fin d'un mouvement qui menace leurs propres emplois (1).

Les marins de la compagnie Sealink, qui étaient joints à la grève des dockers pour dénoncer le projet de privatisation de cette société filiale de British Railways, ont approuvé le 18 juillet que le gouvernement avait approuvé la proposition de rachat faite par la société Sealink.

ET LE TUNNEL ?

La grève des dockers britanniques fait penser à la mer ; et la mer à la Manche et la Manche au tunnel de sous-marin sous la Manche.

Abandonné en 1976, le projet est ressorti il y a deux mois. Des banquiers français et britanniques ont fait leurs comptes : 50 à 70 milliards de francs (à rembourser en quinze à vingt ans) que la CEE pourrait, en partie, prendre à sa charge.

Un tunnel sous la Manche serait sous-tout un moyen de relier plus facilement les transports en Europe et de contourner les grèves des corporations maritimes. Mais les récents blocs au tunnel du Mont-Blanc livrent à la conterspersion. Touristes et camionneurs réagissent les embouteillages tout autour sur mer que sous terre. La fin de l'Europe des bouchons n'est pas à l'horizon.

F. Gr.

Protestation de la FNTR. — Devant la prolongation de la grève des dockers britanniques, la Fédération nationale des transports routiers (FNTR) et l'Association française des transporteurs internationaux (AFTRI) expriment, dans un communiqué, « leur très vive inquiétude face à la dégradation de la situation des transporteurs routiers internationaux bloqués avec leurs cargaisons dans les ports de part et d'autre de la Manche ».

Elles mettent en garde le gouvernement sur les conséquences humaines et matérielles du blocage de centaines de véhicules routiers qui, s'il dure, pourrait susciter des foyers d'exaspération difficilement contrôlables, la profession étant une fois de plus victime d'un conflit qui ne la concerne pas.

Containers. Celle-ci, dont le siège est aux Bermudes, représente des capitaux en majorité américains et contrôle la société du nouvel Orient-Express, le train de luxe remis en circulation ces dernières années.

Cette opération soulève de nombreuses critiques car le montant de la vente, 66 millions de livres (près de 800 millions de francs), est nettement inférieur aux prévisions initiales du gouvernement, et cela semble confirmer les craintes qu'ont fait naître les difficultés d'autres projets de « dénationalisation » (Le Monde du 4 juillet).

FRANCIS CORNU.

(1) Plusieurs routiers ont bloqué mercredi les ports français et belges, perturbant l'embarquement des passagers pour protester contre les actions des dockers britanniques et la paralysie du trafic de marchandises.

LE RETARD TECHNOLOGIQUE DES PAYS DE L'EST

Un embargo serait peu efficace estime l'OCDE

« Une politique d'embargo complet sur les échanges technologiques ne pourrait ralentir de manière significative les progrès techniques des pays de l'Est que s'il était possible de celle de l'Occident. » Ce jugement, issu d'une étude de l'OCDE publiée le 18 juillet, tombe fort à propos.

Au moment où M. Reagan accentue sa pression sur des alliés occidentaux pour limiter les transferts technologiques vers l'Est et obtient notamment la révision des listes du Cocom (Le Monde du 18 juillet), l'OCDE estime que les mesures d'embargo sont peu efficaces.

Il faudrait y inclure la recherche, estiment les deux experts, MM. Gornulka et Nove, auteurs du rapport du château de la Muette, or cela n'est pas possible : l'Est dispose de possibilités d'accès « presque illimitées » aux résultats de la science occidentale. A partir de là, il suffit de consacrer des sommes importantes à la mise au point des techniques pour obtenir des résultats « à

l'exception des dernières générations », estime l'OCDE.

Cela étant, les deux experts établissent un constat sombre. Le retard technologique des pays de l'Est atteint « une dizaine d'années dans certains secteurs ». Dans l'industrie, il est fréquent que les machines soient dix fois moins productives ; la productivité, d'une manière générale, plafonne aux deux tiers de celle de l'Occident. Les acquisitions d'équipements occidentaux ne sont pas négligeables puisqu'elles représentent 5 à 6 % des machines installées en URSS (en particulier dans l'automobile, l'électronique, les industries chimiques, pétrolières et textiles). Mais l'assimilation en est difficile et les délais de mise en œuvre s'allongent au double ou au triple de ce qui est nécessaire en Occident.

Les experts sont pessimistes pour l'avenir. Faute d'engager d'importantes réformes de fonctionnement — ce qui semble très improbable — les pays de l'Est ne parviendront pas à combler leur retard de façon notable, conclut l'OCDE.

LE PROJET DE BUDGET POUR 1985 EN RFA

Les familles seront les principales bénéficiaires de la diminution de la fiscalité

Correspondance

Bonn. — Une conjoncture relativement hésitante où l'on mesure encore mal l'impact des grèves de ce printemps, un marché du travail à la traîne : le cours de l'économie allemande, en ce milieu d'année, rend les pronosticteurs prudents. Si la tendance de base ne semble pas s'être modifiée, les estimations de croissance pour 1984 font généralement l'objet d'une révision en légère baisse par rapport aux 3 % que pouvait laisser espérer un début d'année prometteur.

Le projet de budget pour 1985 présenté début juillet par le gouvernement a contribué à renforcer l'optimisme mesuré qui prévaut malgré tout dans les milieux industriels. Le ministre des finances, M. Stoltenberg, qui continue à miser sur une consolidation des finances publiques, reste pourtant à la merci d'une nouvelle détérioration de la situation de l'emploi.

Les arbitrages — parfois laborieux — rendus par le chancelier Helmut Kohl n'ont pas été à l'abri des critiques, y compris parmi ses propres amis où les partisans d'une droite libérale se sont opposés à ceux d'une plus grande intervention de l'Etat pour soutenir la modernisation de l'économie. Le comte Otto von Lambsdorff (libéral), qui a dû démissionner récemment de son poste de ministre de l'économie, s'est inquiété de la « forte tendance » de la CDU et de la CSU « à penser de nouveau, à peine le budget consolidé, à faire plaisir à leur clientèle plutôt qu'à réussir une politique de remise en ordre conséquente ».

Cette critique vise d'abord l'obligation dans laquelle s'est trouvé le ministre des finances de compenser le démantèlement des montants compensatoires européens par des subventions à l'agriculture, mais également par la prudence des mesures arrêtées par le gouvernement pour réduire, à partir de 1986, la pression fiscale. Le plan de finances à moyen terme, adopté début juillet en même temps que le budget, a pour objectif prioritaire de limiter la croissance des dépenses publiques à moins de 3 % jusqu'en 1988, tout en réduisant les nouveaux besoins de crédits de l'Etat.

Le projet de budget pour 1985, qui s'élève à 260 milliards de DM (1), voit sa croissance, par rapport à l'année en cours, réduite à 2,4 % (1,2 %, si l'on se réfère au projet de budget initial prévu pour 1984). Le déficit budgétaire envisagé pour 1985 sera ramené à 24 milliards de DM contre 29,5 milliards de DM pour 1984, soit 11,4 % du budget, pour atteindre 13,2 % du budget en 1988. « C'est pour moi une des raisons les plus essentielles de la nécessité de poursuivre une politique de consolidation », a estimé M. Stoltenberg en présentant ces chiffres.

Ce budget de rigueur a néanmoins sacrifié à deux choix politiques importants : l'Europe et surtout la famille. Les dépenses militaires, quant à elles, croissent de 3,7 %, ce qui a d'ailleurs été largement critiqué comme insuffisant par les Américains. Enfin, en matière d'environnement, les mesures d'incitation prévues à partir de 1986 pour les automobilistes qui achèteraient des voitures équipées de catalyseurs ne seront arrêtées qu'à la rentrée prochaine. Elles devraient cependant être financées par une répartition différente des taxes sur l'essence et ne pas intervenir sur l'équilibre budgétaire.

Les familles seront les principales bénéficiaires de la diminution de la fiscalité, puisque, à partir de 1988 —

première année du plan de réduction des impôts en deux étapes arrêté par le gouvernement — elles bénéficieront d'un abatement fiscal supplémentaire par enfant. En outre, les allocations de congé de maternité, qui avaient été diminuées l'année dernière, seront remplacées par une allocation de 600 DM par mois pour toute personne ayant un nouvel enfant. Cette allocation sera versée pendant dix mois à partir du 1^{er} janvier 1986 et douze mois à partir du 1^{er} janvier 1988.

Moins de subventions

Cependant, le projet de budget de 1985 confirme la volonté du gouvernement de limiter son intervention directe dans l'économie et de poursuivre une politique austère en matière sociale. Le budget du ministère de l'économie, en diminution de 10 %, prévoit notamment une forte baisse des subventions aux secteurs du charbon et de l'acier. D'une manière générale, Bonn s'en tient, malgré les critiques du SPD, des Verts et d'une partie de la majorité, à une politique restrictive en matière de subventions.

M. Stoltenberg compte, sur la réduction du déficit budgétaire, qui doit permettre de maintenir les taux d'intérêt outre-allemands nettement en dessous de ceux pratiqués aux Etats-Unis, ainsi que sur la réduction de la fiscalité. Celle-ci portera au total, en 1988, sur 20,5 milliards de deutschemarks supportés à 42,5 % par le budget fédéral et, pour le reste, par les Länder et les communes. Ce chiffre ne fera, en fait, que maintenir la pression fiscale à ce qu'elle était en 1983.

Le ministre des finances estime que ces incitations suffisantes pour permettre de tenir un objectif de croissance moyen de 2,5 % par an qui devrait, selon ses estimations, aboutir à une légère régression des taux de chômage, actuellement de 8,1 %.

Le gouvernement compte, pour l'année prochaine, sur une nouvelle

diminution des dépenses d'allocations de chômage, qui avaient été fortement réduites cette année, compte tenu des diminutions des prestations décidées lors du débat budgétaire en 1983.

Le budget des affaires sociales, qui voit sa part réduite une nouvelle fois de 3,1 % dans le projet de budget pour 1985, connaît actuellement, en fonction de ces mesures antérieures, un surplus qui alimente une intense polémique entre les syndicats et les partis de la majorité. Sur les 2,1 milliards de deutschemarks, seuls un tiers d'entre eux bénéficieront d'une pleine allocation de chômage, valable pour un an seulement. Plus d'un million ne touchent plus que les aides sociales versées par les communes, dont le niveau se situe à 20 % en dessous du seuil officiel de pauvreté. La gauche, qui souhaite une extension de la durée de perception des allocations à dix-huit mois, se heurte à une partie de la majorité, favorable aux exportations qui ont entraîné une diminution des cotisations sociales grâce aux accords sociaux.

Prudent, le ministère des finances semble préférer, pour le moment, se garder un volant de manœuvre. Les derniers chiffres statistiques sur l'économie montrent que la stabilisation espérée sur le front du chômage est encore loin d'être acquise. La diminution des demandeurs d'emploi n'a été que de vingt mille en juin, mais généralement favorable. La reprise reste tributaire des exportations qui ont entraîné une hausse soutenue depuis le début de l'année, alors que le bâtiment et la consommation intérieure connaissent en revanche des résultats peu encourageants. Et nul ne peut prédire l'impact des grèves sur l'emploi, alors qu'une partie des entreprises se livrent à de savants calculs pour savoir comment éponger, par davantage de rationalisation, la diminution de la semaine de travail consentie dans la métallurgie.

HENRI DE BRESSON.

(1) 1 DM = 3,07 francs.

En Espagne

Un médiateur est nommé pour mettre fin à la grève des pilotes d'Iberia

De notre correspondant

Madrid. — Rompant avec une attitude de passivité de plus en plus critiquée par l'opinion publique, le gouvernement espagnol est intervenu, le 18 juillet, dans le conflit qui oppose la compagnie Iberia au syndicat des pilotes en grève depuis maintenant un mois. Il a nommé comme médiateur un haut fonctionnaire du ministère du travail dont l'arbitrage, en vertu de la législation espagnole, aura valeur obligatoire pour les parties.

Il y a quelques jours encore, le ministre de l'industrie, M. Carlos Solchaga, dont dépend la compagnie Iberia, avait affirmé son opposition à toute médiation du gouvernement qui ne ferait, avait-il précisé, que « valoriser l'irresponsabilité des pilotes qui n'ont jamais voulu négocier ».

M. Solchaga a dû modifier sa position, le durcissement de l'attitude d'Iberia ayant aggravé le conflit. Ainsi, soixante et onze vols ont dû être annulés le 16 juillet. Un record depuis le début du mouvement. Les services internationaux qui avaient été rétablis dès le cinquième jour de la grève, recommencent à subir des perturbations.

L'ordre donné aux cent onze pilotes (sur un total de huit cent cinquante-trois), qui sont en même temps officiers de l'armée de l'air, de reprendre le travail s'est révélé sans effet. Ils sont maintenant plus de soixante à avoir présenté leur démission des forces armées pour avoir le droit de poursuivre leur mouvement.

Les pilotes ont répliqué par une grève du zèle à l'obligation qui leur est faite de réaliser un nombre élevé de services minimums. En multipliant les contrôles et les inspections des appareils, en accomplissant au ralenti les manœuvres au sol, ils ont créé la confusion sur les principaux aéroports du pays.

En riposte, la direction d'Iberia a annoncé, le 17 juillet, le licenciement pour « fautes graves » de cinq pilotes. Parmi eux se trouve le secrétaire général du syndicat et principal animateur de la grève, M. Martín Echegarria, qui, selon la compagnie, a provoqué volontairement en moins d'une semaine des retards de plusieurs heures dans une demi-douzaine de vols.

THIERRY MALINIAK.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
CROISSANCE PRÉVUE POUR 1984 : + 15 %

L'assemblée générale des actionnaires de Crouzet, qui s'est tenue le 28 juin 1984, a approuvé les comptes de l'exercice 1983 qui se sont soldés par une perte de 28 millions de francs au niveau de la société mère pour un chiffre d'affaires de 1 162 millions de francs. Aucun dividende ne sera servi au titre de cet exercice.

Pour le groupe, les ventes se sont élevées à 1 633 millions de francs et le résultat consolidé ressort en perte pour 24 millions de francs, la contribution négative des sociétés mises en équivalence étant compensée par une reprise de la provision pour risque construite antérieurement.

En commentant l'année 1983, le président a d'abord indiqué que le résultat est principalement la conséquence du ralentissement de l'activité constaté en fin d'année dans les secteurs des composants d'automatismes et des composants pour l'électronique, malgré l'évolution positive de l'automatisme et des composants de transport. Des décisions indispensables pour la compétitivité du groupe, telles que la signature d'un contrat de solidarité ou l'intensification de la recherche ont également pesé dans les résultats.

Le président a ensuite précisé que cette mauvaise année ne modifierait pas la politique de diversification industrielle que Crouzet s'est fixée dans le cadre de ses compétences, positionnant le groupe sur les biens industriels, les biens de consommation, les grands équipements civils et militaires.

L'aérospatial et les télécommunications, qui s'adressent à ces derniers marchés, disposent déjà d'un ensemble de produits nouveaux destinés à des créneaux porteurs : systèmes de navigation pour hélicoptères et véhicules terrestres, technologie spatiale, paiement électronique, publications à courts et longs termes, composants de transport, pour les composants d'automatismes, un plan de redéploiement est en application, afin de positionner cette activité sur des marchés plus porteurs ; il s'est déjà traduit par le lancement de nouveaux produits : moteurs pas à pas, microprocesseurs de statut international, commandes électroniques programmables dont l'incidence sur les ventes tendra à se manifester au cours de l'exercice 1984.

Sur le plan commercial, le potentiel des filiales a été renforcé pour permettre de mieux servir les clients de l'aérospatial et des télécommunications, et systèmes pour lesquels existent des débouchés à l'exportation : cette politique s'est déjà

traduite par la signature du contrat du métro de Glasgow et celui concernant des systèmes de navigation pour véhicules blindés de l'armée suédoise.

Sur le plan de la maîtrise des coûts, diverses actions sont menées. Au cours de ces dernières années, l'effort a été réduit sans recourir à des licenciements, en application de dispositions légales (convention avec le Fonds national pour l'emploi, contrat de solidarité) ; cette tendance doit se poursuivre si les autorisations nécessaires des pouvoirs publics sont obtenues. De même, un certain nombre d'avantages sociaux payés au-delà des obligations légales, que ne supportaient pas en général les concurrents, ont été réduits.

Pour financer l'ensemble de ce plan, l'autofinancement doit être complété par des concours extérieurs adossés dans le cadre des besoins globaux de l'entreprise ; ainsi des lignes de crédit à des taux inférieurs à ceux pratiqués couramment ont été obtenues ; il peut être cité, à titre d'exemple, 90 millions de francs sur quatre ans d'aides diverses (crédit de politique industrielle, ANVAR, prêt participatif) résultant de l'acceptation du dossier de Crouzet par le comité d'orientation et de développement des industries stratégiques.

Après cet exposé des moyens mis en place pour retrouver une situation de rentabilité durable, les perspectives d'activité de l'exercice en cours ont été évoquées.

A la fin juin, les ventes de Crouzet SA ont progressé de 16 %, alors que les commandes pour l'électronique demeurent stables, les trois autres activités enregistrant une évolution de 15 % à 20 %. A cette même date, le portefeuille de commandes s'accroît globalement de 12 % et celui des composants d'automatismes, secteur traditionnel de Crouzet, de 10 %, contre une augmentation de plus de 40 %.

Cela devrait conduire, pour l'ensemble de l'année 1984, à une progression de 15 % du chiffre d'affaires, les développements les plus importants provenant des télécommunications et des composants d'automatismes.

Cette prévision peut, certes, être affectée par un ralentissement de l'activité dans la seconde partie de l'année, mais aucun indice en ce sens n'est perceptible aujourd'hui.

Le résultat, sous l'effet des économies de coût et du niveau de l'activité, doit redevenir positif.

Haute incidence des sociétés mises en équivalence, qui n'est pas mesurable à ce jour, les mêmes tendances devraient se vérifier au niveau consolidé, d'autant que les mesures prises dans la filiale italienne portent leurs fruits dès 1984.

HAUSSMANN ÉPARGNE

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

La Banque Worms a pris l'initiative de constituer une nouvelle SICAV, Haussmann Epargne, qui a pour vocation, au travers d'un portefeuille constitué essentiellement d'obligations françaises, la recherche d'une performance régulière principalement sous la forme de gains en capital.

Le règlement intérieur de cette SICAV précise que son portefeuille de valeurs mobilières sera toujours investi à plus de 90 % en valeurs françaises. Ainsi, les fonds communs de placement créés dans le cadre des ordonnances sur la participation des salariés et les caisses de retraite pourront y souscrire. Les organismes d'assurance pourront faire figurer les actions Haussmann Epargne dans le quota obligatoire de leurs provisions techniques correspondant à leurs activités en France.

Le conseil d'administration de cette nouvelle SICAV, présidé par M. Thierry Pilet-Wil, directeur central à la Banque Worms, est constitué comme suit :

Administrateurs :

- Banque Worms, représentée par M. Jean-Marc Verdier, directeur ;
- Caisse de retraite du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, représentée par M. Patrick Billaut, directeur financier ;
- Compagnie générale des matières nucléaires, représentée par M. Marcel Geoffroy, directeur financier ;
- Compagnie générale de participation et d'assistance, représentée par M. Jean Gonet, directeur général ;
- M. Alain Ducey, directeur financier et administratif de Christian Dior SA ;
- Al Saudi Bank (ASB), représentée par M. Bruno Mochetto, directeur général ;
- SIPAREX, représentée par M. Dominique Norvellet, directeur général ;
- Union des assurances de Paris-Vie, représentée par M. Paul Boyer.

Censeurs :

- Banque de la mutuelle industrielle, représentée par M. Fabrice Jordan, fondé de pouvoirs ;
- Banque de l'Union occidentale française et canadienne (BUOFC), représentée par M. Bernard Dion, directeur adjoint ;
- M. Paul Coirre.

Dotée d'un capital initial de 50 millions de francs, Haussmann Epargne sera ouverte au public le mardi 23 juillet. Les souscriptions seront reçues aux sièges et guichets des établissements suivants :

- Banque Worms, 45, boulevard Haussmann, 75009 Paris ;
- Banque de la mutuelle industrielle, 55, rue La Boétie, 75008 Paris ;
- Banque de l'Union occidentale française et canadienne, 47, avenue George-V, 75008 Paris.

Cette nouvelle SICAV complète la gamme des produits financiers spécialisés créés par la Banque Worms et ses filiales : Banque de la mutuelle industrielle, Banque de l'Union occidentale française et canadienne et Gestion privée Worms (Fonds communs de placement).

Cet été à Paris
branchez vous en anglais

PROCHAIN STAGES D'ÉTÉ
les 23 juillet - 6 et 20 août

ILC
INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 325.41.37

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX PARIS 345.21.62

MARCHÉS

PARIS

	19/7	18/7	17/7	16/7	15/7	14/7	13/7	12/7	11/7	10/7	9/7	8/7	7/7	6/7	5/7	4/7	3/7	2/7	1/7
Indice CAC 40	10 240	10 210	10 180	10 150	10 120	10 090	10 060	10 030	10 000	9 970	9 940	9 910	9 880	9 850	9 820	9 790	9 760	9 730	9 700
Indice MIB 30	10 240	10 210	10 180	10 150	10 120	10 090	10 060	10 030	10 000	9 970	9 940	9 910	9 880	9 850	9 820	9 790	9 760	9 730	9 700
Indice DAX 100	10 240	10 210	10 180	10 150	10 120	10 090	10 060	10 030	10 000	9 970	9 940	9 910	9 880	9 850	9 820	9 790	9 760	9 730	9 700
Indice NYSE	10 240	10 210	10 180	10 150	10 120	10 090	10 060	10 030	10 000	9 970	9 940	9 910	9 880	9 850	9 820	9 790	9 760	9 730	9 700
Indice Nikkei	10 240	10 210	10 180	10 150	10 120	10 090	10 060	10 030	10 000	9 970	9 940	9 910	9 880	9 850	9 820	9 790	9 760	9 730	9 700
Indice TOPIX	10 240	10 210	10 180	10 150	10 120	10 090	10 060	10 030	10 000	9 970	9 940	9 910	9 880	9 850	9 820	9 790	9 760	9 730	9 700
Indice FTSE 100	10 240	10 210	10 180	10 150	10 120	10 090	10 060	10 030	10 000	9 970	9 940	9 910	9 880	9 850	9 820	9 790	9 760	9 730	9 700
Indice DAX 100	10 240	10 210	10 180	10 150	10 120	10 090	10 060	10 030	10 000	9 970	9 940	9 910	9 880	9 850	9 820	9 790	9 760	9 730	9 700
Indice MIB 30	10 240	10 210	10 180	10 150	10 120	10 090	10 060	10 030	10 000	9 970	9 940	9 910	9 880	9 850	9 820	9 790	9 760	9 730	9 700
Indice NYSE	10 240	10 210	10 180	10 150	10 120	10 090	10 060	10 030	10 000	9 970	9 940	9 910	9 880	9 850	9 820	9 790	9 760	9 730	9 700
Indice Nikkei	10 240	10 210	10 180	10 150	10 120	10 090	10 060	10 030	10 000	9 970	9 940	9 910	9 880	9 850	9 820	9 790	9 760	9 730	9 700
Indice TOPIX	10 240	10 210	10 180	10 150	10 120	10 090	10 060	10 030	10 000	9 970	9 940	9 910	9 880	9 850	9 820	9 790	9 760	9 730	9 700
Indice FTSE 100	10 240	10 210	10 180	10 150	10 120	10 090	10 060	10 030	10 000	9 970	9 940	9 910	9 880	9 850	9 820	9 790	9 760	9 730	9 700

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 18 juillet

Calme

L'annonce d'un changement de gouvernement a été accueillie dans la Bourse de Paris, mais pas dans l'indifférence. S'agissant de l'arrivée de M. L. Fabius à Matignon, le sentiment était très mitigé. Mais c'est surtout l'absence d'un départ de M. De Gaulle, voire des ministres communistes, qui suscitait le plus de commentaires. Le ministre de l'économie possède une bonne image de marque et son remplacement n'aurait pas provoqué quelques réactions. A la clôture, après des négociations peu animées, surtout peu actives, l'indice de la Bourse s'inscrivait à 111,63, soit à 11,26 points en dessous de son niveau précédent.

Le bilan de la journée a été en ligne. Sur 1 948 valeurs cotées, 923 ont fléchi, 564 ont monté et 461 n'ont pas varié. Autour du Big Board régnait une grande déception. Parmi ceux qui la veille encore envisageaient l'avenir avec une relative confiance, plus qu'un espoir, la possibilité d'une reprise d'été. L'annonce d'une augmentation de 5,3 %, en juin, du nombre des mises en construction de maisons individuelles, ce malgré la tension observée sur les taux hypothécaires, a relancé la crainte d'une accélération de l'expansion économique et, par là, d'une nouvelle hausse du loyer de l'argent.

De grands investisseurs, disaient-ils, seraient prêts à vendre. Bref, le marché s'est remis à braver du soir, les valeurs ont baissé, mais pas de façon spectaculaire. En revanche, les actions des firmes pharmaceutiques ont été assez affectées en raison du développement d'une guerre des prix et de résultats trimestriels décevants. L'actif s'est ralenti et 76,64 millions de titres ont changé de mains, contre 83,66 millions.

La Bourse n'est pas à l'abri de son talent. L'attentisme, elle connaît depuis quelque temps. Cette séance s'est donc tenue dans le droit fil des précédentes. Seul événement un peu notable : le redressement de Peugeot (+ 4,6 %) en liaison avec la reprise du dialogue syndical-département. Autour de la corbeille, bien sûr, le petit jeu des paris sur les « ministères » a fonctionné comme toujours en pareille occasion.

Le projet du nouveau locataire de la Rue de Rivoli, sous les noms circulaires : François Dalle, Jean Riboud, Michel Rocard, même Gilbert Trigano. « Je te parie un gousseton que ça ne sera pas Riboud », disait un gérant de portefeuille. « Tu verras », lui rétorqua l'autre.

La devise-titre a continué de baisser et s'est échangée entre 9,57 F et 9,62 F contre 9,55 F/9,73 F.

L'or s'est encore un peu tassé à Londres : 346,25 dollars l'once contre 347,15 dollars.

Avec la hausse du dollar, le lingot a regagné 250 F à Paris en cotant 98 000 F. Le napoléon a fait cavalier seul : 616 F (après 615 F) contre 619 F.

Le volume des transactions a un peu augmenté : 11,30 millions de francs contre 10,15 millions de francs.

NEW-YORK Repli

Après trois séances de hausse consecutive, les cours se sont repliés, mercredi, à Wall Street. Le mouvement de baisse s'est amorcé peu après l'ouverture et s'est ensuite poursuivi lentement. A la clôture, l'indice des valeurs industrielles s'inscrivait à 111,63, soit à 11,26 points en dessous de son niveau précédent.

Le bilan de la journée a été en ligne. Sur 1 948 valeurs cotées, 923 ont fléchi, 564 ont monté et 461 n'ont pas varié. Autour du Big Board régnait une grande déception. Parmi ceux qui la veille encore envisageaient l'avenir avec une relative confiance, plus qu'un espoir, la possibilité d'une reprise d'été. L'annonce d'une augmentation de 5,3 %, en juin, du nombre des mises en construction de maisons individuelles, ce malgré la tension observée sur les taux hypothécaires, a relancé la crainte d'une accélération de l'expansion économique et, par là, d'une nouvelle hausse du loyer de l'argent.

De grands investisseurs, disaient-ils, seraient prêts à vendre. Bref, le marché s'est remis à braver du soir, les valeurs ont baissé, mais pas de façon spectaculaire. En revanche, les actions des firmes pharmaceutiques ont été assez affectées en raison du développement d'une guerre des prix et de résultats trimestriels décevants. L'actif s'est ralenti et 76,64 millions de titres ont changé de mains, contre 83,66 millions.

La Bourse n'est pas à l'abri de son talent. L'attentisme, elle connaît depuis quelque temps. Cette séance s'est donc tenue dans le droit fil des précédentes. Seul événement un peu notable : le redressement de Peugeot (+ 4,6 %) en liaison avec la reprise du dialogue syndical-département. Autour de la corbeille, bien sûr, le petit jeu des paris sur les « ministères » a fonctionné comme toujours en pareille occasion.

Le projet du nouveau locataire de la Rue de Rivoli, sous les noms circulaires : François Dalle, Jean Riboud, Michel Rocard, même Gilbert Trigano. « Je te parie un gousseton que ça ne sera pas Riboud », disait un gérant de portefeuille. « Tu verras », lui rétorqua l'autre.

La devise-titre a continué de baisser et s'est échangée entre 9,57 F et 9,62 F contre 9,55 F/9,73 F.

L'or s'est encore un peu tassé à Londres : 346,25 dollars l'once contre 347,15 dollars.

Avec la hausse du dollar, le lingot a regagné 250 F à Paris en cotant 98 000 F. Le napoléon a fait cavalier seul : 616 F (après 615 F) contre 619 F.

Le volume des transactions a un peu augmenté : 11,30 millions de francs contre 10,15 millions de francs.

BOURSE DE PARIS Comptant

18 JUILLET

VALEURS	% du cours	% du gain	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	28 80	2 383	Argence de France	314	314	Suez	32 45	32 30	SECOND MARCHÉ					
4 %	29 20	2 383	Comp. Ind. Fr.	320	320	Alcatel	287	287	Hors-cote					
5 %	29 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	326	326	Alcatel	287	287						
6 %	30 00	2 383	Créd. Ind. Fr.	332	332	Alcatel	287	287						
7 %	30 40	2 383	Créd. Ind. Fr.	338	338	Alcatel	287	287						
8 %	30 80	2 383	Créd. Ind. Fr.	344	344	Alcatel	287	287						
9 %	31 20	2 383	Créd. Ind. Fr.	350	350	Alcatel	287	287						
10 %	31 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	356	356	Alcatel	287	287						
11 %	32 00	2 383	Créd. Ind. Fr.	362	362	Alcatel	287	287						
12 %	32 40	2 383	Créd. Ind. Fr.	368	368	Alcatel	287	287						
13 %	32 80	2 383	Créd. Ind. Fr.	374	374	Alcatel	287	287						
14 %	33 20	2 383	Créd. Ind. Fr.	380	380	Alcatel	287	287						
15 %	33 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	386	386	Alcatel	287	287						
16 %	34 00	2 383	Créd. Ind. Fr.	392	392	Alcatel	287	287						
17 %	34 40	2 383	Créd. Ind. Fr.	398	398	Alcatel	287	287						
18 %	34 80	2 383	Créd. Ind. Fr.	404	404	Alcatel	287	287						
19 %	35 20	2 383	Créd. Ind. Fr.	410	410	Alcatel	287	287						
20 %	35 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	416	416	Alcatel	287	287						
21 %	36 00	2 383	Créd. Ind. Fr.	422	422	Alcatel	287	287						
22 %	36 40	2 383	Créd. Ind. Fr.	428	428	Alcatel	287	287						
23 %	36 80	2 383	Créd. Ind. Fr.	434	434	Alcatel	287	287						
24 %	37 20	2 383	Créd. Ind. Fr.	440	440	Alcatel	287	287						
25 %	37 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	446	446	Alcatel	287	287						
26 %	38 00	2 383	Créd. Ind. Fr.	452	452	Alcatel	287	287						
27 %	38 40	2 383	Créd. Ind. Fr.	458	458	Alcatel	287	287						
28 %	38 80	2 383	Créd. Ind. Fr.	464	464	Alcatel	287	287						
29 %	39 20	2 383	Créd. Ind. Fr.	470	470	Alcatel	287	287						
30 %	39 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	476	476	Alcatel	287	287						
31 %	40 00	2 383	Créd. Ind. Fr.	482	482	Alcatel	287	287						
32 %	40 40	2 383	Créd. Ind. Fr.	488	488	Alcatel	287	287						
33 %	40 80	2 383	Créd. Ind. Fr.	494	494	Alcatel	287	287						
34 %	41 20	2 383	Créd. Ind. Fr.	500	500	Alcatel	287	287						
35 %	41 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	506	506	Alcatel	287	287						
36 %	42 00	2 383	Créd. Ind. Fr.	512	512	Alcatel	287	287						
37 %	42 40	2 383	Créd. Ind. Fr.	518	518	Alcatel	287	287						
38 %	42 80	2 383	Créd. Ind. Fr.	524	524	Alcatel	287	287						
39 %	43 20	2 383	Créd. Ind. Fr.	530	530	Alcatel	287	287						
40 %	43 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	536	536	Alcatel	287	287						
41 %	44 00	2 383	Créd. Ind. Fr.	542	542	Alcatel	287	287						
42 %	44 40	2 383	Créd. Ind. Fr.	548	548	Alcatel	287	287						
43 %	44 80	2 383	Créd. Ind. Fr.	554	554	Alcatel	287	287						
44 %	45 20	2 383	Créd. Ind. Fr.	560	560	Alcatel	287	287						
45 %	45 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	566	566	Alcatel	287	287						
46 %	46 00	2 383	Créd. Ind. Fr.	572	572	Alcatel	287	287						
47 %	46 40	2 383	Créd. Ind. Fr.	578	578	Alcatel	287	287						
48 %	46 80	2 383	Créd. Ind. Fr.	584	584	Alcatel	287	287						
49 %	47 20	2 383	Créd. Ind. Fr.	590	590	Alcatel	287	287						
50 %	47 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	596	596	Alcatel	287	287						
51 %	48 00	2 383	Créd. Ind. Fr.	602	602	Alcatel	287	287						
52 %	48 40	2 383	Créd. Ind. Fr.	608	608	Alcatel	287	287						
53 %	48 80	2 383	Créd. Ind. Fr.	614	614	Alcatel	287	287						
54 %	49 20	2 383	Créd. Ind. Fr.	620	620	Alcatel	287	287						
55 %	49 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	626	626	Alcatel	287	287						
56 %	50 00	2 383	Créd. Ind. Fr.	632	632	Alcatel	287	287						
57 %	50 40	2 383	Créd. Ind. Fr.	638	638	Alcatel	287	287						
58 %	50 80	2 383	Créd. Ind. Fr.	644	644	Alcatel	287	287						
59 %	51 20	2 383	Créd. Ind. Fr.	650	650	Alcatel	287	287						
60 %	51 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	656	656	Alcatel	287	287						
61 %	52 00	2 383	Créd. Ind. Fr.	662	662	Alcatel	287	287						
62 %	52 40	2 383	Créd. Ind. Fr.	668	668	Alcatel	287	287						
63 %	52 80	2 383	Créd. Ind. Fr.	674	674	Alcatel	287	287						
64 %	53 20	2 383	Créd. Ind. Fr.	680	680	Alcatel	287	287						
65 %	53 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	686	686	Alcatel	287	287						
66 %	54 00	2 383	Créd. Ind. Fr.	692	692	Alcatel	287	287						
67 %	54 40	2 383	Créd. Ind. Fr.	698	698	Alcatel	287	287						
68 %	54 80	2 383	Créd. Ind. Fr.	704	704	Alcatel	287	287						
69 %	55 20	2 383	Créd. Ind. Fr.	710	710	Alcatel	287	287						
70 %	55 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	716	716	Alcatel	287	287						
71 %	56 00	2 383	Créd. Ind. Fr.	722	722	Alcatel	287	287						
72 %	56 40	2 383	Créd. Ind. Fr.	728	728	Alcatel	287	287						
73 %	56 80	2 383	Créd. Ind. Fr.	734	734	Alcatel	287	287						
74 %	57 20	2 383	Créd. Ind. Fr.	740	740	Alcatel	287	287						
75 %	57 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	746	746	Alcatel	287	287						
76 %	58 00	2 383	Créd. Ind. Fr.	752	752	Alcatel	287	287						
77 %	58 40	2 383	Créd. Ind. Fr.	758	758	Alcatel	287	287						
78 %	58 80	2 383	Créd. Ind. Fr.	764	764	Alcatel	287	287						
79 %	59 20	2 383	Créd. Ind. Fr.	770	770	Alcatel	287	287						
80 %	59 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	776	776	Alcatel	287	287						
81 %	60 00	2 383	Créd. Ind. Fr.	782	782	Alcatel	287	287						
82 %	60 40	2 383	Créd. Ind. Fr.	788	788	Alcatel	287	287						
83 %	60 80	2 383	Créd. Ind. Fr.	794	794	Alcatel	287	287						
84 %	61 20	2 383	Créd. Ind. Fr.	800	800	Alcatel	287	287						
85 %	61 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	806	806	Alcatel	287	287						
86 %	62 00	2 383	Créd. Ind. Fr.	812	812	Alcatel	287	287						
87 %	62 40	2 383	Créd. Ind. Fr.	818	818	Alcatel	287	287						
88 %	62 80	2 383	Créd. Ind. Fr.	824	824	Alcatel	287	287						
89 %	63 20	2 383	Créd. Ind. Fr.	830	830	Alcatel	287	287						
90 %	63 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	836	836	Alcatel	287	287						
91 %	64 00	2 383	Créd. Ind. Fr.	842	842	Alcatel	287	287						
92 %	64 40	2 383	Créd. Ind. Fr.	848	848	Alcatel	287	287						
93 %	64 80	2 383	Créd. Ind. Fr.	854	854	Alcatel	287	287						
94 %	65 20	2 383	Créd. Ind. Fr.	860	860	Alcatel	287	287						
95 %	65 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	866	866	Alcatel	287	287						
96 %	66 00	2 383	Créd. Ind. Fr.	872	872	Alcatel	287	287						
97 %	66 40	2 383	Créd. Ind. Fr.	878	878	Alcatel	287	287						
98 %	66 80	2 383	Créd. Ind. Fr.	884	884	Alcatel	287	287						
99 %	67 20	2 383	Créd. Ind. Fr.	890	890	Alcatel	287	287						
100 %	67 60	2 383	Créd. Ind. Fr.	896	896	Alcatel	287	287						

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2. **DIPLOMATIE** - Argentine et Britanniques ont ouvert des entretiens directs à Buenos Aires. La visite du président du Salvador en Europe.
3. **AMÉRIQUES** - États-Unis : M. Mondale a reçu l'investiture démocrate.
3. **AFRIQUE** - MAROC.
4. **EUROPE** - POLOGNE : Libre opinion, « Diffuser le rapport du BIT sur les entraves aux libertés », par Marc Blondel.
4. **ASIE** - 4.5. **PROCHE-ORIENT** - « Israël en mal d'Israël » (II), par Jean-Pierre Langellier.

POLITIQUE

- 6 à 13. La décision du Parti communiste de ne pas participer au nouveau gouvernement.

SOCIÉTÉ

14. Pour atteindre 10 % de ses effectifs d'appoint, l'armée de terre devra accélérer le recrutement de volontaires pour un service long.
15. M. Chirac rend le gouvernement responsable des nouvelles formes de pauvreté à Paris.
24. **EDUCATION**.

LE MONDE DES LIVRES

15. LE FEUILLETON DE BERTRAND PORROT-DELPECH : Un siècle de horreurs.
16. LA VIE LITTÉRAIRE.
17. PORTRAIT : Amand Morje, le magicien.
18. LETTRES ÉTRANGÈRES : New-York, au bout de la nuit.
- 18-19. HISTOIRE : traversées de l'empire.

CULTURE

20. MUSIQUE : la grande parade de Nice dans les jardins de Cimiez.
20. EXPOSITIONS : Giacometti au château de Toulon.
21. FESTIVALS : à Aix-en-Provence, le « Barler » et la « Mésa ».

ÉCONOMIE

25. SOCIAL : le chômage a de nouveaux visages.
25. AFFAIRES.
26. CONJONCTURE : rechute du commerce extérieur.
28. ÉTRANGER : le conflit des dockers en Grande-Bretagne. Le projet de budget de la RFA pour 1985. Un médiateur pour résoudre le conflit d'Israël.

RADIO-TÉLÉVISION (23)

- ÉTÉ (22-23) : « Histoire d'amour », par Kouk ; Mots croisés ; Métemorphose ; Loto ; Arlequin ; Amusez-vous ; Carnet (24) ; Programmes des spectacles (21) ; Marchés financiers (27).

L'ÉCURIE BRITANNIQUE

TYRRELL

EXCLUE DU CHAMPIONNAT DU MONDE DE FORMULE 1

L'écurie britannique Tyrrell a été exclue du championnat du monde de formule 1 par le comité exécutif de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), réunie mercredi 18 juillet, à Paris.

Le directeur de l'écurie, M. Ken Tyrrell, a été convaincu de tricherie pour avoir utilisé des billes de plomb dans le réservoir d'eau de ses monoplace au cours des grands prix. Cette tricherie ingénieuse permettait à ses voitures d'atteindre le poids minimum de 540 kilogrammes imposé par la réglementation.

Cette exclusion est un fait unique dans les annales de la formule 1 dont le premier championnat du monde a été organisé en 1950. Elle frappe l'un des plus prestigieux constructeurs, qui est aussi le dernier utilisateur du moteur atmosphérique Ford-Cosworth. Ken Tyrrell se servait de ce subterfuge pour rendre ses voitures plus légères face à la concurrence des monoplaces dotées de moteurs turbo-compressés plus puissants.

Le comité exécutif de la FISA a, de plus, retiré sa licence de directeur de course au Belge Jacky Ickx jusqu'à la fin de la saison pour avoir décidé d'arrêter, à mi-course, le Grand Prix de Monaco (le 10 juin), sans en référer aux commissaires sportifs. Il lui a également infligé une amende de 6 000 dollars (environ 48 000 francs).

Le numéro du « Monde » daté 19 juillet 1984 a été tiré à 548 742 exemplaires.

A B C D E F G

LA DÉCISION DU PARTI COMMUNISTE ET LA FORMATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

L'action de M. Jack Ralite

M. Jack Ralite, qui était ministre délégué chargé de l'emploi, a bien préparé sa sortie du gouvernement. Le 18 juillet, au moment même où étaient connus les chiffres de l'emploi, son cabinet - « pour faciliter votre travail de documentation et de recherche » - indiquait que depuis le 15 juin dernier le ministère avait pris 18 décrets ou arrêtés sur l'emploi et dix circulaires. Comme quoi, jusqu'au bout M. Ralite a travaillé d'arrache-pied. Le 13 juillet, à Autrans dans l'Isère (le Monde du 15-16 juillet), il avait livré en quelque sorte son « testament » sur l'emploi - « un mot construction, un mot phrase, un mot dynamique » - en s'adressant à ceux « qui veulent garantir, conforter, débloquer, créer des emplois. C'est vrai que ce que nous faisons aujourd'hui occupe encore une place lilliputienne dans l'actualité. Mais vous connaissez l'avenement dans la cause, il ne débouche que par un trou de souris ».

Trou de souris ou non, M. Ralite a hérité d'un cadeau empoisonné quand il est passé en mars 1983 du ministère de la santé - où il s'était mis à dos les médecins hospitaliers - au ministère délégué à l'emploi. N'arrivait-il pas au moment où M. Delors commentant son deuxième plan de rigueur annonçait une augmentation « mécanique » de 100 000 chômeurs de plus d'ici à la fin 1983. M. Ralite n'a jamais caché qu'il s'agissait dans un rayon d'action limité puisqu'il n'avait pas de prise réelle sur les grandes orientations gouvernementales. Le 2 juillet 1983, dans une interview au Monde, il apportait un appui sans ambiguïté à la gestion économique du chômage.

M. Jack Ralite est né le 19 mai 1928 à Châlons-sur-Marne. Membre du comité central où il a été, à partir

de 1979, responsable des affaires culturelles, il a été journaliste à l'Humanité. Adjoint au maire d'Aubervilliers depuis 1965 - en 1984, il est devenu maire après le décès de M. Karman - il est député de Seine-Saint-Denis. A l'Assemblée nationale, il a été rapporteur du budget du cinéma. Ministre de la santé de la deuxième législature Mitterrand, il a rencontré l'hostilité d'une bonne partie du corps médical, sa politique étant très controversée.

Voilà un ministre qui a su rester discret sur les débats politiques, mais n'a pas hésité à s'exprimer sur les orientations économiques et sociales du gouvernement. A bon escient. « J'appartiens à un gouvernement, pas à un parti », disait-il. M. Ralite, qui avait fait preuve de réalisme, laissait également le souvenir, au moment où le conflit Citroën reste à régler, de sa négociation avec la direction de Peugeot qui, en décembre 1983, devait aboutir - avec le consentement tacite de la CGT - à la réduction de mille licenciements chez Talbot et à un effort de formation dans le but d'éviter des mises au chômage pour les licenciés. Un « accord » qui devait mettre le feu aux poudres à Poissy...

M. N.

Bon accueil dans les milieux financiers internationaux

Les milieux financiers internationaux, que le changement de gouvernement a pris par surprise, comme tout le monde, l'ont, finalement, bien accueilli après quelques moments d'hésitation.

L'impression générale, vraie ou fautive, est que le président Mitterrand effectue un recentrage et que, de toute façon, il poursuit sa politique de rigueur. Le départ des ministres communistes ne peut que confirmer cette opinion.

Ajoutons qu'aux yeux des milieux financiers internationaux, ce départ lève une hypothèque qui pesait sur les gouvernements de la France dès la constitution du premier en mai 1981. La crainte d'une extension des conflits sociaux ne paraît pas avoir été prise en compte. Asses curieusement, le départ de M. Jacques Delors, hautement respecté à l'extérieur de nos frontières, et considéré comme le garant de la rigueur et de l'austérité, n'a pas affaibli le franc. Celui-ci avait pourtant

commencé à baisser en janvier dernier, lorsque la possibilité de voir le ministre des finances conduire la liste du PS aux élections européennes avait été publiquement évoquée.

Est-ce que la personnalité de M. Fabius apparaît plus « rassurante » aux yeux de l'étranger que celle de M. Mauroy, dont on pouvait redouter quelque initiative jugée trop hardie ou trop peu orthodoxe ? Est-ce que la France est jugée plus forte qu'au début de l'année, où l'Allemagne nous vigileuse ? Est-ce, enfin, la certitude qu'un homme « raisonnable » sera nommé ? Rue de Rivoli ? Le nom de M. Bérégovoy, qui a été prononcé, n'a pas de quoi effrayer à l'extérieur de nos frontières. Bien qu'il ne soit pas un technicien des finances publiques, il est avoué de son succès à la Sécurité sociale, sortie du « rouge » en 1983, et on le voit tout de suite appliquer la même méthode au bud-

get. Vrai ou faux, c'est ce que l'on pense hors de l'Hexagone.

Le cours du mark à Paris, pierre de touche pour la tenue du franc au sein du Système monétaire européen (SME), et seule référence valable face à un dollar mouvant, s'est maintenu aux environs de son cours antérieur de 3,07 F, qui se situe au voisinage de son cours médian de 3,066 F, cela sans intervention de la Banque de France. Bien plus, les marks, qui étaient sortis mardi soir de l'annonce de la démission de M. Fabius, sont rentrés dans la nuit de mercredi en fin d'après-midi. Ce phénomène a même provoqué une hausse du dollar, qui a touché 8,79 F à New-York, avant de revenir jeudi matin à 8,76 F environ. Sous l'effet des ventes de marks, le dollar a monté à Francfort, ce qui l'a fait monter également à Paris.

FRANÇOIS RENARD.

M. Stasi (CDS) : les frontières fixées par les élections entre majorité et opposition ne changent pas

La constitution d'un nouveau gouvernement sans ministres communistes « prive sans doute l'opposition d'un épouvantail un peu facile », nous a déclaré M. Bernard Stasi, député UDF-CDS de la Marne. « Face à un pouvoir qui présente un nouveau visage, il faudra que nous fassions un effort de renouvellement », ajoute-t-il tout en précisant que cette nouvelle donne « ne change rien à notre détermination d'opposants ni les frontières fixes de l'opposition des élections entre majorité et opposition ».

M. Stasi remarque aussi que, « si les communistes s'en vont, c'est aussi parce qu'ils considèrent que les promesses, notamment en ce qui concerne le chômage, n'ont pas été tenues ». Sur ce point, dit-il, nous ne pouvons que leur donner raison. Il note aussi que les communistes doivent « parler sur l'échec économique » et qu'ils feront tout ce qu'ils peuvent pour y « contribuer ». De ce fait, « l'avenir est préoccupant ».

M. Michel Piaton, président des adhérents directs de l'UDF : « La rupture de la coalition gouvernementale montre les contradictions profondes du pouvoir marxiste en France. L'opposition a plus que jamais le devoir de manifester son intransigeance et la clarté de ses choix face aux pièges et aux séductions brumeuses que lui tend François Mitterrand ».

M. Jospin : le PC porte la responsabilité de la rupture

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, nous a déclaré jeudi matin 19 juillet : « La direction du PCF vient de décider qu'il n'y aurait pas de ministres communistes dans le nouveau gouvernement. Cette décision m'inspire les premières réflexions suivantes :

1. Les socialistes étaient et restent favorables à la participation des communistes au gouvernement. Le premier ministre leur a naturellement proposé de la poursuivre.
2. La politique économique et sociale qu'entend suivre le gouvernement de Laurent Fabius n'est pas différente de celle qu'appliquait le gouvernement de Pierre Mauroy, politique à laquelle étaient associés les communistes et qui recevait l'approbation de Georges Marchais lors de la récente campagne électorale. Je suis sûr que le gouvernement, tout en poursuivant la moder-

nisation industrielle et la recherche des grands équilibres, fera tous ses efforts pour la croissance et pour l'emploi.

3. Je regrette donc la responsabilité que la direction du Parti communiste vient de prendre devant l'opinion de gauche et devant le pays. Les socialistes continueront à assumer la tâche que le peuple leur a confiée en mai-juin 1981.

4. Je souhaite que, face à la droite qui risque désormais d'accroître sa pression contre nous et les conquêtes que nous avons réalisées pour notre pays, le Parti communiste soutienne au Parlement la politique du gouvernement.

5. Je convoque pour cet après-midi un bureau exécutif du Parti socialiste qui examinera la situation ainsi créée.

Sur le vif

Calvities

Ce n'est pas moi qui l'ai dit, mais moi je le sais - c'est un hussier de Matignon qui me l'a raconté, - parmi tous les coups de téléphone qu'il a données, Fabius, au cours des dernières quarante-huit heures, il y en a eu un, vous ne devinez jamais à qui, à Giacard.

C'est qu'il en a ras le sourcil, Fabius, il ne peut plus ouvrir un journal, une radio ou une télé sans s'entendre comparer à Fignon ou à Giacard. Fignon, ça l'énerve prodigieusement, mais bon, tant pis, il laisse courir. De toute façon, il n'y en a plus que pour quelques jours. Mais Giacard, non. Il lui a carrément demandé de faire passer cette campagne de presse d'homme, destinée à le faire mousser, lui Giacard, à faire parler de lui, par Fabius interposé.

« Enfin, monsieur le président, c'est inadmissible. Vous me voyez mon image, cette histoire de pull-over, de calvities... »

« J'étais chauve avant vous, je vous demande pardon ! Et je ne permets pas de vous faire remarquer que, moi, je n'étais pas la créature du Général ! »

« Créature, créature ! J'ai été choisi pour mon mérite, figurez-vous. Les Français, vos mérites, ils ne les ont pas tellement appréciés, ils vous ont rejeté. Maintenant c'est mon tour. Alors n'essayez pas de tirer

la couverture en allant dire partout que je vous copie.

« Mon cher ami, vous vous méprenez. Ce petit jeu des portraits m'occupe au contraire. Nous comparons, quelle erreur ! Avant de faire l'ENA, j'ai fait Polytechnique. C'est autre chose que Normale sup. D'ailleurs, rappelez-vous à quel âge j'étais secrétaire d'Etat. Aux finances, s'il vous plaît. A trente-trois ans.

« Oui mais quatre ans après vous étiez toujours rue de Rivoli. Matignon, ça a quand même une autre allure.

« Pas quand on y arrive en 2 CV comme votre épouse. Comment s'appelle-t-elle déjà ? Françoise ! Anne-Aymone ça a plus de chic. Cette voiture, c'est intentionnel sans aucun doute. Je crains que ça ne fasse pas oublier votre fortune personnelle.

« Parlons-en ! Vous même, vous n'êtes pas à plaindre. D'ailleurs pour donner le change vous jouez de l'accordéon. Ça c'est, fessamment peuple, sans parler de vos petits déjeuners bidons avec les bouillottes, et de vos retours à l'heure du laïus... »

« Puisque vous devenez grossier, cher ami, je vais tout de même vous le dire. La différence entre vous et moi, c'est que vous ne serez jamais président de la République. »

« Ça, ce pauvre Fabius, ça lui a coupé la chique. »

CLAUDE SARRAUTE.

SELON SES PROPRES STATISTIQUES

FO estime qu'elle a progressé de plus de onze points en seize ans aux élections professionnelles

Force ouvrière a publié le 16 juillet sa statistique électorale annuelle, qui, pour la période juillet 1983-juillet 1984, porte sur 4 400 000 inscrits et 2 913 905 exprimés alors qu'à l'origine (1968-1969) elle portait sur 1 600 000 inscrits et 1 239 486 exprimés. Cette évolution est significative de la progression de l'implantation de FO puisque sa statistique annuelle ne porte que là où ce syndicat est représenté qu'il s'agisse d'entreprises privées, nationales ou dans la fonction publique. Pour la période juillet 1983-juillet 1984, la CGT a obtenu 926 928 voix et 31,81 % (soit - 3,70 points), FO, qui se classe ainsi deuxième, 863 226 voix et 29,62 % (+ 3,22), la CFDT 566 037 voix et 19,42 % (- 1,78), la CFTC 5,98 % (+ 1,48), la CGC

- minorée de 1 point d'après M. Bergeron - 4,74 % (+ 0,74), les syndicats « indépendants » 0,97 % (- 1,05) et les syndicats « autonomes » 4,66 % (+ 1,49).

Force ouvrière observe que sur seize ans de 1968 à 1984, la CGT est passée de 48,3 % à 31,81 % et a donc reculé de 16,49 points tandis que FO est passée de 18,4 % à 29,62 % progressant de 11,22 %. Sur la même période la CFDT a progressé de 2,82 points, la CFTC de 0,58 et la CGC de 1,74, tandis que la CSL perdait 0,13 point et les syndicats autonomes 1,04. M. Bergeron estime dans son commentaire que « la tendance observée lors des élections à la Sécurité sociale du 19 octobre 1983 est confirmée ».

du jeudi 19 au samedi 21, de 9 à 19 heures
nocturne jeudi jusqu'à 22 heures

smalto SOLDE

HOMME
44, RUE FRANÇOIS-1
FEMME
5, PLACE VICTOR-HUGO
275, RUE SAINT-HONORÉ

MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

- Samedi 21 juillet dans "Le Monde" daté 22-23**
- Les moyens de l'AFME : des ressources stables s'imposent.
 - L'invité du mois : Michel Rodot du CNRS plaide pour les photopiles solaires.
 - Du côté des Dom-Tom : le modèle polynésien.
 - Devoir de vacances : cinq questions pour vous distraire.

Pour vos vacances un tour de France insolite

Libez
Le Monde
dossiers et documents

مكتبة الناصر